

**2024
AMENDEMENT A04**



**AU DOCUMENT
D'ENREGISTREMENT
UNIVERSEL**

ÉLÉMENTS FINANCIERS AU 30 SEPTEMBRE 2025

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT
DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ



**CRÉDIT AGRICOLE
S.A.**



Le présent amendement A04 au Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 19 novembre 2025 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n° 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n° 2017/1129.

Sommaire

| | |
|---|-----|
| Communiqué de presse T3-25 et 9M-25 | 4 |
| Supports visuels de la présentation des résultats | 40 |
| Solidité financière | 83 |
| Facteurs de risques | 95 |
| Evolution de la gouvernance | 99 |
| Mise à jour des statuts | 101 |
| Evolution des risques juridiques | 122 |
| Autres informations récentes | 127 |
| Indicateurs Alternatifs de Performance | 129 |
| Agenda financier | 131 |
| Contrôleurs légaux des comptes | 132 |
| Attestation du Responsable | 133 |
| Table de concordance | 134 |

ACTIVITÉ SOUTENUE ET RÉSULTATS ÉLEVÉS

| | CREDIT AGRICOLE S.A. | | GROUPE CREDIT AGRICOLE | |
|------------------------------|----------------------|------------|------------------------|---------|
| En m€ | T3 2025 | Var. T3/T3 | T3 2025 | T3/T3 |
| Revenus | 6 850 | +5,6% | 9 731 | +5,6% |
| Charges | -3 837 | +4,0% | -5 787 | +3,5% |
| Résultat Brut d'Exploitation | 3 013 | +7,7% | 3 944 | +8,9% |
| Coût du risque | -489 | +13,0% | -869 | +8,4% |
| RNPG | 1 836 | +10,2% | 2 316 | +11,4% |
| COEX | 56,0% | -0,8 pp | 59,5% | -1,2 pp |

ACTIVITÉ SOUTENUE DANS TOUS LES MÉTIERS

- **Production de crédit soutenue** : en France, poursuite du rebond sur l'habitat (+18% T3/T3) et de la bonne dynamique auprès des entreprises (+14% T3/T3) ; activité de crédit à l'international soutenue et de crédit à la consommation maintenue à haut niveau et équilibrée entre les segments traditionnels et automobile
- **Collecte nette élevée en assurance vie**, notamment en France, **et en gestion d'actifs** (tirée par le moyen-long terme) ; en assurances, chiffre d'affaires de haut niveau tiré par toutes les activités
- **Revenus en Banque de Financement et d'Investissement records** sur neuf mois et trimestre de haut niveau

RÉSULTATS ÉLEVÉS

- **Résultats sur neuf mois et du trimestre de haut niveau**
- **Rentabilité solide** (retour sur fonds propres tangibles de 15,4%) **portée par des revenus trimestriels élevés et en croissance** (+5,6% T3/T3) et un **coefficients d'exploitation bas** (54,6% sur 9M-2025, stable par rapport à la même période en 2024)
- **Coût du risque stable** (35 points de base sur encours)

RATIOS DE SOLVABILITÉ ÉLEVÉS

- CET1 Crédit Agricole S.A. phasé 11,7% et Groupe CA phasé 17,6%

FINALISATION DU RACHAT DE LA PARTICIPATION DE 30,5% DE SANTANDER DANS CACEIS

SOUTIEN CONTINU A LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Poursuite du déploiement des financements et investissements en faveur de la transition énergétique
- Accompagnement de la transition des ménages et des entreprises

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Les résultats élevés que nous publions ce trimestre nous permettent de réaffirmer notre utilité au service des territoires. Je remercie chaleureusement les 157 000 collaborateurs du Groupe, engagés quotidiennement aux côtés de leurs clients, et je souhaite la bienvenue aux 522 000 clients qui nous ont rejoints ce trimestre. »

Olivier Gavalda,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Grâce à une activité soutenue dans tous les métiers, le Groupe réalise des résultats élevés ce trimestre et sur les 9 premiers mois de l'année. Ils confortent notre volonté de jouer un rôle moteur dans l'accompagnement du développement de l'économie européenne et de sa souveraineté. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 63,0% de Crédit Agricole S.A.

Toutes les données financières sont désormais systématiquement présentées en publié, pour les résultats du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des métiers, tant pour le compte de résultat que pour les ratios de rentabilité.

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale reste soutenue ce trimestre dans les métiers du Groupe, avec une conquête de bon niveau. Sur le troisième trimestre 2025, le Groupe enregistre 522 000 nouveaux clients en banque de proximité. Le Groupe a conquis 418 000 nouveaux clients en banque de proximité en France et 104 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne). Au 30 septembre 2025, en banque de détail, l'encours de collecte bilan s'élève à 835 milliards d'euros, en hausse de +0,6% sur un an en France et en Italie (+0,5% pour les Caisses régionales et LCL, et +1,3% en Italie). Les encours de crédits s'élèvent à 889 milliards d'euros, +1,5% sur un an en France et en Italie (+1,6% pour les Caisses régionales et LCL, et +1,3% en Italie). La production de crédits habitat poursuit son rebond en France par rapport au point bas observé au début de l'année 2024, avec une hausse de +23,4% pour les Caisses régionales et +1% pour LCL par rapport au troisième trimestre 2024. Pour CA Italia, la production de crédit est stable par rapport au troisième trimestre 2024. Le taux d'équipement assurance dommage¹ est en hausse à 44,6% pour les Caisses régionales (+0,8 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024), 28,6% pour LCL (+0,7 point de pourcentage) et 20,6% chez CA Italia (+0,6 point de pourcentage).

En gestion d'actifs, la collecte du trimestre est de très haut niveau à +15 milliards d'euros, tirée par les actifs moyen long terme (+9 milliards d'euros) et positive dans les deux grands segments de clientèle et les JVs. Pour les activités d'assurance, la collecte brute de l'épargne/retraite est de haut niveau à 9,0 milliards d'euros sur le trimestre (+26% sur un an), avec un taux d'unité de compte sur la production qui demeure élevé à 35%. La collecte nette est élevée à +3,8 milliards d'euros, elle est équilibrée entre support euro et unités de compte. La bonne dynamique en assurance dommage est tirée par l'évolution des prix et la croissance du portefeuille (17,2 millions de contrats à fin septembre 2025, +4% sur un an). Les encours sous gestion s'établissent à 2 974 milliards d'euros, en progression de +5,9% sur un an pour les trois segments d'activité : en gestion d'actifs à 2 317 milliards d'euros (+5,7% sur un an), en assurance-vie à 366,7 milliards d'euros (+6,8% sur un an) et en gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et Banque Privée de LCL) à 290 milliards d'euros (+5,8% sur un an).

Le pôle SFS affiche un niveau d'activité dynamique. Chez CAPFM, les encours de crédit à la consommation sont en hausse à 122,0 milliards d'euros, soit +4,5% par rapport à fin septembre 2024, les activités automobiles représentant 53%² des encours totaux, et la production de crédit est en hausse de +3,7% par rapport au troisième trimestre 2024, équilibrée entre le crédit à la consommation traditionnel et l'activité automobile. Pour les activités de CAL&F, l'encours crédit-bail est en progression de +4,3% par rapport à septembre 2024 à 20,9 milliards d'euros, avec une production en hausse de +9,8% par rapport au troisième trimestre 2024, principalement en France. L'activité d'affacturage est toutefois en repli avec une production de -37% sur un an.

La dynamique est forte en Grande Clientèle, avec un nouveau record de revenus atteint sur neuf mois sur la banque de financement et d'investissement et un trimestre de haut niveau. La banque de marché et d'investissement affiche un niveau élevé de revenus (+3,9% par rapport au troisième trimestre 2024) tirés par la banque de marché, notamment sur les activités de trading et crédit primaire, qui compense la baisse des revenus des activités des structurés actions, dans un marché attentiste. La banque de financement (+2,7% par rapport au troisième trimestre 2024) est tirée par les financements structurés avec un bon dynamisme du secteur des énergies renouvelables, et par les activités de CLF, sous l'impulsion du secteur des financements d'acquisitions. Enfin, l'activité des services financiers aux institutionnels affiche un haut niveau d'encours conservés à 5 701 milliards d'euros et d'encours administrés à 3 573 milliards d'euros (soit +12,6% et +5,5% par rapport à fin septembre 2024), et bénéficie du bon dynamisme commercial et d'effets marchés favorables sur le trimestre.

¹ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

² CA Auto Bank, JV automobiles et activité automobile des autres entités

Soutien continu à la transition énergétique

Le Groupe continue de déployer massivement les financements et investissements en faveur de la transition énergétique. Ainsi, l'exposition du Groupe Crédit Agricole aux financements des énergies bas-carbone³ a été multipliée par 2,6 entre fin 2020 et juin 2025 avec 27,9 milliards d'euros au 30 juin 2025. Les investissements dans les énergies bas-carbone⁴ ont été multipliés par 2,8 sur la même période, et représentent 6,1 milliards d'euros au 30 juin 2025.

En parallèle, le Crédit Agricole accompagne la transition de tous les clients en tant que banque universelle. Ainsi, les encours liés à la transition environnementale⁵ s'élèvent au 30 juin 2025 à 114,3 milliards d'euros, dont 84,4 milliards d'euros pour l'immobilier économe en énergie et 6,9 milliards d'euros pour les transports et mobilités « propres ».

En complément, le Groupe poursuit sa trajectoire de sortie du financement des énergies carbonées ; le retrait progressif du Groupe du financement de l'extraction d'énergies fossiles se traduit par une baisse des expositions de -40 % entre fin 2020 et fin 2024, soit 5,6 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

³ Expositions liées aux énergies bas carbone constitués des énergies renouvelables produites par les clients de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, incluant également les expositions liées à l'énergie nucléaire pour CACIB.

⁴ Encours de CAA (investissements cotés gérés en direct, investissements cotés gérés sous mandat et investissements non cotés gérés en direct) et d'Amundi Transition Énergétique.

⁵ Encours de financements du Groupe Crédit Agricole, en propre ou via la BEI, dédiés à la transition environnementale selon le cadre interne des actifs durables du Groupe.

Résultats du Groupe

Au troisième trimestre 2025, le résultat net part du Groupe du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 316 millions d'euros**, en hausse de +11,4% par rapport au troisième trimestre 2024.

Au troisième trimestre 2025, le produit net bancaire s'élève à 9 731 millions d'euros, en hausse de +5,6% par rapport au troisième trimestre 2024. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +3,5% au troisième trimestre 2025, pour s'établir à -5 787 millions d'euros. Au global, le Groupe Crédit Agricole voit son **coefficent d'exploitation** s'établir à 59,5% au troisième trimestre 2025, en baisse de -1,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 3 944 millions d'euros, soit une hausse de +8,9% par rapport au troisième trimestre 2024.

Le **coût du risque de crédit** s'élève à -869 millions d'euros, en augmentation de +8,4% par rapport au troisième trimestre 2024. Il se décompose en une dotation de -21 millions d'euros liée à des provisions de prudence sur les encours sains (niveau 1 et 2), et une dotation de -803 millions d'euros correspondant au coût du risque avéré (niveau 3). A noter, également, une dotation de -44 millions d'euros sur les risques autres. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du troisième trimestre sont restés inchangés par rapport au deuxième trimestre avec un scénario central (PIB à +0,8% en France en 2025, +1,4% en 2026), un scénario défavorable (PIB à +0,0% en France en 2025 et +0,6% en 2026) et un scénario adverse (PIB à -1,9% en France en 2025 et -1,4% en 2026). Le **coût du risque sur encours⁶** atteint **27 points de base sur quatre trimestres glissants** et 29 points de base en vision trimestrielle annualisée⁷.

Le **résultat avant impôt** s'établit à **3 125 millions d'euros**, en hausse de +8,6% par rapport au troisième trimestre 2024. Il intègre la **contribution des sociétés mises en équivalence** pour 50 millions d'euros (en baisse de -19,2%). La **charge d'impôt** est de -745 millions d'euros, en hausse de + 158 millions d'euros, soit +27,0% sur la période.

Le **résultat net avant minoritaires** est en hausse de +3,9% pour s'établir à **2 379 millions d'euros**. **Les intérêts minoritaires** baissent de -70,1% compte tenu de l'annulation au 3^{ème} trimestre des intérêts minoritaires constatés chez CACEIS sur le premier semestre 2025.

Sur l'ensemble des neuf premiers mois 2025, le résultat net part du Groupe est de **7 120 millions d'euros**, contre 6 491 millions d'euros aux neuf premiers mois 2024, soit une hausse de +9,7%.

Le **produit net bancaire s'élève à 29 586 millions d'euros**, en hausse de **+4,8%** à fin septembre 2025 par rapport à fin septembre 2024. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -17 651 millions d'euros, en hausse de +4,7% par rapport aux neuf premiers mois 2024, notamment sous l'effet de l'accompagnement du développement des métiers, des dépenses IT et de l'intégration d'effets périmètre. Le **coefficent d'exploitation** sur les neuf premiers mois 2025 s'établit à 59,7% en baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à celui des neuf premiers mois 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint ainsi 11 936 millions d'euros, en hausse de +4,9% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Le **coût du risque** sur les neuf premiers mois de l'année est en hausse modérée, à -2 443 millions d'euros, dont -45 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -2 326 millions d'euros de coût du risque avéré et -73 millions d'euros de risques autres, soit une hausse de +5,1% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Au 30 septembre 2025, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le stock de provisions s'élève à 21,9 milliards d'euros à fin septembre 2025 (dont 12,4 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 42% de provisions sur encours sains (47%

⁶ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁷ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

pour les Caisses régionales). La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter un taux de couverture global des créances douteuses élevé à 83,1% à fin septembre 2025.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** ressort à 180 millions d'euros, en baisse de -11,3%. Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 456 millions à fin septembre 2025 contre -19 millions d'euros à fin septembre 2024. Le résultat avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort en hausse de +9,6%, à 10 128 millions d'euros. **La charge d'impôt** est de -2 401 millions d'euros, en hausse de +14,1 %. Elle intègre l'impact de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour -249 millions d'euros correspondant à une estimation d'environ -280 millions d'euros en 2025.

Le résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de +8,3 %. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à - 608 millions d'euros à fin septembre 2025, soit une baisse de -5,4%.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T3 et 9M 2025

| En m€ | T3-25 | T3-24 | Δ T3/T3 | 9M-25 | 9M-24 | Δ 9M/9M |
|---|--------------|--------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Produit net bancaire | 9 731 | 9 213 | +5,6% | 29 586 | 28 244 | +4,8% |
| Charges d'exploitation | (5 787) | (5 590) | +3,5% | (17 651) | (16 866) | +4,7% |
| Résultat brut d'exploitation | 3 944 | 3 623 | +8,9% | 11 936 | 11 378 | +4,9% |
| Coût du risque de crédit | (869) | (801) | +8,4% | (2 443) | (2 324) | +5,1% |
| Sociétés mises en équivalence | 50 | 61 | (19,2%) | 180 | 203 | (11,3%) |
| Gains ou pertes sur autres actifs | (0) | (5) | (97,6%) | 456 | (19) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | ns | - | - | ns |
| Résultat avant impôt | 3 125 | 2 877 | +8,6% | 10 128 | 9 238 | +9,6% |
| Impôt | (745) | (587) | +27,0% | (2 401) | (2 104) | +14,1% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | (0) | - | ns | 0 | - | ns |
| Résultat net | 2 379 | 2 291 | +3,9% | 7 727 | 7 134 | +8,3% |
| Intérêts minoritaires | (63) | (211) | (70,1%) | (608) | (643) | (5,4%) |
| Résultat net part du Groupe | 2 316 | 2 080 | +11,4% | 7 120 | 6 491 | +9,7% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 59,5% | 60,7% | -1,2 pp | 59,7% | 59,7% | -0,1 pp |

Caisses régionales

La conquête brute s'établit à 296 000 nouveaux clients sur le trimestre. Le taux de principalisation est stable et la part des clients utilisant les outils digitaux est en hausse. Les parts de marché de crédit (total crédits) s'élèvent à 22,6% (à fin juin 2025, source Banque de France), +0,1 point de pourcentage par rapport à juin 2024. **La production de crédit poursuit son dynamisme et est en hausse** de +16,2% par rapport au troisième trimestre 2024, tirée par le crédit habitat en hausse de +23,4%, et également tiré par les marchés spécialisés en hausse de +9,7% par rapport au troisième trimestre 2024. Le taux moyen à la production des crédits habitat atteint 3,01%⁸, soit -1 point de base par rapport à celui du deuxième trimestre 2025. En revanche, le taux global du stock sur l'ensemble des crédits s'améliore par rapport au troisième trimestre 2024 (+4 points de base). **Les encours de crédits** atteignent 654 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse de +1,3% sur un an et en progression sur tous les marchés et en légère hausse de +0,4% sur le trimestre. **Les encours de collecte** affichent une hausse de +3,2% sur un an pour atteindre 931,6 milliards d'euros à fin septembre 2025. Cette croissance est portée tant par les encours de collecte bilan, qui atteignent 609,3 milliards d'euros (+1,3% sur un an) tirés par les DAV (+1,9%) et les livrets (+5,2%), que par les encours de collecte hors-bilan, qui atteignent 322,3 milliards d'euros (+6,8% sur un an), bénéficiant d'une collecte dynamique sur l'assurance-vie. **La part de marché de la collecte bilan** est en progression par rapport à l'année dernière et s'élève à 20,2% (Source Banque de France, données à fin juin 2025, soit +0,2 point de pourcentage par rapport à juin 2024). **Le taux d'équipement sur l'assurance dommage**⁹ s'établit à 44,6% à fin septembre 2025 et poursuit sa progression (+0,8 point par rapport à septembre 2024). Concernant les **moyens de paiement**, le nombre de cartes est en hausse de +1,3% sur un an, tout comme la part des cartes haut de gamme dans le stock qui augmente de 2,5 points de pourcentage sur un an, et représente désormais 18,5% du total des cartes.

Au troisième trimestre 2025, le produit net bancaire consolidé des Caisse régionales, y compris dividende SAS Rue La Boétie, atteint 3 404 millions d'euros, en hausse de +5,7% par rapport au troisième trimestre 2024. La hausse est tirée par une amélioration de la marge d'intermédiation (+8,6% par rapport au troisième trimestre 2024, et +13% par rapport au deuxième trimestre 2025) en lien avec la baisse du coût de la ressource sur le trimestre (notamment la baisse des taux des livrets réglementés). Les commissions sont en progression¹⁰ sur la période. **Les charges d'exploitation** sont en hausse maîtrisée de +1,2%, notamment en lien avec les dépenses IT. **Le résultat brut d'exploitation** est en hausse sur un an (+18,5%). **Le coût du risque est stable** (+1,3%) par rapport au troisième trimestre 2024 et s'élève à -374 millions d'euros. **Le coût du risque sur encours** (sur quatre trimestres glissants) est également stable par rapport au deuxième trimestre 2025, à un niveau maîtrisé à 21 points de base. **Ainsi, le résultat net avant impôt** croît de +32,1% et s'élève à 616 millions d'euros. **Le résultat net consolidé** des Caisse régionales s'élève à 455 millions d'euros, soit +29,8% par rapport au troisième trimestre 2024. Enfin **la contribution des Caisse régionales au résultat net part du Groupe** s'élève à 451 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en hausse de +21,7% en comparaison au troisième trimestre 2024.

Sur les neuf premiers mois 2025, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie est en hausse (+3,8%) par rapport aux neuf premiers mois 2024. Les charges d'exploitation progressent de +2,7% et **le résultat brut d'exploitation** est par conséquent en hausse de +5,6% sur les neuf premiers mois de l'année. Enfin, avec un **coût du risque** en hausse modérée de +1,4%, **le résultat net part du groupe des Caisse régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 3 176 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Enfin **la contribution des Caisse régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole des neuf premiers mois 2025** s'élève à 974 millions d'euros (-4,6%), avec un produit net bancaire à 10 138 millions d'euros (+3,1%) et un coût du risque à -1 092 millions d'euros (+3,5%).

⁸ Taux de crédits moyen sur les réalisations mensuelles de juillet à août 2025

⁹ Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

¹⁰ Hors reclassement comptable sur les assurances parabancaires de frais généraux à commissions

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 29 octobre 2025, a examiné les comptes du troisième trimestre 2025.

Au troisième trimestre 2025, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 836 millions d'euros**, soit une hausse de +10,2% par rapport au troisième trimestre 2024. Ce résultat du troisième trimestre 2025 s'appuie sur des revenus élevés, un coefficient d'exploitation maintenu à un niveau bas et un coût du risque maîtrisé. Il est également favorablement impacté par l'annulation des intérêts minoritaires de CACEIS comptabilisés au premier semestre.

Les revenus sont à un niveau élevé et en croissance. **Le produit net bancaire** atteint 6 850 millions d'euros, en hausse de +5,6% par rapport au troisième trimestre 2024. La stabilité du produit net bancaire du pôle Gestion de l'épargne et assurance (-0,2%) s'appuie sur un très bon niveau d'activité en Assurance et sur Amundi, néanmoins compensé par un effet périmètre défavorable lié à la déconsolidation d'Amundi US (-85 millions d'euros). Les revenus du pôle Grandes clientèles sont en hausse de +2,2%, portés par une bonne dynamique chez CACIB, tant sur la banque de financement que sur la banque de marché et d'investissement. Les revenus du pôle des Services financiers spécialisés (+1,6%) continuent de bénéficier d'un effet prix positif dans le métier Financement personnel et mobilité. Les revenus de la Banque de proximité en France (+0,4%) sont impactés par un effet de base défavorable sur la marge d'intérêt compensé par une bonne dynamique sur les commissions. Enfin les revenus de la Banque de proximité à l'international (-0,9%) sont impactés essentiellement par la baisse de la marge d'intermédiation en Italie, partiellement compensée par la bonne dynamique des commissions. Les revenus du pôle Activités hors métiers enregistrent une hausse de +313 millions d'euros, bénéficiant de la revalorisation des titres Banco BPM (+245 millions d'euros).

Les charges d'exploitation s'élèvent à -3 837 millions d'euros, au troisième trimestre 2025, en hausse de +4,0% par rapport au troisième trimestre 2024. La hausse des charges de -149 millions d'euros entre le troisième trimestre 2024 et le troisième trimestre 2025 intègre un effet périmètre et coûts d'intégration favorable pour +50 millions d'euros¹¹, d'éléments non récurrents favorables en Italie pour +34 millions d'euros, et de charges de restructuration chez Amundi pour -80 millions d'euros. Hors ces éléments non récurrents, les charges augmentent de +4,2% par rapport au troisième trimestre 2024.

Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 56,0% au troisième trimestre 2025, en amélioration de -0,8 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024. **Le résultat brut d'exploitation** du troisième trimestre 2025 s'établit à 3 013 millions d'euros, en hausse de +7,7% par rapport au troisième trimestre 2024.

Au 30 septembre 2025, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le taux de créances douteuses est stable par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,3%. Le taux de couverture¹², élevé, à 72,7%, est en hausse de +0,5 points de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,5 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., soit une hausse de +0,1 milliards d'euros par rapport à fin juin 2025. Sur ce stock de provisions, 34,8% sont liées au provisionnement des encours sains.

Le **coût du risque** est en dotation nette de -489 millions d'euros, en hausse de +13,0% par rapport au troisième trimestre 2024, et provient principalement d'une dotation sur encours douteux (niveau 3) de -490 millions d'euros (contre une dotation de -388 millions d'euros au troisième trimestre 2024). Le provisionnement net sur encours sains (niveaux 1 et 2) est en reprise de +19 millions d'euros, contre une dotation de -38 millions au troisième trimestre 2024. A noter, également, une dotation de -18 millions d'euros sur d'autres éléments (provisions juridiques) contre une dotation de -7 millions d'euros au troisième trimestre 2024. Par métier, 57% de la dotation nette du trimestre provient

¹¹ +53 millions d'euros liés à la déconsolidation d'Amundi US, -7m€ d'impact périmètre sur Aixigo et +4 millions d'euros en lien avec la baisse des coûts d'intégration ISB sur CACEIS et Degroof Petercam sur IWM

¹² Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en « stages » 1, 2 et 3

du pôle des Services financiers spécialisés (52% à fin septembre 2024), 19% de LCL (19% à fin septembre 2024), 16% de la Banque de détail à l'international (14% à fin septembre 2024) et 8% sur les Grandes clientèles (4% à fin septembre 2024). Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du troisième trimestre sont restés inchangés par rapport au deuxième trimestre avec un scénario central (PIB à +0,8% en France en 2025, +1,4% en 2026), un scénario défavorable (PIB à +0,0% en France en 2025 et +0,6% en 2026) et un scénario adverse (PIB à -1,9% en France en 2025 et -1,4% en 2026). Au troisième trimestre 2025, le coût du risque sur encours atteint 35 points de base sur quatre trimestres glissants¹³ et 35 points de base en vision trimestrielle annualisée¹⁴ (respectivement en dégradation de 1 point de base et 3 points de base par rapport au troisième trimestre 2024).

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort à 29 millions d'euros au troisième trimestre 2025 en baisse de -13 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2024, soit -32,1%. Cette baisse est liée à la baisse des revenus de remarketing et à la dégradation de l'activité en Chine les trimestres passés chez CAPFM, compensées par l'effet périmètre favorable de la contribution de Victory Capital (+17 millions d'euros). Le **résultat avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +6,2%, à 2 553 millions d'euros.

La charge d'impôt est de -606 millions d'euros à comparer à -476 millions d'euros au troisième trimestre 2024. Cette augmentation de la charge de l'impôt est en partie due à un effet de base défavorable en AHM lié à des variations infra-annuelles, neutralisés sur l'année 2024.

Le **résultat net avant minoritaires** est en hausse de +1%, et s'établit à 1 947 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -111 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en baisse de -57,6%, compte tenu de l'annulation au troisième trimestre des intérêts minoritaires comptabilisés chez CACEIS au premier semestre 2025.

Sur l'ensemble des neuf premiers mois 2025, le résultat net part du Groupe est de 6 050 millions d'euros, contre 5 397 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2024, soit une hausse de +12,1%.

Le **produit net bancaire** augmente de +5,1% par rapport aux neuf premiers mois 2024, portés par la performance des métiers Gestion de l'Epargne et Assurance, Grandes Clientèles, Services financiers spécialisés et Pôle Activités hors Métiers. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +5,0% par rapport aux neuf premiers mois 2024, en lien notamment avec l'accompagnement du développement des métiers et l'intégration d'effets périmètre. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 54,6% sur les neuf premiers mois de l'année, stable par rapport à celui des neuf premiers mois 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint ainsi 9 584 millions d'euros, +5,2% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coût du risque** affiche une hausse de +7,0% sur la période, s'établissant à -1 344 millions d'euros contre -1 256 millions d'euros aux neuf premiers mois 2024.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort à 106 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025 en baisse de -26 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2024, soit -19,8%. Le **résultat net sur autres actifs** est de 457 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025. Le **résultat avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +10,2%, à 8 803 millions d'euros. **La charge d'impôt** est de -1 973 millions d'euros à comparer à -1 790 millions d'euros aux neuf premiers mois 2024. Elle intègre l'impact de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour -143 millions d'euros correspondant à une estimation d'environ -160 millions d'euros en 2025. Le **résultat net avant minoritaires** est en hausse de +10,1%, et s'établit à 6 829 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -780 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025, en baisse de -2,9% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Le bénéfice par action atteint 0,53 euro par action au troisième trimestre 2025 à comparer à 0,50 euros au troisième trimestre 2024.

¹³ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹⁴ Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre.

Le **RoTE¹⁵**, calculé sur la base d'un RNPG annualisé et après linéarisation de certains éléments¹⁶, atteint **15,4%** sur les neuf premiers mois 2024, en hausse de +1,5 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T3 et 9M 2025

| En m€ | T3-25 | T3-24 | Δ T3/T3 | 9M-25 | 9M-24 | Δ 9M/9M |
|---|--------------|--------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Produit net bancaire | 6 850 | 6 487 | +5,6% | 21 113 | 20 089 | +5,1% |
| Charges d'exploitation | (3 837) | (3 689) | +4,0% | (11 528) | (10 978) | +5,0% |
| Résultat brut d'exploitation | 3 013 | 2 799 | +7,7% | 9 584 | 9 111 | +5,2% |
| Coût du risque de crédit | (489) | (433) | +13,0% | (1 344) | (1 256) | +7,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 29 | 42 | (32,1%) | 106 | 132 | (19,8%) |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 1 | (4) | ns | 457 | 5 | x 95,5 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | ns | - | - | ns |
| Résultat avant impôt | 2 553 | 2 404 | +6,2% | 8 803 | 7 991 | +10,2% |
| Impôt | (606) | (476) | +27,3% | (1 973) | (1 790) | +10,2% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | (0) | - | ns | 0 | - | ns |
| Résultat net | 1 947 | 1 928 | +1,0% | 6 829 | 6 201 | +10,1% |
| Intérêts minoritaires | (111) | (262) | (57,6%) | (780) | (803) | (2,9%) |
| Résultat net part du Groupe | 1 836 | 1 666 | +10,2% | 6 050 | 5 397 | +12,1% |
| Bénéfice par action (€) | 0,53 | 0,50 | +6,6% | 1,88 | 1,59 | +18,3% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 56,0% | 56,9% | -0,8 pp | 54,6% | 54,6% | -0,0 pp |

¹⁵ Voir définition du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) dans les indicateurs alternatifs de performance

¹⁶ Taxes IFRIC, surtaxe IS et plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US linéarisées.

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

A fin septembre 2025, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 974 milliards d'euros, en hausse de +70 milliards d'euros sur le trimestre (soit +2,4%), en raison essentiellement d'une collecte nette positive en gestion d'actifs et en assurance et d'un effet marché et change favorable sur la période. Sur un an, les encours gérés sont en hausse de +5,9%.

L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances) est très dynamique avec un chiffre d'affaires global à un niveau élevé de 11,8 milliards d'euros, en augmentation de +21,4% par rapport au troisième trimestre 2024.

En Epargne/Retraite, au troisième trimestre 2025, le chiffre d'affaires atteint 9,0 milliards d'euros, en hausse de +25,6% par rapport au troisième trimestre 2024, dans un contexte porteur notamment en France. Le taux d'unités de compte dans la collecte brute¹⁷ est en hausse sur un an à 35,0% (+2,2 points). La collecte nette est dynamique et s'élève à +3,8 milliards d'euros (+2,2 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2024), constituée d'une collecte nette de +1,9 milliard d'euros sur les fonds en euros et de +1,9 milliard d'euros en unités de compte.

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance obsèques) poursuivent leur progression et s'établissent à 366,7 milliards d'euros (+23,5 milliards d'euros sur un an, soit +6,8%). La croissance des encours est portée par le très bon niveau de collecte nette et des effets marché favorables. La part des unités de compte dans les encours est de 30,6%, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2024.

En Assurance dommages, le chiffre d'affaires s'établit à 1,4 milliard d'euros au troisième trimestre 2025, en hausse de +12,2%¹⁸ par rapport au troisième trimestre 2024. La prime moyenne bénéficie d'un effet prix favorable provenant des majorations tarifaires induites par le changement climatique et l'inflation des coûts de réparation, ainsi que de l'évolution du mix produits et d'un effet volume avec un portefeuille à plus de 17,2 millions¹⁹ de contrats à fin septembre 2025 (soit +3,9% sur un an). Enfin, le ratio combiné à fin septembre 2025 s'établit à 95,4%²⁰, stable sur un an, et en hausse de +0,7 point de pourcentage par rapport au trimestre dernier.

En prévoyance/ emprunteur/ assurances collectives, le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2025 s'établit à 1,4 milliard d'euros en hausse de +6,9%¹⁸ par rapport au troisième trimestre 2024. La prévoyance individuelle affiche une croissance de +6,3% liée à la hausse du montant moyen des garanties. L'emprunteur affiche une hausse de +1,2% sur la période, la croissance du crédit immobilier étant partiellement compensée par une baisse du crédit à la consommation à l'international. Les assurances collectives sont en hausse avec notamment l'entrée en vigueur du contrat IEG au 1er juillet.

Sur la Gestion d'actifs (Amundi), les encours gérés par Amundi progressent sur le trimestre et sur l'année de respectivement +2,2% et +5,7%, pour atteindre le nouveau record de 2 317 milliards d'euros à fin septembre 2025. Les encours bénéficient d'un niveau de collecte élevé sur le trimestre (+15,1 milliards d'euros), d'un effet marché favorable à hauteur de +35,2 milliards d'euros dont un effet négatif du change pour -13 milliards d'euros lié à la baisse du dollar US et de la roupie indienne. La collecte nette est tirée par la gestion passive (+10,4 milliards d'euros) et les JVs (+4,0 milliards d'euros). Sur les institutionnels, la collecte nette du trimestre s'élève à +3,3 milliards d'euros, +11 milliards d'euros retraitée de la sortie d'un mandat réinternalisé (cette collecte vient notamment de l'obligataire). Le segment des JVs affiche une collecte nette de 4,0 milliards d'euros sur la période, avec une bonne tenue de la collecte en Inde en actifs MLT²¹ malgré une décollecte monétaire, la poursuite de la dynamique de collecte en gestion active en Chine. Enfin, le segment du retail, affiche une collecte nette à 7,7 milliards d'euros sur le trimestre, notamment auprès des Distributeurs tiers.

¹⁷ En normes locales

¹⁸ A périmètre constant (hors Abanca SG) : +7,7% en dommages ; +5,8% en protection des personnes ;

¹⁹ Périmètre : dommages France et international ; A périmètre constant (hors Abanca SG), hausse du portefeuille dommages +2.8%

²⁰ Ratio combiné dommages en France (Pacifica) y.c actualisation et hors désactualisation, net de réassurance : (sinistralité + frais généraux + commissions) / primes brutes acquises. Ratio non actualisé : 97,6% (-0,1 pp sur un an).

²¹ Moyen Long Terme

En Gestion de fortune, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 290 milliards d'euros à fin septembre 2025 et sont en augmentation de +5,9% par rapport à septembre 2024 et en hausse de +4,3% par rapport à juin 2025.

Pour **Indosuez Wealth Management**, les encours à fin septembre s'établissent à 226 milliards d'euros²² en hausse de +5,4% par rapport à fin juin 2025, avec une collecte nette positive à +1,6 milliard d'euros. L'effet marché et change du trimestre est favorable à hauteur de 6,7 milliards d'euros. Enfin les encours bénéficient de la première intégration de la banque Thaler pour +3,3 milliards d'euros. Par rapport à fin septembre 2024, les encours sont en augmentation de +17 milliards d'euros, soit +7,9%.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au troisième trimestre 2025 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 1 866 millions d'euros, stable à -0,2% par rapport au troisième trimestre 2024. Les **charges** augmentent de +11,6% à -969 millions d'euros et le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 897 millions d'euros, -10,4% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coefficent d'exploitation** du troisième trimestre 2025 s'élève à 51,9%, en hausse de +5,5 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Les **sociétés mises en équivalence** affichent une contribution de 52 millions d'euros, en hausse de +57,6%, en lien notamment avec la contribution de Victory Capital pour 33 millions d'euros (hors coûts d'intégration de -16 millions d'euros). En conséquence, le **résultat avant impôt** est en baisse de -7,8% et s'élève à 940 millions d'euros au troisième trimestre 2025. Le **résultat net part du Groupe** enregistre une baisse de -9,3% pour atteindre 660 millions d'euros.

Sur les neuf premiers mois 2025, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 5 894 millions d'euros, en hausse de +5,2% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Les charges augmentent de +13,7%. Ainsi le coefficient d'exploitation s'élève à 47,0 %, en augmentation de +3,5 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 3 126 millions d'euros, en baisse de -1,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Les **sociétés mises en équivalence** affichent une contribution de 137 millions d'euros, en hausse de +45,7%, en lien notamment avec la contribution de Victory Capital à hauteur de 26% sur le deuxième trimestre 2025 dans le pôle gestion d'actifs. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value de 453 millions d'euros liée également au partenariat avec Victory Capital comptabilisée au deuxième trimestre 2025. L'impôt s'établit à -794 millions d'euros, et est en hausse de +20,5%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et s'établit à 2 240 millions d'euros, en hausse de +11,9% par rapport aux neuf premiers mois 2024 (+36,4% sur la gestion d'actifs, -0,4% pour l'assurance et +42,0% pour la gestion de fortune).

Sur le troisième trimestre 2025, le pôle GEA contribue à hauteur de 40% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. et à hauteur de 28% aux revenus (hors AHM).

Au 30 septembre 2025, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 13,9 milliards d'euros dont 11,2 milliards d'euros sur les Assurances, 1,9 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,8 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 53,6 milliards d'euros dont 25,3 milliards d'euros sur les Assurances, 20,2 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 8,1 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Résultats Assurances

Au troisième trimestre 2025, le **produit net bancaire** des assurances atteint 675 millions d'euros, en hausse de +6,3% par rapport au troisième trimestre 2024. Les revenus sont soutenus par l'Epargne/Retraite en lien avec un niveau de collecte et des encours en croissance, alors que le Dommage est impacté ce trimestre par la hausse de la sinistralité (intempéries et incendies) et que les marges techniques se resserrent en Emprunteur. Les revenus du trimestre se composent notamment de 495 millions d'euros sur l'épargne retraite et prévoyance obsèques²³, 85 millions d'euros sur la protection des personnes²⁴ et 91 millions d'euros sur le dommage²⁵.

²² Ce chiffre est retraité des actifs en conservation pour clients institutionnels

²³ Montants de l'allocation de CSM, de loss component et de Risk Adjustment (RA), et d'écart d'expérience nets de réassurance, notamment

²⁴ Montants d'allocation de CSM, de loss component et de RA, et d'écart d'expérience nets de réassurance notamment

²⁵ Net du coût de la réassurance, y compris résultat financier

La **CSM** (*Contractual Service Margin*) s'établit à 27,3 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse de +8,3% par rapport à fin décembre 2024. Elle bénéficie d'une contribution des affaires nouvelles supérieure à l'allocation de CSM et d'un effet marché positif.

Les charges non attribuables du trimestre s'établissent à -103 millions d'euros, en hausse de +21,0% par rapport au troisième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** atteint 572 millions d'euros, en hausse de +4,0% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net avant impôt** est en hausse de +4,0% et s'élève à 572 millions d'euros. La charge d'impôt s'élève à -107 millions d'euros, en hausse de -56 millions d'euros sur la période en raison d'un effet base (opérations à taux d'imposition réduit de cessions de participation et de revalorisation de titres en juste valeur au T3-2024). Le **résultat net part du Groupe** s'établit à 465 millions d'euros, en baisse de -2,7% par rapport au troisième trimestre 2024.

Le produit net bancaire de l'assurance des neuf premiers mois 2025 atteint 2 192 millions d'euros, en hausse de +2,9% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Les charges non attribuables s'établissent à -285 millions d'euros, en hausse de +8,1%. Le résultat brut d'exploitation est de 1 907 millions d'euros (+2,2% par rapport aux neuf premiers mois 2024). Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 13,0%, en deçà du plafond cible fixé par le Plan Moyen Terme de 15%. Le résultat net part du Groupe atteint 1461 millions d'euros, stable à -0,4% par rapport à celui des neuf premiers mois 2024.

Les Assurances contribuent à hauteur de 24% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2025 et de 10% à leurs revenus (hors pôle AHM).

Résultats Gestion d'actifs

Au troisième trimestre 2025, le **produit net bancaire** atteint 797 millions d'euros et affiche une baisse de -4,9% par rapport au troisième trimestre 2024. Retraité de la déconsolidation d'Amundi US²⁶, le produit net bancaire est en hausse de +5,8% comparé au troisième trimestre 2024. Les commissions nettes de gestion affichent une hausse de +3,3% hors effet périmètre par rapport au troisième trimestre 2024. Les revenus d'Amundi Technology affichent une hausse marquée et progressent de +49% par rapport au troisième trimestre 2024, grâce à l'intégration d'aixigo (le leader européen de la Wealth Tech, dont l'acquisition a été finalisée en novembre 2024) qui amplifie une croissance organique toujours forte. Les commissions de surperformance sont en hausse de +76,6% hors effet périmètre par rapport au troisième trimestre 2024 liés aux conditions de marché favorables. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -530 millions d'euros, en hausse de +13,8% par rapport au troisième trimestre 2024 et sont impactées par une provision de -80 millions d'euros pour restructuration et -17 millions d'euros d'effet base lié à l'augmentation de capital réservée aux salariés (enregistrée au quatrième trimestre l'année dernière). Hors ces éléments et effet Victory Capital²⁶, elles sont en hausse de +4,8% sur la période. Le coefficient d'exploitation est en hausse à 66,5% (+10,9 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024). Hors charges de restructuration et décalage de calendrier, le coefficient d'exploitation s'élève à 54,2%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 267 millions d'euros, en baisse de -28,2% par rapport au troisième trimestre 2024. La contribution des **sociétés mises en équivalence**, reprenant la contribution des joint-ventures asiatiques d'Amundi ainsi que la nouvelle contribution de Victory Capital, s'établit à 52 millions d'euros dont +33 millions d'euros au titre de Victory Capital hors couts d'intégration (-16 millions d'euros au troisième trimestre 2025), dont la contribution est comptabilisée avec un décalage d'un trimestre; la contribution des JVs asiatiques est en hausse à +3,0% par rapport au troisième trimestre 2024, malgré la baisse de la roupie indienne (-10%). En conséquence, le résultat avant impôt s'élève à 317 millions d'euros, en baisse de -21,3% par rapport au troisième trimestre 2024. Les intérêts minoritaires s'élèvent à -81 millions d'euros sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe s'établit à 160 millions d'euros, en baisse de -23,0% par rapport au troisième trimestre 2024.

Sur les neuf premiers mois 2025, le produit net bancaire s'élève à 2 460 millions d'euros (-1,8%). Hors effet périmètre lié au partenariat avec Victory Capital, il est en progression de +5,5% sur la période. Les charges d'exploitation sont en hausse de +5,1% et sont impactées par -80 millions d'euros de provision pour restructuration et -17 millions d'euros d'effet base lié à l'augmentation de capital réservée aux salariés (enregistrée au quatrième trimestre l'année dernière). Hors effet périmètre lié au partenariat avec Victory Capital et charges de restructuration, elles sont en progression de +7,3% sur la période. Le coefficient d'exploitation est de 59,2%, en hausse de +3,9

²⁶ Effet périmètre Amundi US déconsolidé au T3 2024 : 85 m€ en PNB, -53 m€ en charges

points par rapport aux neuf premiers mois 2024 (55,9% hors Victory US et charges de restructuration). Ainsi, le résultat brut d'exploitation est en baisse de -10,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +45,7%, reflétant notamment l'intégration de la contribution de Victory Capital depuis le deuxième trimestre 2025. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value non monétaire de 453 millions d'euros liée également au partenariat avec Victory Capital sur le deuxième trimestre 2025. Au final, le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois 2025 qui intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France s'établit à 850 millions d'euros en hausse de +36,4%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 14% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2025 et 12% de leurs revenus sous-jacents.

Résultats Gestion de fortune²⁷

Au troisième trimestre 2025, le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 394 millions d'euros, stable à -0,7% par rapport au troisième trimestre 2024, bénéficiant de la hausse des commissions (+8% T3/T3), d'une bonne tenue de la MNI, impacté par ailleurs par une étape d'intégration Degroof Petercam (notamment reprise des activités de banque dépositaire par CACEIS et réorganisation des activités de marché avec CACIB). Hors ces éléments, les revenus augmentent de +2,9% (T3/T3). Les **charges** du trimestre atteignent -336 millions d'euros, en hausse de +6,0% par rapport au troisième trimestre 2024, impactées notamment par -22,5 millions d'euros de coûts d'intégration au troisième trimestre 2025²⁸ et par l'étape d'intégration Degroof Petercam pour la partie en lien avec CACEIS. Retraité de ces impacts, l'évolution des charges est en hausse à +2,1% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coefficent d'exploitation** du troisième trimestre 2025 s'établit à 85,3%, en hausse de +5,4 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Retraité des éléments d'intégration Degroof Petercam (coûts d'intégration, impacts CACEIS et CACIB), il s'élève à 77,3%. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 58 millions d'euros, en baisse de -27,2% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coût du risque** du trimestre reste modéré à -7 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe** atteint 35 millions d'euros, en baisse de -16,7% par rapport au troisième trimestre 2024.

Sur les neuf premiers mois 2025, le produit net bancaire du métier gestion de fortune est en augmentation de +28,4% par rapport aux neuf premiers mois 2024, bénéficiant notamment de l'intégration de Degroof Petercam²⁹ en juin 2024, pour atteindre 1 242 millions d'euros. Les charges sont en augmentation de +30,7% en raison principalement de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam²⁹ en juin 2024 et des coûts d'intégration²⁸. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +18,3% pour s'établir à 214 millions d'euros. Le coût du risque de crédit est en hausse de +47,6% et le résultat net sur autres actifs est nul sur les neuf premiers mois 2025 en comparaison avec -23 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2024, correspondant à des frais d'acquisition Degroof Petercam. Le résultat net part du Groupe s'établit à 129 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025, et progresse de 42,0% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2025 et 6% de leurs revenus (hors pôle AHM).

Activité du pôle Grandes clientèles

Le pôle Grandes Clientèles affiche une bonne activité au troisième trimestre 2025, grâce à une performance de haut niveau de la **Banque de financement et d'investissement** et une activité dynamique dans les **Services financiers aux institutionnels**.

Au troisième trimestre 2025, les revenus de la **Banque de financement et d'investissement** sont en hausse à 1 582 millions d'euros, soit +3,3% par rapport au troisième trimestre 2024. L'activité **Banque de Marché et d'Investissement** est en hausse à 752 millions d'euros, soit +4,0% par rapport au troisième trimestre 2024 (+5,9% hors effet change), soutenue par un haut niveau de performance de la banque de marché (FICC +6,3% par rapport au troisième trimestre 2024) portée par les activités de taux et de change linéaire ainsi que par le crédit primaire, alors

²⁷ Périmètre Indosuez Wealth Management

²⁸ Coûts d'intégration T3-25 : -22,5 m€ vs -8,2 m€ au T3-24 (-57,6 m€ sur 9m-25 vs -13,6 m€ sur 9m-24).

²⁹ Effet périmètre Degroof Petercam en 2025 : janvier à mai 2025 : PNB de 260,8 m€ et charges de -186,4 m€

que la banque d'investissement est en baisse (-6% par rapport au troisième trimestre 2024) avec le structurés actions en retrait dans un marché attentiste, et malgré une bonne performance du M&A. Les revenus de la **Banque de Financement** sont en hausse à 830 millions d'euros, en progression de +2,7% par rapport au troisième trimestre 2024 (+5,8% hors effet change), tirés par la performance des financements structurés (+9,6% par rapport au troisième trimestre 2024) avec une croissance soutenue du secteur énergies renouvelables (hausse de la production sur les projets éoliens et solaires), alors que la Banque Commerciale est stable (-0,8% par rapport au troisième trimestre 2024) avec une bonne activité dans les financements d'acquisitions.

CACIB affiche la position de #1 sur les *Green, Social & Sustainable bonds* en EUR³⁰ et #4 sur les *All bonds in EUR Worldwide*³⁰, et confirme son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France³¹ et #2 en EMEA³¹). La VaR réglementaire moyenne s'établit à 12,7 millions d'euros sur le troisième trimestre 2025, en hausse par rapport au deuxième trimestre 2025 à 11,1 millions d'euros, en lien avec l'évolution des marchés financiers et celle des positions. Elle demeure à un niveau reflétant la gestion prudente des risques.

Pour les **Services financiers aux institutionnels**, la croissance d'activité est soutenue par la conquête de nouveaux clients et des effets marchés favorables.

Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +3,2% à fin septembre 2025 par rapport à fin juin 2025 et une hausse de +12,6% par rapport à fin septembre 2024, pour atteindre 5 701 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont en hausse de +3,0% sur le trimestre et en hausse de +5,5% sur un an, atteignant 3 573 milliards d'euros à fin septembre 2025. Les volumes de règlement-livraison sont en forte progression de +24% par rapport au troisième trimestre 2024, principalement tirés par la France et le Luxembourg.

Le 4 juillet 2025, Crédit Agricole S.A. a annoncé la finalisation du rachat de la participation de 30,5% de Santander dans CACEIS.

Résultats pôle Grandes clientèles

Au **troisième trimestre 2025**, le **produit net bancaire du pôle Grandes clientèles** atteint un niveau record à 2 099 millions d'euros, en hausse de +2,2% par rapport au troisième trimestre 2024, soutenu par des revenus records dans la Banque de financement et d'investissement, et un haut niveau de revenus dans les Services financiers aux institutionnels.

Les **charges d'exploitation** sont en légère hausse de +0,5% par rapport au troisième trimestre 2024, expliquée par une progression maîtrisée malgré un effet change défavorable en Banque de Financement et d'investissement, en partie compensée par une baisse dans les Service financiers aux institutionnels en lien avec la baisse des coûts d'intégration ISB³². Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en hausse de +4,8% par rapport au troisième trimestre 2024 à 853 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation limitée du coût du risque de -37 millions d'euros à comparer à une dotation de -19 millions d'euros au troisième trimestre 2024. Le résultat avant impôts s'élève à 822 millions d'euros, en hausse de +2,8% par rapport au troisième trimestre 2024. La charge d'impôt s'élève à -269 millions d'euros au troisième trimestre 2025. Enfin, le **résultat net part du Groupe** atteint 622 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en hausse de +19,6% par rapport au résultat du troisième trimestre 2024, et intégrant 79 millions d'euros d'intérêts minoritaires, ce trimestre, au titre de la reprise des minoritaires de Santander dans CACEIS par CASA, le 4 juillet 2025.

Sur les neuf premiers mois 2025, le **produit net bancaire** du pôle Grandes Clientèles s'établit au plus haut niveau historique à 6 731 millions d'euros, soit +2,9% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +3,2% par rapport aux neuf premiers mois 2024 à 3 862 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT. Ainsi le résultat brut d'exploitation des neuf premiers mois 2025 s'élève à 2 868 millions d'euros, en hausse de +2,4% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coût du risque** termine les neuf premiers mois 2025 en dotation nette de -32 millions d'euros, en hausse par rapport aux neuf premiers mois 2024 (dotation nette de -25 millions d'euros). Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'établit à 2 097 millions d'euros, en hausse de +8,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Le pôle contribue à hauteur de 34% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2025 et de 32% aux **revenus** hors AHM.

³⁰ Bloomberg en EUR

³¹ Refinitiv LSEG

³² Coûts d'intégration ISB : -7,3 m€ au T3-25 vs. -26,0 m€ au T3-24

Au 30 septembre 2025, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 13,1 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 137,7 milliards d'euros.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **troisième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement affiche un niveau record à 1 582 millions d'euros, soit +3,3% en comparaison à une base élevée au troisième trimestre 2024 (et +5,8% hors effet change).

Les **charges d'exploitation** enregistrent une progression maîtrisée de +2,6%, bénéficiant d'un effet change favorable, pour s'établir à -887 millions d'euros, avec un effet ciseaux positif de +0,7 point de pourcentage. Le **résultat brut d'exploitation** progresse de +4,3% par rapport au troisième trimestre 2024 et s'établit ainsi à +696 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation atteint 56,0% sur le trimestre, en baisse de -0,4 point de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** est maintenu à un niveau faible qui intègre des transferts de stage 2 vers stage 3, et enregistre une dotation de -29 millions d'euros. Enfin, le **résultat avant impôt** du troisième trimestre 2025 s'élève à 666 millions d'euros, en hausse de +2,0% par rapport au troisième trimestre 2024. Finalement, le **résultat net part du Groupe** enregistre une baisse de -4,7% pour s'établir à 425 millions d'euros au troisième trimestre 2025.

Sur les neuf premiers mois 2025, le produit net bancaire progresse de +3,6% par rapport aux neuf premiers mois 2024 pour s'établir à 5 174 millions d'euros, **soit le plus haut niveau historique sur neuf mois**. Les **charges d'exploitation** augmentent de +5,6%, principalement sur les rémunérations variables et les investissements IT pour accompagner le développement des métiers. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 2 400 millions d'euros, en hausse de +1,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -25 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025, contre une dotation de -7 millions d'euros aux neuf premiers mois 2024. La charge d'impôt s'élève à -607 millions d'euros, en baisse de -0,5%. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 1 732 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025, en progression de +1,0% sur la période.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au troisième trimestre 2025, le **produit net bancaire** des Services financiers aux institutionnels s'établit à 516 millions d'euros, en légère baisse de -1,2% par rapport au troisième trimestre 2024, en raison des sorties prévues d'ex-clients RBC, malgré l'effet périmètre favorable lié à la reprise notamment des activités de banque dépositaire de Degroof Petercam et la hausse de la marge nette d'intérêts. Les **charges d'exploitation** sont en baisse de -4,5% à -359 millions d'euros, en raison de la baisse des coûts d'intégration ISB par rapport au troisième trimestre 2024³³. Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une progression de +7,1% et s'établit à 157 millions d'euros au troisième trimestre 2025. Le **coefficient d'exploitation** du troisième trimestre 2025 s'élève à 69,5%, en baisse de -2,4 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **résultat avant impôt** est en hausse de +6,0% et s'élève à 156 millions d'euros au troisième trimestre 2025. Le **résultat net part du Groupe** enregistre une très forte hausse ce trimestre (multiplié par 2,7 par rapport au troisième trimestre 2024) car il intègre 79 millions d'euros d'annulation des intérêts minoritaires de Santander dans CACEIS comptabilisés au premier semestre 2025.

Le produit net bancaire des neuf premiers mois 2025 est en hausse de +0,6% par rapport aux neuf premiers mois 2024, malgré la sortie prévue des ex-client RBC, avec une la bonne dynamique commerciale, une marge d'intérêt en évolution favorable sur la période et l'effet périmètre favorable lié à la reprise notamment des activités de banque dépositaire de Degroof Petercam. Les **charges d'exploitation** sont en baisse de -2,4% et intègrent -20,9 millions de coûts d'intégrations au titre de l'acquisition des activités de ISB (contre -70 millions d'euros de coûts d'intégration sur les neuf premiers mois 2024). Le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de +8,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coefficient d'exploitation**, s'élève à 69,9%, en baisse de -2,1 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sur les neuf premiers mois 2025 s'établit à 365 millions d'euros, en progression de +64,9% par rapport aux neuf premiers mois 2024, bénéficiant de l'annulation des intérêts minoritaires de Santander dans CACEIS.

³³ Coûts d'intégration ISB : -7,3 m€ au T3-25 vs. -26,0 m€ au T3-24

Activité Services financiers spécialisés

La **production commerciale** de Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM) atteint 12,0 milliards d'euros au troisième trimestre 2025, en hausse de +3,7% par rapport au troisième trimestre 2024, portée tant par l'activité de crédit à la consommation traditionnel que l'activité automobile, avec notamment le rebond de l'activité automobile en Chine par rapport au deuxième trimestre 2025, grâce un marché assaini. La part des financements automobile³⁴ dans la production trimestrielle s'élève à 50,1%. Le **taux client moyen à la production** est en légère baisse de -12 points de base par rapport au deuxième trimestre 2025³⁵. Les **encours gérés** de CAPFM s'établissent ainsi à 122,0 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse de +4,5% par rapport à fin septembre 2024, sur tous les périmètres (Automobile +6,4%³⁶, LCL et Caisses régionales +4,4%, Autres entités +2,5%), bénéficiant de l'élargissement du portefeuille en gestion avec les Caisses Régionales et du développement bien orienté de la location automobile avec Leasys et Drivalia. Enfin, les **encours consolidés** s'élèvent à 68,0 milliards d'euros à fin septembre 2025, en baisse de -1,3% par rapport au à fin septembre 2024.

La **production commerciale** de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F) est en hausse de +9,8% par rapport au troisième trimestre 2024 sur le crédit-bail, principalement en France, porté par les énergies renouvelables. À l'international la production est également en hausse sur toutes les entités. Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de +4,3% sur un an, à la fois en France (+3,5%) et à l'international (+7,4%) et atteignent 20,9 milliards d'euros à fin septembre 2025 (dont 16,4 milliards d'euros en France et 4,5 milliards d'euros à l'international). La **production commerciale en affacturage** est en repli de -37% par rapport troisième trimestre 2024, en France (-39%) et à l'international (-35%), principalement en Allemagne. Les **encours d'affacturage** à fin septembre 2025 sont en progression de +11% par rapport à fin septembre 2024, et le chiffre d'affaires factoré est en progression de +8,7% par rapport à la même période en 2024.

Résultat services financiers spécialisés

Au **troisième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 883 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en hausse de +1,6% par rapport au troisième trimestre 2024. Les **charges** s'élèvent à -447 millions d'euros, en hausse de +2,4% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coefficent d'exploitation** s'établit à 50,6% en légère hausse de +0,4 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 436 millions d'euros, en hausse de +0,8% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coût du risque** s'élève à -278 millions d'euros, il est en hausse de +24,7% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à -9 millions d'euros, en forte baisse en comparaison au troisième trimestre 2024 qui s'élevait à 23 millions d'euros, notamment chez CAPFM, avec la baisse des revenus de *remarketing* et les conséquences d'un marché concurrentiel chez Leasys, et la dégradation de l'activité en Chine en 2024 et au premier semestre 2025. Le **résultat avant impôt** du pôle atteint 150 millions d'euros, en baisse de -35% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net part du groupe** atteint 97 millions d'euros, en baisse de -43% par rapport à la même période en 2024.

Sur les neuf premiers mois 2025, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 2 632 millions d'euros et progresse de +1,0% comparé aux neuf premiers mois 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +1,9% comparé aux neuf premiers mois 2024 à -1 359 millions d'euros. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 273 millions d'euros, stable (+0,1%) par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coefficent d'exploitation** s'élève à 51,6%, soit +0,5 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +16,8% par rapport aux neuf premiers mois 2024, à -762 millions d'euros. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -83% par rapport à la même période en 2024, en lien notamment avec la baisse des revenus de *remarketing* et la dégradation de l'activité en Chine pour CAPFM, ainsi qu'une dépréciation de goodwill pour CAL&F (au deuxième trimestre 2025). Le **résultat net part du Groupe** du pôle intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 360 millions d'euros, en baisse de -28,2% par rapport à la même période en 2024.

Le pôle contribue à hauteur de 6% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2025 et de 12% aux revenus hors AHM.

³⁴ CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

³⁵ Hors JV Automobiles

³⁶ CA Auto Bank et JV automobiles

Au 30 septembre 2025, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 7,7 milliards d'euros et les emplois pondérés du pôle sont de 80,7 milliards d'euros.

Résultats Financement Personnel et Mobilité

Au troisième trimestre 2025, le produit net bancaire de CAPFM atteint 695 millions d'euros, en hausse de +2,5% par rapport au troisième trimestre 2024, avec un effets prix positif bénéficiant de l'amélioration du taux de marge à la production qui augmente de +12 points de base³⁵ par rapport au troisième trimestre 2024 (et qui baisse de -9 points de base³⁵ par rapport au deuxième trimestre 2025), qui compense la baisse des revenus d'assurance. Les **charges** s'établissent à -344 millions d'euros en hausse de +1,8% et l'effet ciseaux est positif sur le trimestre à +0,7 point de pourcentage. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 351 millions d'euros, en hausse de +3,2% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coefficent d'exploitation** s'élève à 49,5%, soit -0,3 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +25,4%, à -252 millions d'euros, par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coût du risque sur encours** s'établit ainsi à 142 points de base³⁷, en dégradation de +7 points de base par rapport au deuxième trimestre 2025, incluant une dotation pour provision juridique (crédit auto UK) pour 20 millions d'euros. Hors cette provision exceptionnelle, le coût du risque est en légère dégradation notamment sur les activités internationales. Le taux de créances douteuses atteint 4,7% à fin septembre 2025, en légère hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin juin 2025, et le taux de couverture atteint 72,2%, en diminution de -1 point de pourcentage par rapport à fin juin 2025. Le résultat des **sociétés mises en équivalence** est en perte à -7 millions d'euros, liée notamment à la baisse des revenus de *remarketing* et au marché concurrentiel chez Leasys, et à la dégradation de l'activité en Chine en 2024 et au premier semestre 2025. Le **résultat avant impôt** atteint 91 millions d'euros, en baisse de -43,6% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net part du Groupe** atteint 55 millions d'euros, en baisse de -53,1% par rapport à l'année dernière.

Sur les neuf premiers mois 2025, le produit net bancaire de CAPFM atteint 2 075 millions d'euros soit +1,6% par rapport aux neuf premiers mois 2024, bénéficiant d'effets volumes et prix positifs en partie compensés par la hausse de la dette subordonnée et à la baisse des revenus d'assurance. Les **charges** s'établissent à -1 053 millions d'euros, en hausse de +1,7% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 022 millions d'euros, en hausse de +1,5%. Le **coefficent d'exploitation** s'élève à 50,8%, soit +0,1 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +19,4% par rapport aux neuf premiers mois 2024, à -705 millions d'euros, en lien notamment avec une légère dégradation sur les filiales internationales et incluant une provision juridique exceptionnelle de 20 millions d'euros (crédit auto UK). La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -55,2% par rapport à la même période en 2024, notamment en raison de la baisse des revenus de *remarketing* et au marché concurrentiel chez Leasys, et à la dégradation de l'activité en Chine en 2024 et au premier semestre 2025. Ainsi, le **résultat net part du Groupe**, intégrant la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France, atteint 243 millions d'euros, en baisse de -30,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Résultats Leasing & Affacturage

Au troisième trimestre 2025, le produit net bancaire de CAL&F atteint 189 millions d'euros, en baisse de -1,6% par rapport au troisième trimestre 2024 en raison de la baisse des marges sur l'affacturage (en lien avec la baisse des taux). Les revenus sont en hausse sur le crédit-bail. Les **charges d'exploitation** s'établissent à -103 millions d'euros, elles sont en hausse de +4,4% sur le trimestre et le **coefficent d'exploitation** s'établit à 54,8% soit +3,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 85 millions d'euros, en baisse de -8,0% par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coût du risque** intègre s'élève ainsi à -26 millions d'euros sur le trimestre, en hausse de +18,1% par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque sur encours** s'élève à 22 points de base³⁷, en hausse de 1 point de base par rapport au troisième trimestre 2024. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à -1 million d'euros au troisième trimestre 2025 en baisse en comparaison au troisième trimestre 2024 à -2 millions d'euros. Le résultat avant impôt atteint 59 millions d'euros, en baisse de -14,9% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat**

³⁷ Coût du risque des quatre derniers trimestres rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

net part du Groupe intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 42 millions d'euros, en baisse de -22,4% par rapport à l'année dernière.

Sur les neuf premiers mois 2025, le produit net bancaire est stable (-0,9%) par rapport aux neuf premiers mois 2024 à 557 millions d'euros avec une hausse sur le crédit-bail absorbée par une baisse des marges sur l'affacturage en raison de la baisse des taux. **Les charges d'exploitation** sont en hausse de +2,7% à -306 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** est en baisse de -5,1% par rapport aux neuf premiers mois 2024 pour atteindre 251 millions d'euros. **Le coefficient d'exploitation** s'établit à 54,9%, soit +2,0 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2024. **Le coût du risque** est en baisse par rapport aux neuf premiers mois 2024 (-7,4%) en raison d'une reprise de provision sur encours sains de +20 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. **La contribution des sociétés mises en équivalence** s'élève à -26 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025 en forte baisse en comparaison aux neuf premiers mois 2024 à -5 millions d'euros, en raison d'une dépréciation de goodwill sur les neuf premiers mois 2025. Enfin, le **résultat net part du Groupe** intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France s'élève à 117 millions d'euros, en baisse de -23,5% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banque de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, la production de crédit en France poursuit sa dynamique, elle est en légère augmentation en Italie, portée par les entreprises et dans un marché de l'habitat très concurrentiel. L'équipement des clients en assurances progresse.

Activité Banque de proximité en France

Au troisième trimestre 2025, l'activité poursuit sa dynamique, avec une hausse de la production de crédits notamment sur les marchés spécialisés par rapport au troisième trimestre 2024 et une hausse de la collecte. La conquête brute s'élève à 68 000 nouveaux clients ce trimestre.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,7 point de pourcentage sur un an pour s'établir à 28,6% à fin septembre 2025.

La production de crédits s'élève à 8,3 milliards d'euros, en hausse de +10% sur un an. Le troisième trimestre 2025 enregistre une hausse de la production tirée par les marchés spécialisés (Entreprises +20% par rapport au troisième trimestre 2024, Professionnels +24%). La production de crédit habitat est stable sur an (+1%) et en hausse de +18% en cumulé à fin septembre 2025 par rapport à fin septembre 2024. Le taux moyen à la production des prêts habitats s'établit à 2,98%, en baisse de -9 points de base par rapport au deuxième trimestre 2025 et -40 points de base sur un an. Le taux du stock des crédits habitat s'améliore de +3 points de base sur le trimestre et de +16 points de base sur un an. La production de crédits à la consommation est stable sur la période.

Les encours de crédits s'établissent à 172,9 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse sur le trimestre (+0,8%) et sur un an (+2,4%, dont +1,9% sur les crédits habitats, +2,4% sur les crédits aux professionnels, +5,5% sur les crédits entreprises). Les encours de collecte s'établissent à 257,2 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse de +1,5% sur un an, tirés notamment par la collecte hors-bilan et une collecte bilan en légère baisse. Sur le trimestre, les encours de collecte bilan sont en baisse -1,1% par rapport à fin juin 2025, avec une hausse des dépôts à vue pour +0,4% alors que les dépôts à terme diminuent de -4,3%. La collecte hors-bilan bénéficie d'un effet marché positif sur un an et sur le trimestre et d'une collecte nette positive en assurance-vie.

Activité Banque de proximité en Italie

Au troisième trimestre 2025, la conquête brute de CA Italia atteint 47 000 nouveaux clients.

Les encours de crédit de CA Italia à fin septembre 2025 s'établissent à 62,1 milliards d'euros³⁸, en hausse de +1,3% par rapport à fin septembre 2024, dans un marché italien en reprise³⁹, tirés par le marché des particuliers dont les encours augmentent de +2,3%. Le taux du stock sur les crédits est en baisse de -103 points de base

³⁸ Net des encours POCI

³⁹ Source Abi octobre 2025 : +1,8% septembre/septembre sur l'ensemble des crédits

par rapport au troisième trimestre 2024, inférieure à celle du marché⁴⁰, et de -25 points de base par rapport au deuxième trimestre 2025.

La production de crédits du trimestre est en hausse de +0,5% par rapport au troisième trimestre 2024, portée par le marché des entreprises (préservation des marges dans un marché de l'habitat très concurrentiel). La production de crédit des neuf premiers mois est en hausse de +1,0% en comparaison aux neuf premiers mois 2024.

Les encours de collecte à fin septembre 2025 s'élèvent à 121,3 milliards d'euros, en hausse de +3,3% par rapport à fin septembre 2024 ; la collecte bilan est en hausse de +1,3% par rapport à fin septembre 2024, tirée par la banque privée et les particuliers. Enfin, la collecte hors bilan augmente de +5,6% sur la même période et bénéficie d'une collecte nette et d'effet marché positifs.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est de 20,6% chez CA Italia, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024.

Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Pour les Banques de proximité à l'international hors Italie, les encours de crédit s'établissent à 7,5 milliards d'euros en hausse de +2,9% à cours courant à fin septembre 2025 par rapport à fin septembre 2024 (+3,6% à change constant). Les encours de collecte s'élèvent à 11,8 milliards d'euros et sont en hausse de +6,5% à change courant (+7,9% à change constant) sur la même période.

En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de +0,7% par rapport à fin septembre 2024 (+0,3% à change constant), et la collecte bilan de +4,0% (+3,6% à change constant). La production de crédit en Pologne est en hausse ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2024 (+1,9% à change courant et +1,5% à change constant). Par ailleurs, la conquête brute en Pologne atteint 56 000 nouveaux clients ce trimestre.

En Égypte, l'activité commerciale est dynamique sur tous les marchés. Les encours de crédit augmentent de +12,7% entre fin septembre 2025 et fin septembre 2024 (+17,7% à change constant). Sur la même période, la collecte bilan est en hausse de +22,1% et en hausse de +27,5% à change constant.

La liquidité affiche un excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élevant à +2,0 milliards d'euros au 30 septembre 2025, et atteint 3,4 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

Résultats Banque de proximité en France

Au troisième trimestre 2025 le produit net bancaire de LCL atteint 982 millions d'euros, stable par rapport au troisième trimestre 2024. La hausse des commissions (+2,6% par rapport au troisième trimestre 2024) est notamment portée par la bonne dynamique sur les assurances (vie et non-vie). La MNI est en hausse sur un an hors effet de base défavorable, elle est stable par rapport au deuxième trimestre 2025 grâce au repricing progressif des crédits et à la baisse du coût des ressources (qui bénéficie d'une évolution favorable du mix de dépôts clientèles), et malgré une contribution moins favorable de la macrocouverture.

Les charges sont en hausse de +4,9% et s'établissent à -638 millions d'euros en lien avec l'accélération des investissements IT. Le coefficient d'exploitation s'établit à 64,9%, en hausse de +2,8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024. Le résultat brut d'exploitation est par conséquent en baisse de -7,1%, à 345 millions d'euros.

Le coût du risque est en hausse (+12,3% par rapport au troisième trimestre 2024) et s'établit à -92 millions d'euros (dont une dotation de -86 millions d'euros sur le risque avéré et une dotation de +7 millions d'euros sur encours sains). Il est stable en comparaison avec le deuxième trimestre 2025. Le coût du risque sur encours est stable à 21 points de base, avec un niveau toujours élevé sur le marché des professionnels. Le taux de couverture reste toujours à un niveau élevé et s'établit à 61,2% à fin septembre 2025. Le taux de créances douteuses atteint 2,1% à fin septembre 2025.

Au final, le résultat net avant impôt s'établit ainsi 255 millions d'euros, en baisse de -12,1% par rapport au troisième trimestre 2024, et le résultat net part du Groupe est en baisse de -17,3% sur la période.

⁴⁰ Euribor 3M moyen en baisse de -155b bps T3/T3

Sur les neuf premiers mois 2025, les revenus de LCL sont stables à +0,3% par rapport aux neuf premiers mois 2024 et atteignent 2 922 millions d'euros. La marge nette d'intérêt est en baisse (-2,3%), bénéficiant du repricing progressif des crédits et du moindre coût des ressources, avec toutefois un impact toujours positif mais moins favorable de la macrocouverture et un effet de base défavorable constaté aux deuxième et troisième trimestre 2024. Les commissions sont en hausse de +3,1% par rapport aux neuf premiers mois 2024, en particulier sur l'assurance. Les charges sont en croissance de +3,3% sur la période et le coefficient d'exploitation est en hausse (+1,8 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2024) à 63,7%. Le résultat brut d'exploitation diminue de -4,4% et le coût du risque est en baisse de -5,9%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 513 millions d'euros (-15,4% par rapport aux neuf premiers mois 2024).

Au final, le métier contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2025 et de 14% aux **revenus** hors AHM.

Au 30 septembre 2025, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 5,4 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 56,7 milliards d'euros.

Résultats Banque de proximité à l'international⁴¹

Au **troisième trimestre 2025**, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 997 millions d'euros, en baisse par rapport au troisième trimestre 2024 (-0,9% à change courant ; -0,6% à change constant). Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -504 millions d'euros, en baisse de -3,0% (-2,7% à cours constant), intégrant des éléments non-récurrents⁴² chez Crédit Agricole Italia. Par conséquent, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 493 millions d'euros, en hausse de +1,3% (+1,8% à change constant) sur la période. Le **coût du risque** atteint -76 millions d'euros, en hausse de +28,6% par rapport au troisième trimestre 2024 (+25,2% à change constant). **Finalement, le résultat net part du Groupe pour CA Italia, CA Egypte, CA Pologne et CA Ukraine** s'élève à 232 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en forte hausse de +20,0% (et +19,0% à cours constant) liée à un effet de base favorable sur l'IS en Ukraine⁴³.

Sur les neuf premiers mois 2025, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** baissent de -2,0% pour s'établir à 3 030 millions d'euros (-0,7% à change constant). Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -1 539 millions d'euros, en baisse de -2,6% (-3,7% à change constant) par rapport aux neuf premiers mois 2024, bénéficiant de la fin de la contribution à la DGS en 2025 qui avait été comptabilisée pour -58 millions d'euros au troisième trimestre 2024 ainsi que d'éléments non-récurrents⁴⁴ au troisième trimestre 2025. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 490 millions d'euros, en baisse de -1,3% (+2,8% à change constant). Le **coût du risque** est en baisse de -4,6% (-5,3% à change constant) à -204 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2024. Au final, le **résultat net part du Groupe** de la **Banque de proximité à l'international** s'établit à 716 millions d'euros, en hausse de +5,6% par rapport aux neuf premiers mois 2024, bénéficiant notamment d'un effet de base favorable sur l'impôt sur les sociétés⁴⁴ de l'Ukraine au troisième trimestre 2025.

Au 30 septembre 2025, le **capital alloué** au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 4,2 milliards d'euros et les **emplois pondérés** sont de 44,7 milliards d'euros.

Résultats Italie

Au **troisième trimestre 2025**, les **revenus** de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 759 millions d'euros, en baisse de -0,7% par rapport au troisième trimestre 2024 en raison de la marge nette d'intérêt qui diminue de -4,0% par rapport au troisième trimestre 2024, en lien avec la baisse des taux, et en partie compensée par la hausse des commissions sur encours gérés qui progressent de +10,5% par rapport au troisième trimestre 2024. Par rapport au deuxième trimestre 2025, la marge nette d'intérêt est quasi stable, à -0,7%. Les **charges**

⁴¹ Au 30 septembre 2025 ce périmètre inclut les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

⁴² Éléments non-récurrents pour +34m€ en charges au T3-25 chez Crédit Agricole Italia

⁴³ Impact d'environ -40m€ au T3-24 lié au changement de taux d'IS en Ukraine

⁴⁴ Impact d'environ -40m€ au T3-24 lié au changement de taux d'IS en Ukraine

d'exploitation s'établissent à -383 millions d'euros, en baisse de -3,8% par rapport au troisième trimestre 2024, intégrant des éléments non-récurrents⁴⁵.

Le **coût du risque** s'élève à -57 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en hausse de +20,4% par rapport au troisième trimestre 2024 avec un ratio coût du risque sur encours⁴⁶ en amélioration de 6 points de base à 38 points de base, ainsi qu'une qualité de l'actif (taux de créances douteuses est de 2,8%) et un taux de couverture (80,4%) stables sur le trimestre et de bon niveau. Le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit ainsi à 170 millions d'euros, en hausse de +3,9% par rapport au troisième trimestre 2024.

Sur les neuf premiers mois 2025, les revenus de **Crédit Agricole Italia** baissent de -0,9% pour s'établir à 2 303 millions d'euros. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -1 164 millions d'euros, en baisse de -4,5% par rapport aux neuf premiers mois 2024, bénéficiant de la fin de la contribution à la DGS en 2025 qui avait été comptabilisée pour -58 millions d'euros au troisième trimestre 2024 ainsi que d'éléments non-récurrents⁴⁵ au troisième trimestre 2025. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 139 millions d'euros, en hausse de +3,1% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coût du risque** s'établit à -159 millions d'euros et est en baisse de -6,7% par rapport aux neuf premiers mois 2024. Au final, le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 520 millions d'euros, en hausse de +4,8% par rapport aux neuf premiers mois 2024.

Au 30 septembre 2025, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 3,2 milliards d'euros et les **emplois pondérés** sont de 34,2 milliards d'euros.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Au **troisième trimestre 2025**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 238 millions d'euros, en baisse de -1,5% (-0,2% à change constant) par rapport au troisième trimestre 2024. Les revenus en Pologne augmentent de +2,6% par rapport au troisième trimestre 2024 (+2,2% à change constant) tirés par la marge nette d'intérêt et les commissions. Les revenus en Égypte baissent de -4,9% (-3,2% à change constant) car la hausse des commissions ne compense pas la baisse de la marge nette d'intérêts impactée par la baisse des taux directeurs. Les **charges d'exploitation** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'élèvent à -122 millions d'euros, en baisse de -0,3% par rapport au troisième trimestre 2024 (+0,6% à change constant) sous l'effet des frais de personnel et des taxes en Pologne ainsi que des frais de personnel et des charges informatiques en Égypte. A change constant le coefficient d'exploitation s'améliore de -3 points de pourcentage en Pologne. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 117 millions d'euros, en baisse de -2,8% (-1,0% à change constant) par rapport au troisième trimestre 2024. Le **coût du risque** est à un niveau faible à -19 millions d'euros, contre -11 millions d'euros au troisième trimestre 2024. Par ailleurs, à fin septembre 2025, le taux de couverture des encours de crédit reste élevé en Pologne et en Égypte à 123% et à 125% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture reste prudent (605%). Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 63 millions d'euros, en forte hausse (multiplié par 2,1 à change courant et multiplié par 1,9 à change constant) liée à un effet de base favorable sur l'IS⁴⁷ en Ukraine par rapport au troisième trimestre 2024.

Sur les neuf premiers mois 2025, les revenus de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 726 millions d'euros, en baisse de -5,3% (-0,8% à change constant) par rapport aux neuf premiers mois 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +3,8% par rapport aux neuf premiers mois 2024 (+5,8% à change constant) et s'élèvent à -375 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** est de 51,7% à fin septembre 2025, en dégradation de 4,5 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 351 millions d'euros, en baisse de -13,5% (-7,0% à change constant) par rapport aux neuf premiers mois 2024. Le **coût du risque** s'établit à -45 millions d'euros, en hausse de +3,6% (stable à change constant) par rapport aux neuf premiers mois 2024. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 196 millions d'euros.

⁴⁵ Éléments non-récurrents pour +34m€ en charges au T3-25

⁴⁶ Coût du risque sur encours (en pb trimestre annualisé)

⁴⁷ Impact d'environ -40m€ au T3-24 lié au changement de taux d'IS en Ukraine

Au 30 septembre 2025, le pôle Banque de proximité dans son ensemble contribue à hauteur de 20% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 28% aux revenus hors AHM.

Au 30 septembre 2025, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,6 milliards d'euros. Les emplois pondérés du pôle sont de 101,4 milliards d'euros.

Résultat Activités hors métiers

Le résultat net part du Groupe des activités hors métiers s'établit à +48 millions d'euros au troisième trimestre 2025 en hausse de +209 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2024. La contribution du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (+7 millions d'euros) des autres éléments (+41 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » (+7 millions d'euros) est en hausse de +163 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2024 et se décompose en trois types d'activités :

- La contribution des activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale atteint - 231 millions d'euros au troisième trimestre 2025, en baisse de -97 millions d'euros sur un an. Cette baisse est principalement expliquée par un effet de base défavorable sur l'impôt au troisième trimestre 2024 de -90 millions d'euros, lié à des variations infra-annuelles qui ont été neutralisées sur l'année 2024.
- La contribution des métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier, CATE et BforBank intégrés en mise en équivalence, et autres participations s'élève à +231 millions d'euros au troisième trimestre 2025, est en hausse de +259 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2024, intégrant notamment l'impact favorable de la revalorisation des titres de Banco BPM (+233 millions d'euros)
- Enfin, la contribution des activités support du Groupe s'élève à +7 millions d'euros ce trimestre (stables par rapport au troisième trimestre 2024).

La contribution des « autres éléments » s'élève à +41 millions d'euros, en hausse de +46 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2024 et s'explique notamment par l'impact favorable des éléments de volatilité.

Sur les neuf premiers mois 2025, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -76 millions d'euros, en hausse de +430 millions d'euros, par rapport aux neuf premiers mois 2024. La composante structurelle contribue à hauteur de -107 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +31 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025.

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +399 millions d'euros comparé aux neuf premiers mois 2024 et se décompose en trois types d'activités :

- La contribution des activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale atteint - 831 millions d'euros aux neuf premiers mois 2025, en baisse de -71 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2024 ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank, et autres participations contribuent à hauteur de +700 millions d'euros aux neuf premiers mois 2025, en hausse de +466 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2024, intégrant l'impact favorable de la revalorisation des titres de Banco BPM ;
- Enfin, la contribution des fonctions support du Groupe s'élève à +24 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2025 en hausse de +5 millions d'euros comparé aux neuf premiers mois 2024.

La contribution des « autres éléments » est en hausse de +31 millions d'euros comparé aux neuf premiers mois 2024.

Au 30 septembre 2025, les emplois pondérés sont de 40,2 milliards d'euros.

Solidité financière

Le Groupe Crédit Agricole dispose du meilleur niveau de solvabilité parmi les banques systémiques européennes.

Les ratios de capital pour le Groupe Crédit Agricole s'établissent bien au-dessus des exigences réglementaires. Au 30 septembre 2025, le **ratio Common Equity Tier 1** (CET1) phasé du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,6%, soit un coussin substantiel de 7,7 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire. Sur le trimestre, le ratio CET1 est stable, le résultat conservé de +27 points de base (pb) et les autres gains en capital⁴⁸, couvrant la croissance organique des métiers de -22 pb et la croissance externe (-20 pb)⁴⁹.

Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légal ainsi que de la flexibilité de circulation du capital au sein du groupe Crédit Agricole. Son ratio CET1 phasé au 30 septembre 2025 s'élève à 11,7%, soit 2,9 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire, -20 pb par rapport à fin juin 2025. L'évolution sur le trimestre s'explique par le résultat conservé de +20 pb, la croissance organique des métiers de -21 pb, -31 pb provenant des opérations M&A⁵⁰. Le reste de l'impact est expliqué par la catégorie OCI et autres⁵¹.

A fin septembre 2025, les emplois pondérés de Crédit Agricole S.A s'élève à 414 milliards d'euros, en hausse de +8 milliards d'euros. Cette hausse sur le trimestre résulte des effets combinés de +0,7 milliard d'euros des pôles Banques de proximité lié à l'évolution des métiers, +2,1 milliard d'euros du pôle Gestion de l'épargne et assurances (dont 1,3 milliard d'euros au titre de la VME de l'Assurance), stable sur le pôle des Services financiers spécialisés, +3,0 milliards d'euros du pôle Grande Clientèle en lien avec la croissance des métiers et +2,0 milliard d'euros du pôle Activités hors métiers (dont impact neutre de l'effet de la valorisation de Banco BPM, lié au dépassement de franchise).

Pour le Groupe Crédit Agricole, les emplois pondérés s'établissent à 658 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse de 9 milliards d'euros sur le trimestre. Les emplois pondérés des Caisses régionales sont en baisse de -0,6 milliard d'euros. L'évolution sur le trimestre est expliquée par l'évolution des autres métiers qui suit la même tendance que pour Crédit Agricole S.A. et par l'absence de dépassement de la grande franchise au niveau Groupe.

⁴⁸ Dont +5 pb lié à l'augmentation de capital réservée aux salariés

⁴⁹ Dont -15 pb lié au rachat des parts de Santander dans CACEIS et -3 pb lié à l'acquisition de la Banque Thaler par Indosuez Wealth Management

⁵⁰ Dont -24 pb lié au rachat des parts de Santander dans CACEIS et -4 pb lié à l'acquisition de la Banque Thaler par Indosuez Wealth Management

⁵¹ Dont l'augmentation de capital réservés aux salariés : +7 pb et impact de Banco BPM (OCI et dépassement de franchise) : -9 pb

Structure financière du Groupe Crédit Agricole

| | Groupe Crédit Agricole | | | Crédit Agricole S.A. | | |
|--|------------------------|----------|--------------------|----------------------|----------|--------------------|
| | 30/09/25 | 30/06/25 | Exigences 30/09/25 | 30/09/25 | 30/06/25 | Exigences 30/09/25 |
| Ratio CET1 phasé ⁵² | 17,6% | 17,6% | 9,9% | 11,7% | 11,9% | 8,8% |
| Ratio Tier1 ⁵² | 18,9% | 18,9% | 11,7% | 13,7% | 14,0% | 10,6% |
| Ratio global ⁵² | 21,3% | 21,4% | 14,2% | 17,4% | 17,8% | 13,0% |
| Emplois pondérés (Mds€) | 658 | 649 | | 414 | 406 | |
| Ratio de levier | 5,6% | 5,6% | 3,5% | 3,9% | 3,9% | 3,0% |
| Exposition de levier (Mds€) | 2 203 | 2 191 | | 1 456 | 1 445 | |
| Ratio TLAC (% RWA) ^{52,53} | 27,6% | 27,6% | 22,4% | | | |
| Ratio TLAC (% LRE) ⁵³ | 8,2% | 8,2% | 6,75% | | | |
| Ratio MREL subordonné (% RWA) ⁵² | 27,6% | 27,6% | 21,6% | | | |
| Ratio MREL subordonné (% LRE) | 8,2% | 8,2% | 6,25% | | | |
| Ratio MREL total (% RWA) ⁵² | 32,4% | 32,7% | 26,2% | | | |
| Ratio MREL total (% LRE) | 9,7% | 9,7% | 6,25% | | | |
| Distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions (Mds€) ⁵⁴ | 47 | 46 | | 12 | 13 | |

Au niveau de Crédit Agricole S.A., la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du MMD**⁵⁴, à savoir 289 points de base, soit 12 milliards d'euros de capital CET1 au 30 septembre 2025. Crédit Agricole S.A. n'est soumis ni à l'exigence de L-MMD (distance à l'exigence de coussin de ratio de levier) ni au M-MMD (distance aux exigences de MREL).

Au niveau du Groupe Crédit Agricole, la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du L-MMD** au 30 septembre 2025. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 214 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 47 milliards d'euros de capital Tier 1.

Au 30 septembre 2025, le Groupe Crédit Agricole présente **des ratios TLAC et MREL** bien au-delà des exigences⁵³. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 520 points de base au-dessus du **seuil de déclenchement du M-MMD**, soit 34 milliards d'euros de capital CET1. A cette date, la distance au seuil de déclenchement du M-MMD correspond à la distance entre le ratio TLAC et l'exigence correspondante. L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

⁵² Exigence SREP applicable au 30 septembre 2025, y compris l'exigence combinée de coussins de fonds propres incluant pour (a) le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% (qui passera à 1,5% au 1er janvier 2026 suite à la notification reçue de l'ACPR le 27 novembre 2024), le coussin contracyclique fixé à 0,77%, ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,11% et (b) pour Crédit Agricole S.A. un coussin de conservation de 2,5%, le coussin contracyclique fixé à 0,66% ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,18%.

⁵³ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2025.

⁵⁴ En cas de non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres. Les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 42,9 milliards d'euros incluant 29,6 milliards d'euros de réserves distribuables et 13,3 milliards d'euros de primes d'émission au 31 décembre 2024.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

A compter de l'arrêté du 31 décembre 2024, des modifications ont été apportées à la présentation de la position de liquidité du Groupe (réserves et Bilan de Liquidité, décomposition de la dette long-terme). Ces modifications sont décrites dans le Document d'Enregistrement Universel 2024.

Les dépôts clientèle, diversifiés et granulaires, s'élèvent à 1 159 milliards d'euros au 30 septembre 2025, affichant une progression de +12 milliards d'euros versus juin 2025.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décote⁵⁵, s'élèvent à 488 milliards d'euros au 30 septembre 2025, en hausse de +17 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2025.

Elles couvrent plus de deux fois la dette court terme nette des actifs de trésorerie.

Cette variation des réserves de liquidité s'explique principalement par :

- La hausse du portefeuille titres (HQLA et non-HQLA) pour +9 milliards d'euros ;
- La hausse des actifs mobilisés en Banques Centrales et non encombrés pour +6 milliards d'euros, liés à la hausse des titrisations auto-souscrites pour +4 milliards d'euros et à la hausse des créances éligibles Banque Centrale pour +2 milliards d'euros ;
- La hausse des dépôts en Banques centrales pour +2 milliards d'euros.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en Banques Centrales après décote s'élèvent à 137 milliards d'euros.

Le Bilan de Liquidité du Groupe, à 1 710 milliards d'euros au 30 septembre 2025, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 194 milliards d'euros**, en hausse de +15 milliards d'euros par rapport à fin juin 2025. Cet excédent reste bien au-delà de la cible Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros.

La dette long terme s'élève à 322 milliards d'euros au 30 septembre 2025, en hausse de +6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2025. Elle comprend :

- Les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 95 milliards d'euros, en hausse de +2 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors préférées à hauteur de 165 milliards d'euros, en hausse de +3 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors non préférées pour 40 milliards d'euros, en hausse de +2 milliards d'euros liés à la dette éligible MREL/TLAC ;
- Et des titres Tier 2 s'élevant à 22 milliards d'euros, en baisse de -1 milliard d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 30 septembre 2025, les ratios LCR moyen (calculés sur 12 mois glissants) s'élèvent respectivement à 135% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 83 milliards d'euros) **et 140% pour Crédit Agricole S.A.** (soit un excédent de 81 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

⁵⁵Les titres composant les réserves de liquidité sont valorisés après décote d'un stress idiosyncratique à partir du mois de décembre 2024 (stress systémique précédemment) afin de représenter au mieux la valeur de liquidation des titres en cas de stress de liquidité.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 septembre 2025, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 27,8 milliards d'euros⁵⁶ de dette à moyen long terme, dont 85% émis par Crédit Agricole S.A.

On note notamment les montants suivants pour les émetteurs du Groupe hors Crédit Agricole S.A. :

- Crédit Agricole Assurances a émis 750 millions d'euros en RT1 Perpétuel NC10,75 ans ;
- Crédit Agricole Personal Finance & Mobility a émis :
 - 1 milliard d'euros en émission EMTN à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) ;
 - 1,4 milliard d'euros de titrisations à travers l'entité Agos ;
- Crédit Agricole Italia a émis en format senior collatéralisé une émission pour un total de 1 milliard d'euros ;
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a émis deux tranches en format senior collatéralisé pour un total de 200 millions de francs suisses dont 100 millions en format Green Bond.

Au 30 septembre 2025, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 20,9 milliards d'euros^{56,57}.

La banque a levé l'équivalent de 20,9 milliards d'euros, dont 9,9 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,8 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 2,5 milliards d'euros de dette senior préférée et 5,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée à fin septembre. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 4 milliards d'euros^{57,58} ;
- 6,9 milliards de dollars américains (6,4 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,6 milliard de livres sterling (1,9 milliard d'euros équivalent) ;
- 179,3 milliards de yen japonais (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,4 milliard de dollars singapouriens (0,3 milliard d'euros équivalent) ;
- 2,1 milliards de dollars australiens (1,2 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,4 milliard de francs suisses (0,4 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 74%^{57,58} de son refinancement en devises hors euros à fin septembre.

De plus, Crédit Agricole S.A. :

- A émis le 13 février 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,5 milliard d'euros au taux initial de 5,875% et annoncé le 30 avril 2025 exercer le call réglementaire de l'AT1 de 103 millions de livre sterling d'encours (XS1055037920) – inéligible, grandfathered jusqu'au 28/06/2025 – remboursée en date du 30/06/2025 ;
- A émis le 2 septembre 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,25 milliard de dollars au taux initial de 7,125%, lancé en parallèle une offre publique de rachat sur une souche USD (US225313AJ46/USF2R125CD54) et GBP (XS2353100402/XS2353099638), et annoncé le 30 octobre 2025 exercer le call de l'AT1 dollar de 458 millions de dollars d'encours (US225313AJ46/USF2R125CD54) avec un remboursement au 23/12/2025.

Le plan de financement MLT de marché 2025 est fixé à 20 milliards d'euros, avec une répartition équilibrée entre dette senior préférée ou senior collatéralisée et dette senior non préférée ou Tier 2.

Ce plan de refinancement a été réalisé à 105% au 30 septembre 2025 avec :

- 5,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée ;
- 2,5 milliards d'euros équivalent de dette senior préférée ;
- 9,9 milliards d'euros équivalent de dette senior non préférée ;
- 2,8 milliards d'euros équivalent de dette Tier 2.

⁵⁶ Montant brut avant rachats et amortissements

⁵⁷ Hors émission AT1

⁵⁸ Hors émissions senior collatéralisées

Annexe 1 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

| Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle T3-2025 et T3-2024 | | | | | | | | |
|--|--------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|
| En m€ | T3-25 | | | | | | | |
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 3 422 | 982 | 1 020 | 1 844 | 883 | 2 099 | (520) | 9 731 |
| Charges d'exploitation | (2 434) | (638) | (524) | (969) | (447) | (1 246) | 471 | (5 787) |
| Résultat brut d'exploitation | 988 | 345 | 496 | 876 | 436 | 853 | (49) | 3 944 |
| Coût du risque | (376) | (92) | (77) | (9) | (278) | (37) | 0 | (869) |
| Sociétés mises en équivalence | - | - | - | 52 | (9) | 7 | - | 50 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (1) | 2 | (0) | (1) | 1 | (1) | (0) | (0) |
| Résultat avant impôt | 611 | 255 | 418 | 918 | 150 | 822 | (49) | 3 125 |
| Impôts | (160) | (70) | (126) | (187) | (31) | (269) | 97 | (745) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | (0) | - | - | - | - | (0) |
| Résultat net | 451 | 185 | 292 | 731 | 119 | 553 | 48 | 2 379 |
| Intérêts minoritaires | (0) | (0) | (40) | (83) | (22) | 79 | 2 | (63) |
| Résultat net part du Groupe | 451 | 185 | 253 | 649 | 97 | 632 | 50 | 2 316 |
| | | | | | | | | |
| En m€ | T3-24 | | | | | | | |
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 3 266 | 979 | 1 029 | 1 857 | 869 | 2 054 | (842) | 9 213 |
| Charges d'exploitation | (2 409) | (608) | (539) | (868) | (437) | (1 240) | 511 | (5 590) |
| Résultat brut d'exploitation | 857 | 371 | 490 | 989 | 433 | 814 | (331) | 3 623 |
| Coût du risque | (364) | (82) | (60) | (13) | (223) | (19) | (40) | (801) |
| Sociétés mises en équivalence | 0 | - | - | 33 | 23 | 6 | - | 61 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 0 | 0 | 0 | (3) | (2) | (0) | (2) | (5) |
| Résultat avant impôt | 493 | 290 | 430 | 1 006 | 231 | 801 | (372) | 2 877 |
| Impôts | (122) | (66) | (176) | (156) | (42) | (234) | 210 | (587) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net | 371 | 224 | 254 | 850 | 189 | 566 | (162) | 2 291 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (40) | (128) | (17) | (35) | 10 | (211) |
| Résultat net part du Groupe | 371 | 223 | 214 | 722 | 172 | 531 | (153) | 2 080 |

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle 9M-2025 et 9M-2024

| En m€ | 9M-25 | | | | | | | |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 10 138 | 2 922 | 3 099 | 5 861 | 2 632 | 6 730 | (1 795) | 29 586 |
| Charges d'exploitation | (7 654) | (1 860) | (1 600) | (2 768) | (1 359) | (3 862) | 1 453 | (17 651) |
| Résultat brut d'exploitation | 2 484 | 1 062 | 1 499 | 3 093 | 1 273 | 2 868 | (343) | 11 936 |
| Coût du risque | (1 092) | (278) | (206) | (26) | (762) | (32) | (47) | (2 443) |
| Sociétés mises en équivalence | 7 | - | - | 137 | 14 | 22 | - | 180 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3 | 4 | (0) | 448 | 2 | (0) | 0 | 456 |
| Résultat avant impôt | 1 401 | 788 | 1 294 | 3 652 | 526 | 2 858 | (390) | 10 128 |
| Impôts | (427) | (250) | (393) | (786) | (102) | (723) | 279 | (2 401) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | 0 | - | - | - | - | 0 |
| Résultat net | 974 | 537 | 900 | 2 866 | 424 | 2 136 | (111) | 7 727 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (122) | (431) | (64) | 0 | 10 | (608) |
| Résultat net part du Groupe | 974 | 537 | 778 | 2 436 | 360 | 2 136 | (101) | 7 120 |

| En m€ | 9M-24 | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 9 834 | 2 912 | 3 161 | 5 596 | 2 605 | 6 544 | (2 407) | 28 244 |
| Charges d'exploitation | (7 453) | (1 801) | (1 637) | (2 435) | (1 333) | (3 741) | 1 535 | (16 866) |
| Résultat brut d'exploitation | 2 381 | 1 111 | 1 523 | 3 161 | 1 272 | 2 803 | (872) | 11 378 |
| Coût du risque | (1 056) | (295) | (219) | (18) | (653) | (25) | (59) | (2 324) |
| Sociétés mises en équivalence | 7 | - | - | 94 | 83 | 20 | - | 203 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3 | 5 | 0 | (23) | (3) | 2 | (3) | (19) |
| Résultat avant impôt | 1 335 | 820 | 1 305 | 3 214 | 699 | 2 800 | (935) | 9 238 |
| Impôts | (313) | (185) | (436) | (658) | (138) | (717) | 343 | (2 104) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net | 1 022 | 635 | 869 | 2 557 | 560 | 2 083 | (592) | 7 134 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (129) | (364) | (59) | (104) | 15 | (643) |
| Résultat net part du Groupe | 1 021 | 635 | 739 | 2 193 | 502 | 1 979 | (577) | 6 491 |

Annexe 2 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

| Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T3-25 et T3-24 | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| En m€ | T3-25 | | | | | | |
| | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 1 866 | 2 099 | 883 | 982 | 997 | 23 | 6 850 |
| Charges d'exploitation | (969) | (1 246) | (447) | (638) | (504) | (34) | (3 837) |
| Résultat brut d'exploitation | 897 | 853 | 436 | 345 | 493 | (11) | 3 013 |
| Coût du risque | (9) | (37) | (278) | (92) | (76) | 2 | (489) |
| Sociétés mises en équivalence | 52 | 7 | (9) | - | - | (21) | 29 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (1) | (1) | 1 | 2 | (0) | 0 | 1 |
| Résultat avant impôt | 940 | 822 | 150 | 255 | 417 | (30) | 2 553 |
| Impôts | (192) | (269) | (31) | (70) | (126) | 82 | (606) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | (0) | - | (0) |
| Résultat net | 747 | 553 | 119 | 185 | 291 | 52 | 1 947 |
| Intérêts minoritaires | (88) | 69 | (22) | (8) | (58) | (4) | (111) |
| Résultat net part du Groupe | 660 | 622 | 97 | 177 | 232 | 48 | 1 836 |
| | | | | | | | |
| En m€ | T3-24 | | | | | | |
| | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 1 870 | 2 054 | 869 | 979 | 1 006 | (290) | 6 487 |
| Charges d'exploitation | (868) | (1 240) | (437) | (608) | (519) | (17) | (3 689) |
| Résultat brut d'exploitation | 1 002 | 814 | 433 | 371 | 486 | (307) | 2 799 |
| Coût du risque | (13) | (19) | (223) | (82) | (59) | (37) | (433) |
| Sociétés mises en équivalence | 33 | 6 | 23 | - | - | (19) | 42 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (3) | (0) | (2) | 0 | 0 | 0 | (4) |
| Résultat avant impôt | 1 019 | 800 | 231 | 290 | 427 | (363) | 2 404 |
| Impôts | (157) | (234) | (42) | (66) | (176) | 199 | (476) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net | 862 | 566 | 189 | 224 | 252 | (164) | 1 928 |
| Intérêts minoritaires | (135) | (46) | (17) | (10) | (58) | 4 | (262) |
| Résultat net part du Groupe | 728 | 520 | 172 | 214 | 194 | (161) | 1 666 |

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 9M-25 et 9M-24

| En m€ | 9M-25 | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 5 894 | 6 731 | 2 632 | 2 922 | 3 030 | (96) | 21 113 |
| Charges d'exploitation | (2 768) | (3 862) | (1 359) | (1 860) | (1 539) | (140) | (11 528) |
| Résultat brut d'exploitation | 3 126 | 2 868 | 1 273 | 1 062 | 1 490 | (236) | 9 584 |
| Coût du risque | (26) | (32) | (762) | (278) | (204) | (43) | (1 344) |
| Sociétés mises en équivalence | 137 | 22 | 14 | - | - | (68) | 106 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 452 | (0) | 2 | 4 | (0) | 0 | 457 |
| Résultat avant impôt | 3 689 | 2 859 | 526 | 788 | 1 287 | (346) | 8 803 |
| Impôts | (794) | (723) | (102) | (250) | (392) | 287 | (1 973) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | 0 | - | 0 |
| Résultat net | 2 895 | 2 136 | 424 | 537 | 895 | (59) | 6 829 |
| Intérêts minoritaires | (456) | (40) | (64) | (24) | (179) | (17) | (780) |
| Résultat net part du Groupe | 2 440 | 2 097 | 360 | 513 | 716 | (76) | 6 050 |
| En m€ | 9M-24 | | | | | | |
| | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 5 603 | 6 543 | 2 605 | 2 912 | 3 090 | (665) | 20 089 |
| Charges d'exploitation | (2 435) | (3 741) | (1 333) | (1 801) | (1 580) | (88) | (10 978) |
| Résultat brut d'exploitation | 3 168 | 2 802 | 1 272 | 1 111 | 1 510 | (752) | 9 111 |
| Coût du risque | (18) | (25) | (653) | (295) | (213) | (53) | (1 256) |
| Sociétés mises en équivalence | 94 | 20 | 83 | - | - | (65) | 132 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (23) | 2 | (3) | 5 | 0 | 24 | 5 |
| Résultat avant impôt | 3 221 | 2 800 | 699 | 820 | 1 297 | (846) | 7 991 |
| Impôts | (659) | (717) | (138) | (185) | (435) | 343 | (1 790) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net | 2 563 | 2 083 | 560 | 635 | 862 | (503) | 6 201 |
| Intérêts minoritaires | (382) | (147) | (59) | (28) | (184) | (3) | (803) |
| Résultat net part du Groupe | 2 180 | 1 936 | 502 | 607 | 678 | (506) | 5 397 |

Annexe 3 – Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

| (en m€) | | T3-25 | T3-24 | 9M-25 | 9M-24 |
|--|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Résultat net part du Groupe | | 1 836 | 1 666 | 6 050 | 5 397 |
| - Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS | | (139) | (130) | (409) | (351) |
| - Impact change sur AT1 remboursé | | 53 | (19) | 56 | (266) |
| RNPG attribuable aux actions ordinaires | [A] | 1 621 | 1 517 | 5 697 | 4 780 |
| Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m) | [B] | 3 037 | 3 031 | 3 028 | 3 007 |
| Résultat net par action | [A]/[B] | 0,58 € | 0,50 € | 1,88 € | 1,59 € |

| (en m€) | | 30/09/25 | 30/09/24 |
|--|-------------|---------------|---------------|
| Capitaux propres - part du Groupe | | 77 698 | 71 386 |
| - Emissions AT1 | | (8 564) | (6 102) |
| - Réserves latentes OCI - part du Groupe | | 2 871 | 2 517 |
| Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. | [D] | 67 787 | 64 537 |
| - Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe | | (18 969) | (17 775) |
| ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. | [E] | 48 818 | 46 763 |
| Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m) | [F] | 3 025 | 3 025 |
| ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) | [D]/[F] | 23.6 € | 22.3 € |
| ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) | [G]=[E]/[F] | 17.3 € | 16.5 € |

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

| (en m€) | | 9M-25 | 9M-24 |
|--|--------------------|--------------|--------------|
| Résultat net part du Groupe | | 6,050 | 5,397 |
| PV Amundi US | | 304 | 0 |
| Surtaxe IS | | -119 | 0 |
| IFRIC | | -173 | -110 |
| RNPG annualisé (1) | [N] | 8,045 | 7,233 |
| Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, impact change, annualisés | [O] | -489 | -734 |
| Résultat ajusté | [P] = [N]+[O] | 7,556 | 6,499 |
| AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. *** (2) | [J] | 49,167 | 46,636 |
| ROTE (%) | = [P] / [J] | 15.4% | 13.9% |

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

- (1) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé, de charges IFRIC et surtaxe IS, et d'une plus-value Amundi linéarisées sur l'année
- (2) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2024 et 30/09/2025 (ligne [E]). Capitaux propres moyens part du Groupe retraités des intangibles, des réserves latentes, du stock de dettes AT1 et du projet de distribution de dividende sur le résultat en cours

Indicateurs Alternatifs de Performance⁵⁹

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

⁵⁹ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles, elle rapporte le RNPG annualisé, hors dépréciation d'immobilisation incorporelles et écart d'acquisition et nets des coupons AT1, aux Capitaux propres moyens part du Groupe retraités des intangibles, des réserves latentes, du stock de dettes AT1 et du projet de distribution en N+1.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2025 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site : <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2025 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2024 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2024 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Agenda financier

| | |
|------------------|--|
| 18 novembre 2025 | Présentation du Plan Moyen Terme |
| 04 février 2026 | Publication des résultats du quatrième trimestre et des résultats annuels 2025 |
| 30 avril 2026 | Publication des résultats du premier trimestre 2026 |
| 20 mai 2026 | Assemblée générale 2026 |
| 31 juillet 2026 | Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2026 |
| 30 octobre 2026 | Publication des résultats du troisième trimestre et des neufs mois 2026 |

Contacts

CONTACTS PRESSE CRÉDIT AGRICOLE

| | | |
|-------------------|--------------------|--|
| Alexandre Barat | + 33 1 57 72 12 19 | alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr |
| Olivier Tassain | + 33 1 43 23 25 41 | olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr |
| Mathilde Durand | + 33 1 57 72 19 43 | mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr |
| Bénédicte Gouvert | + 33 1 49 53 43 64 | benedicte.gouvert@ca-fnca.fr |

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CRÉDIT AGRICOLE S.A.

| | | |
|--|--|--|
| Investisseurs institutionnels | | investor.relations@credit-agricole-sa.fr |
| Actionnaires individuels | + 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement) | relation@actionnaires.credit-agricole.com |
| Cécile Mouton | + 33 1 57 72 86 79 | cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr |
| Relations investisseurs actions : | | |
| Jean-Yann Asseraf | + 33 1 57 72 23 81 | jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr |
| Fethi Azzoug | + 33 1 57 72 03 75 | fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr |
| Oriane Cante | + 33 1 43 23 03 07 | oriane.cante@credit-agricole-sa.fr |
| Nicolas Ianna | + 33 1 43 23 55 51 | nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr |
| Leila Mamou | + 33 1 57 72 07 93 | leila.mamou@credit-agricole-sa.fr |
| Anna Pigoulevski | + 33 1 43 23 40 59 | anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr |

Relations investisseurs crédit et agences de notation :

| | | |
|------------------------------|--------------------|--|
| Gwenaëlle Lereste | + 33 1 57 72 57 84 | gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr |
| Florence Quintin de Kercadio | + 33 1 43 23 25 32 | florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr |
| Yury Romanov | + 33 1 43 23 86 84 | yury.romanov@credit-agricole-sa.fr |

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



RÉSULTATS DU 3^È TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2025

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT
DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2025 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2025 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière Intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2024 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2024 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

NB : toutes les données financières sont désormais systématiquement présentées en publié, pour les résultats du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des métiers, tant pour le compte de résultat que pour les ratios de rentabilité.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :

les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes lors des exercices de Stress tests récents pour apprécier la situation du Groupe.

Crédit Agricole S.A. est l'entité cotée, qui détient notamment les filiales métier (Gestion de l'épargne et Assurances, Grandes clientèles, Services financiers spécialisés ainsi que Banque de proximité en France et à l'international)

Messages et chiffres clés

ACTIVITÉ SOUTENUE ET RÉSULTATS ÉLEVÉS

03

- Activité soutenue dans tous les métiers
- Résultats sur 9 mois et du 3^{ème} trimestre de haut niveau
- Rentabilité solide, portée par des revenus trimestriels élevés, un coefficient d'exploitation bas et un coût du risque stable
- Solvabilité toujours élevée
- Finalisation du rachat de la participation de 30,5% de Santander dans CACEIS

Crédit Agricole S.A.

1,8 Mds€
RNPG T3-2025

+10,2% T3/T3

Crédit Agricole S.A.

15,4%
ROTE⁽¹⁾

9M-2025

Crédit Agricole S.A.

6,8 Mds€
Revenus T3-2025

+5,6% T3/T3

Crédit Agricole S.A.

54,6%
CoEX

9M-2025

Crédit Agricole S.A.

11,7 %
CET1 phasé

Sept. 2025

(1) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé et de la linéarisation des charges IFRIC, de la surtaxe IS et de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US (net des minoritaires) ; sur la base de capitaux propres tangibles retraités de l'ensemble des réserves latentes (cf. annexes p 43)

CHIFFRES CLÉS

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

9 PREMIERS MOIS 2025 3^{ÈME} TRIMESTRE 2025

Revenus

29 586 m€
+4,8% 9M/9M

9 731 m€
+5,6% T3/T3

RBE

11 936 m€
+4,9% 9M/9M

3 944 m€
+8,9% T3/T3

RNPG ⁽¹⁾

7 120 m€
+9,7% 9M/9M

2 316 m€
+11,4% T3/T3

COEX

59,7%
-0,1 pp 9M/9M

27 pb
stable T3/T2

CDR/encours
4 tr. glissants

CET 1

Phasé **17,6%**
stable Sept/Juin

488 Mds€
+3,6% Sept/Juin

Réserves de liquidité

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

9 PREMIERS MOIS 2025 3^{ÈME} TRIMESTRE 2025

Revenus

21 113 m€
+5,1% 9M/9M

6 850 m€
+5,6% T3/T3

RBE

9 584 m€
+5,2% 9M/9M

3 013 m€
+7,7% T3/T3

RNPG ⁽¹⁾

6 050 m€
+12,1% 9M/9M

1 836 m€
+10,2% T3/T3

COEX

54,6%
stable 9M/9M

35 pb
+1 pb T3/T2

CDR/encours
4 tr. glissants

CET 1

Phasé **11,7%**
-0,2 pp Sept/Juin

15,4%
+1,5 pp 9M/9M

ROTE ⁽²⁾

(1) Impact surtaxe IS de -262 m€ pour Groupe Crédit Agricole et -143 m€ pour Crédit Agricole S.A. sur 9M-25 correspondant à une réestimation à -280 m€ pour Groupe Crédit Agricole et -160 m€ pour Crédit Agricole S.A. en 2025 (liée à une actualisation de l'hypothèse de résultat fiscal 2025).
(2) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé et de la linéarisation des charges IFRIC, de la surtaxe IS et de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US (net des minoritaires) ; sur la base de capitaux propres tangibles retraités de l'ensemble des réserves latentes (cf. Annexes p 43)

Crédit Agricole S.A. Synthèse T3-25

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ACTIVITÉ

ACTIVITÉ SOUTENUE DANS TOUS LES MÉTIERS

- Banque de proximité en France : poursuite du rebond de la production de crédit habitat par rapport au point bas du début de l'année 2024 (+18% T3/T3) ; production de crédit aux entreprises toujours dynamique (+14% T3/T3)
- Activité de crédit soutenue à l'international
- Assurances : chiffre d'affaires de haut niveau tiré par toutes les activités et collecte nette élevée en assurance vie
- Gestion d'actifs : niveau d'encours record et collecte nette de haut niveau tirée par le MLT
- CAPFM : production toujours de haut niveau, équilibrée entre le crédit à la consommation traditionnel et l'activité automobile
- BFI : 9M record et trimestre de haut niveau

Variations sept 25 / sept 24

| | |
|---|--|
| Nouveaux clients T3-25 | 522 000 |
| Encours de crédit banque de détail (Mds€) | France (CR + LCL) : 827 (+1,6%) Italie : 62 (+1,3%) Total : 889 (+1,5%) |
| Collecte au bilan banque de détail (Mds€) | France (CR + LCL) : 770 (+0,5%) Italie : 65 (+1,3%) Total : 835 (+0,6%) |
| Encours sous gestion (Mds€) | Gestion de fortune : 290 (+5,8%) Assurance-vie : 367 (+6,8%) Gestion d'actifs : 2 317 (+5,7%) Total : 2 974 (+5,9%) |
| Équipement assurances dommages⁽¹⁾ | 44,6% (+0,8 pp) Caisse régionales 28,6% (+0,7 pp) LCL 20,6% (+0,6 pp) CA Italia |
| Encours de crédit à la consommation (Mds€) | Total : 122 (+4,5%) Dont Automobile⁽²⁾ : 53% stable |
| | # 1 Crédits syndiqués en France # 2 Crédits syndiqués - EMEA # 1 Green, Social & Sustainable bonds EUR # 4 All Bonds in EUR Worldwide |

Sources Refinitiv / Bloomberg

1. Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV
2. CA Auto Bank, JV automobiles et activité automobile des autres entités

CRÉDIT AGRICOLE SA
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

REVENUS

REVENUS ÉLEVÉS ET EN CROISSANCE

Évolution des revenus par pôle T3/T3 (m€)

| Pôle | Revenue T3 (m€) | Var. T3/T3 (%) |
|-------|-----------------|------------------|
| T3-24 | 6 487 | |
| GEA | (4) | |
| GC | +45 | |
| SFS | +14 | |
| BP | (6) | |
| AHM | +313 | |
| T3-25 | 6 850 | +5,6% +363 m€ |

Revenus T3 (Mds€)

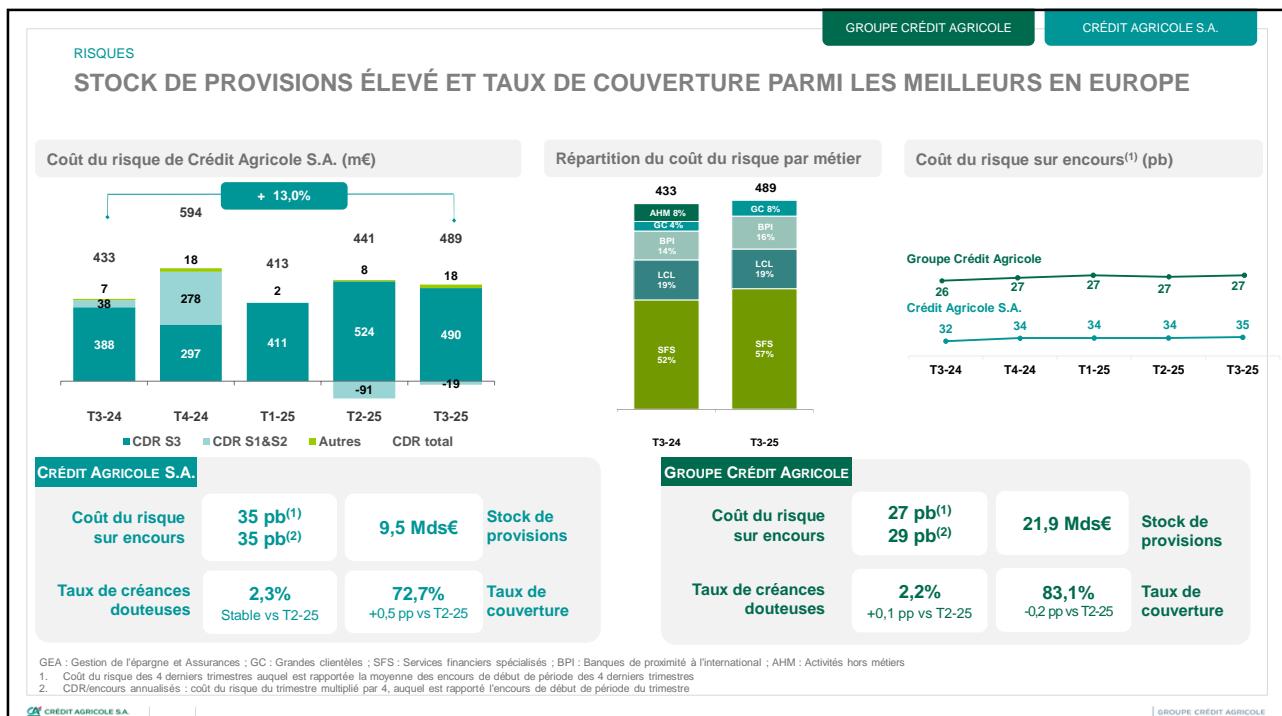
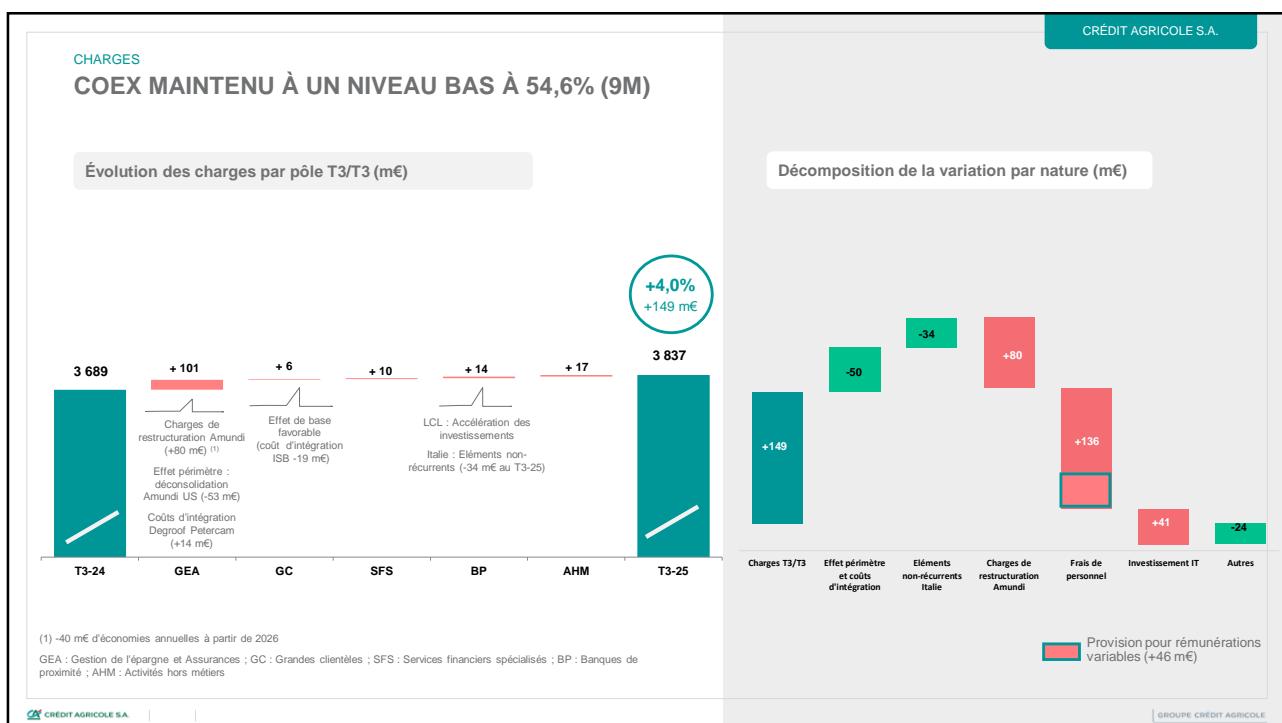
| Année | Revenus T3 (Mds€) |
|-------|-------------------|
| T3-17 | 4,6 |
| T3-18 | 4,8 |
| T3-19 | 5,0 |
| T3-20 | 5,2 |
| T3-21 | 5,5 |
| T3-22 | 5,6 |
| T3-23 | 6,3 |
| T3-24 | 6,5 |
| T3-25 | 6,8 |

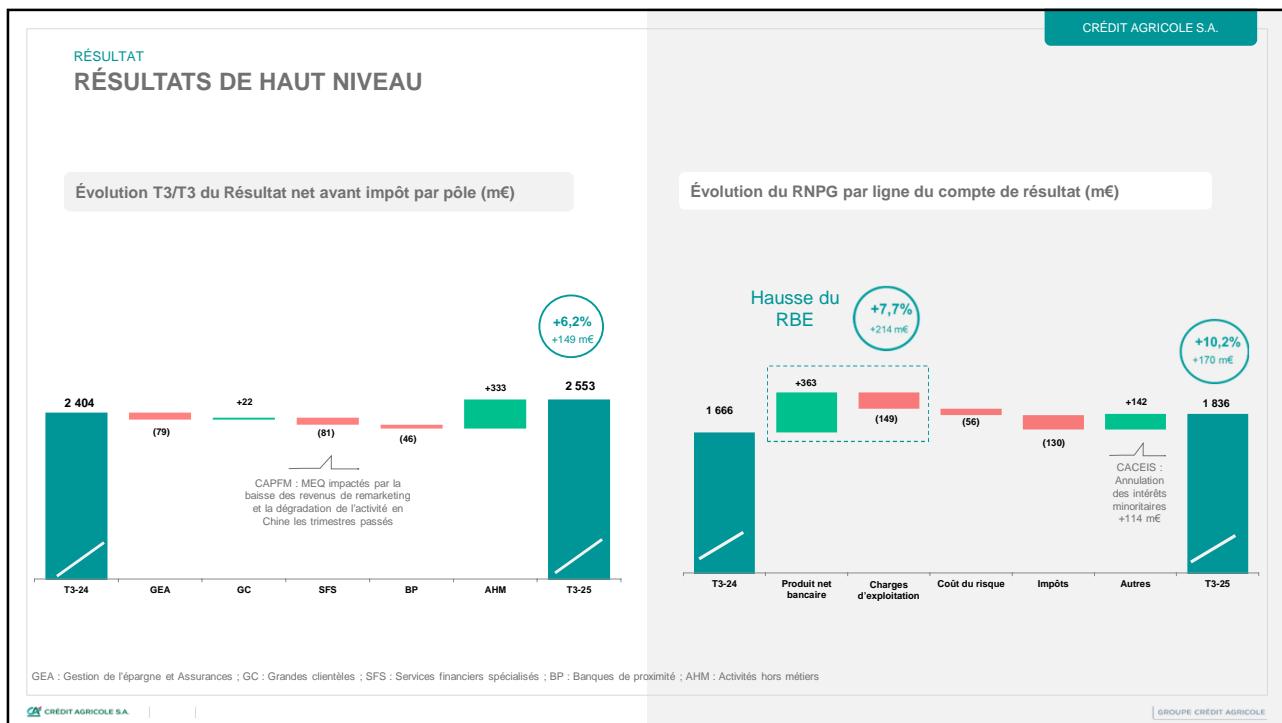
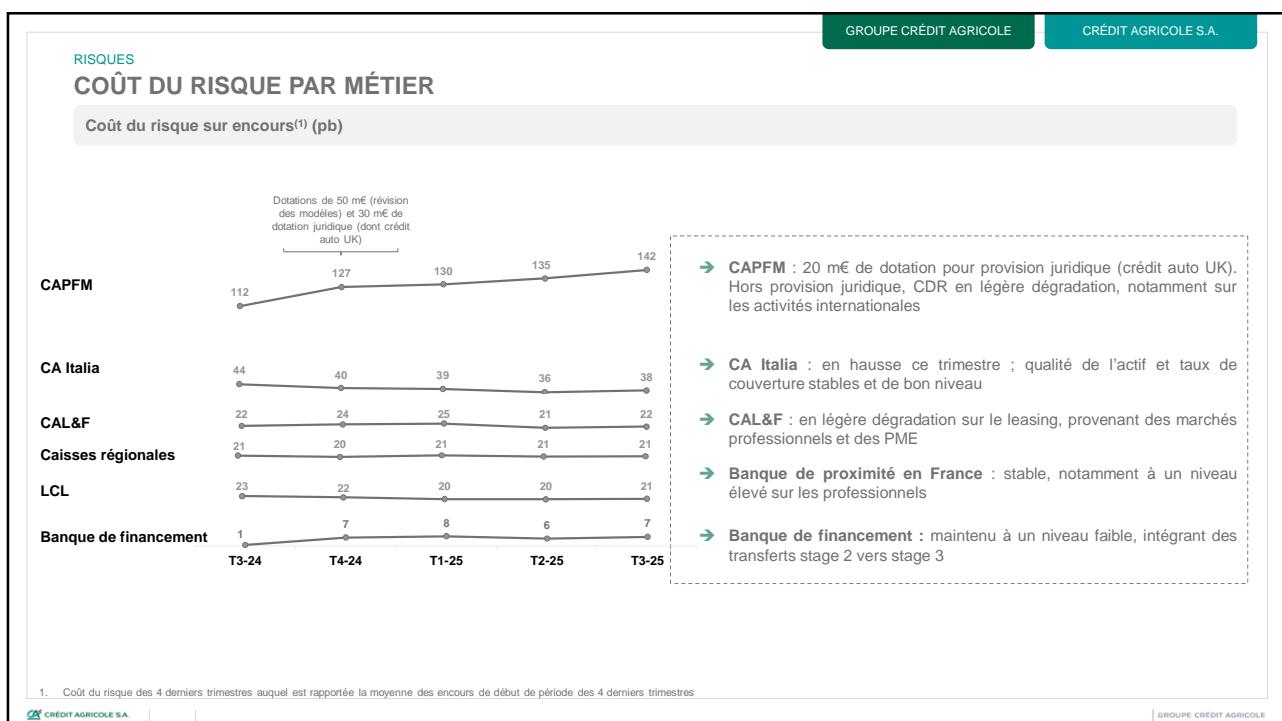
Passage à IFRS 17 à partir de 2023

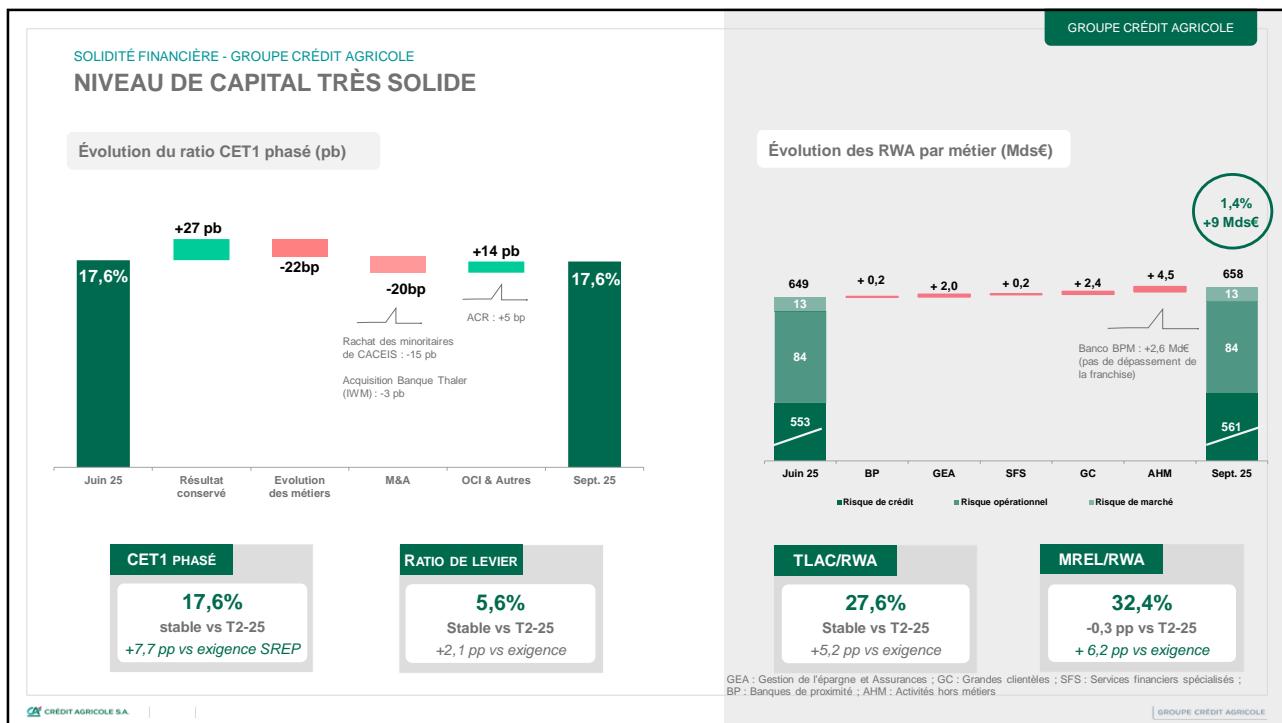
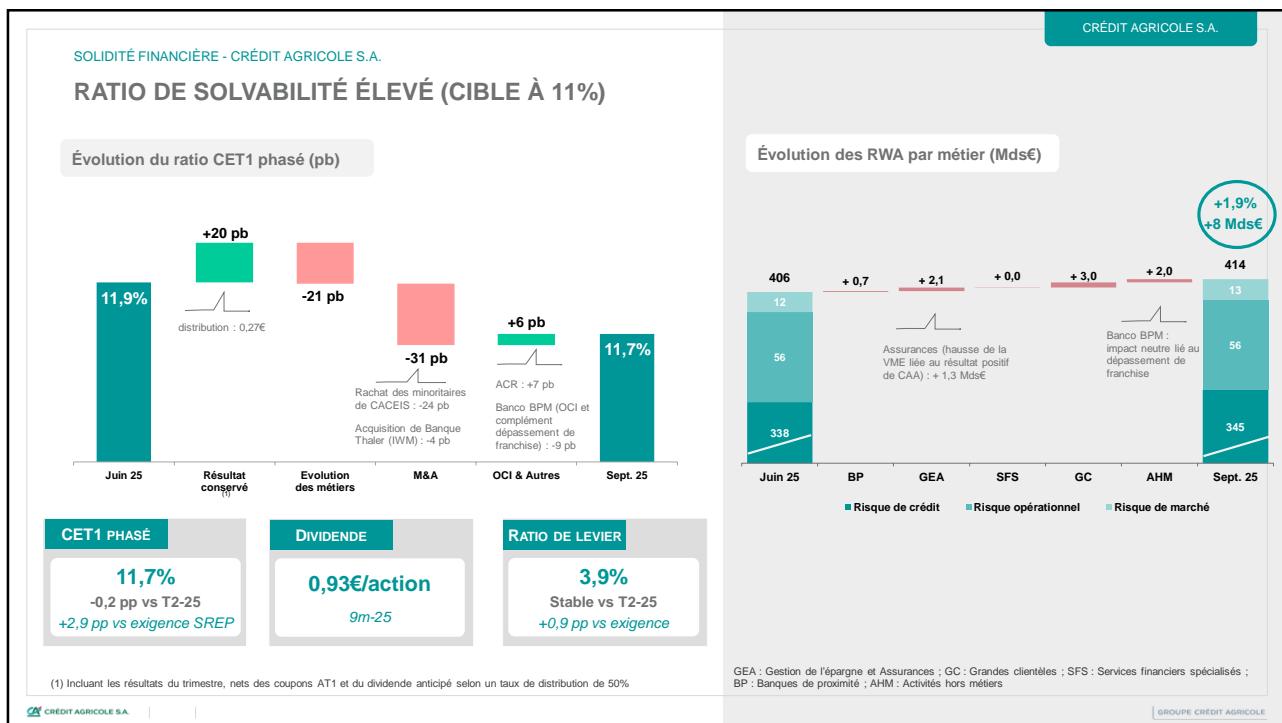
GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; GC : Grandes clientèles ; SFS : Services financiers spécialisés ; BP : Banques de proximité ; AHM : Activités hors métiers
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

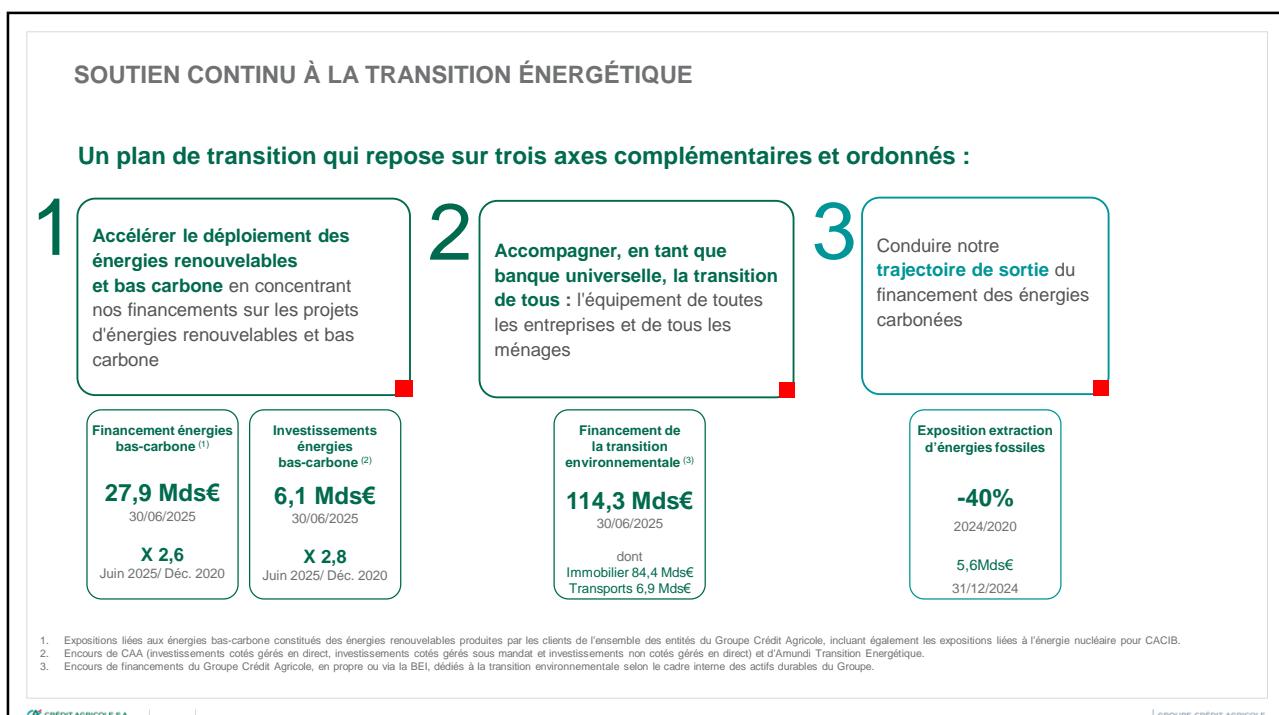
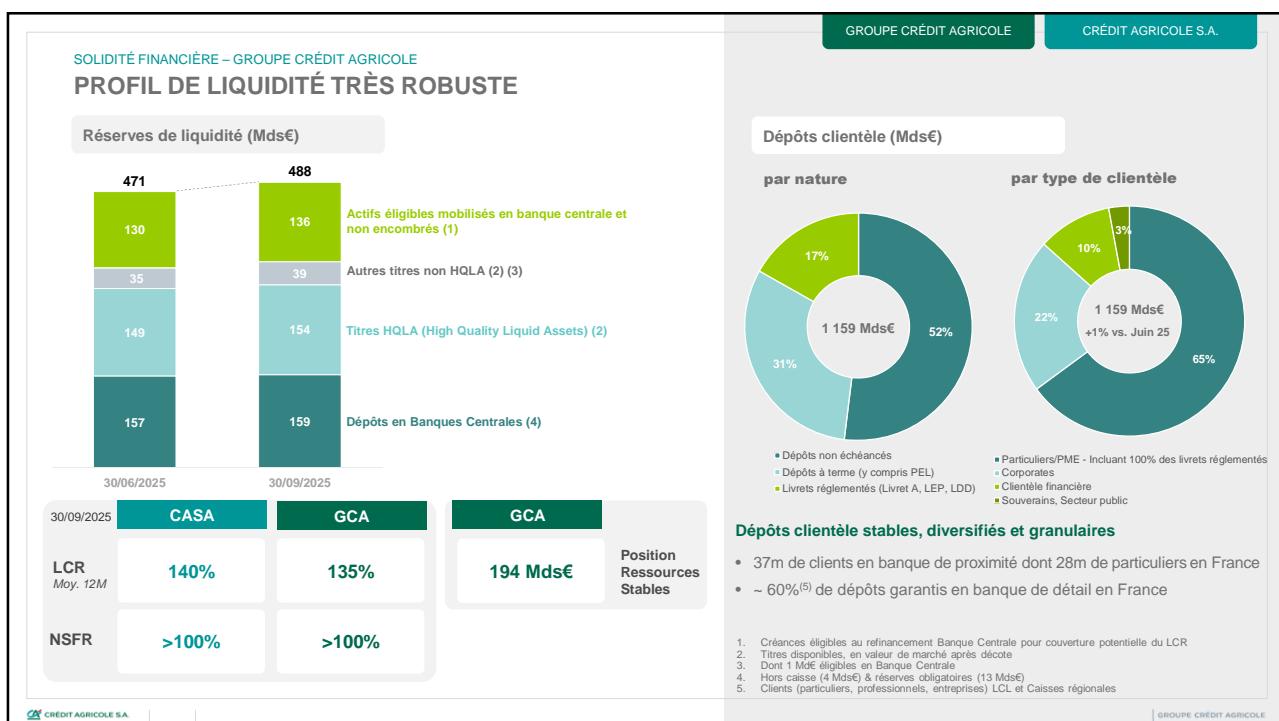
Crédit Agricole S.A - Actualisation du document d'enregistrement universel 2024 - A04

43/140









COMPTE DE RÉSULTAT

| M€ | T3-25 | T3/T3 | 9M-25 | 9M/9M |
|---|--------------|---------------|---------------|---------------|
| Produit net bancaire | 6 850 | +5,6% | 21 113 | +5,1% |
| Charges d'exploitation | (3 837) | +4,0% | (11 528) | +5,0% |
| Résultat brut d'exploitation | 3 013 | +7,7% | 9 584 | +5,2% |
| Coût du risque | (489) | +13,0% | (1 344) | +7,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 29 | -32,1% | 106 | -19,8% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 1 | n.m. | 457 | x 95,5 |
| Résultat avant impôt | 2 553 | 6,2% | 8 803 | +10,2% |
| Impôt | (606) | +27,3% | (1 973) | +10,2% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | (0) | n.m. | 0 | n.m. |
| Intérêts minoritaires | (111) | -57,6% | (780) | -2,9% |
| Résultat net part du Groupe | 1 836 | +10,2% | 6 050 | +12,1% |
| <i>Coefficient d'exploitation (%)</i> | +56,0% | -0,8 pp | +54,6% | -0,0 pp |

Crédit Agricole S.A.
Pôles métiers

GEA – ASSURANCES

Epargne/Retraite
Collecte nette (Mds€)

| Période | en Euro (Mds€) | en UC (Mds€) |
|---------|----------------|--------------|
| T3-24 | +0.9 | +0.8 |
| T2-25 | +2.4 | +1.8 |
| T3-25 | +1.9 | +3.8 |

Protection des biens et des personnes⁽¹⁾
Chiffre d'affaires (Mds€)

| Période | Prévoyaunce / Emprunteur / Collectives (Mds€) | Assurances Dommages (Mds€) |
|---------|---|----------------------------|
| T3-24 | 1.2 | 2.5 |
| T2-25 | 1.4 | 2.8 |
| T3-25 | 1.4 | 2.8 |

⁽¹⁾ Prévoyaunce / Emprunteur / Collectives ⁽²⁾ Assurances Dommages

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

| Contribution aux résultats (en m€) | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|------------------------------------|-------|---------|-------|---------|
| Produit net bancaire | 675 | +6,3% | 2 192 | +2,9% |
| Résultat brut d'exploitation | 572 | +4,0% | 1 907 | +2,2% |
| Résultat avant impôt | 572 | +4,0% | 1 906 | +2,1% |
| Résultat net part du Groupe | 465 | (2,7%) | 1 461 | (0,4%) |

Chiffre d'affaires de haut niveau à 11,8 Mds€ (+21% T3/T3)

Épargne/Retraite : collecte nette élevée, notamment en France

- Collecte brute : 9,0 Mds€ (+26% T3/T3) particulièrement soutenue en France (+29%), avec une forte dynamique sur les UC (+34%) et sur l'euro (+21%) ; taux d'UC de 35% (+2,2 pp T3/T3)
- Encours⁽³⁾ : 366,7 Mds€ (+6% sept/déc), bénéficiant de la collecte nette et des effets marchés positifs ; taux d'UC à 30,6%

Assurances : croissance aussi bien en France qu'à l'international, reflétant notamment la hausse de la prime moyenne et la croissance du portefeuille (+4%⁽²⁾ sur un an à 17,2m de contrats)

Protection des personnes : croissance en prévoyance individuelle et en assurances collectives intégrant le démarrage du contrat IEG au 1er juillet. Activité emprunteur quasi stable.

1. Prévoyaunce, emprunteur, assurances collectives 2. A périmètre constant (hors Abanca SG) : +7% en protection des biens et des personnes ; +8% en dommages ; +6% en protection des personnes ; hausse du portefeuille dommages +3%
3. Epargne, retraite et prévoyance obsolètes ;

Revenus⁽⁴⁾ en croissance, soutenus par l'Epargne/Retraite, alors que la sinistralité en Dommages est en hausse (intempéries et incendies) et que les marges techniques se resserrent en Emprunteur

CSM : 27,3 Mds€ (+8,3% sept/déc.) ; contribution des affaires nouvelles supérieure à l'allocation de CSM et effet marché positif

Ratio combiné⁽⁵⁾ : 95,4% à fin septembre (stable sur 1 an, +0,7 pp vs fin juin)

GEA – GESTION D'ACTIFS (AMUNDI)

Encours sous gestion (en Mds€)

| Période | Retail (Mds€) | Institutionnels (Mds€) | JVs & Victory/Distril US (Mds€) | Effets Marché/Change (Mds€) |
|----------|---------------|------------------------|---------------------------------|-----------------------------|
| Sept. 24 | 681 | 1 151 | 360 | 360 |
| Juin 25 | 650 | 1 201 | 359 | 58 |
| Sept. 25 | 680 | 1 223 | 354 | 60 |

+15,1 Mds€

+5,7%
+2,2%
+7,7%
+3,3%
+4,0%
+35,2%

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

| Contribution aux résultats (en m€) | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|------------------------------------|-------|----------|---------|-----------------------|
| Produit net bancaire | 797 | (4,9%) | 2 460 | (1,8%) |
| Charges d'exploitation | (530) | +13,8% | (1 455) | +5,1% |
| Résultat brut d'exploitation | 267 | (28,2%) | 1 005 | (10,3%) |
| Sociétés mises en équivalence | 52 | +57,6% | 137 | +45,7% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | (0) | na | 452 | na |
| Résultat avant impôt | 317 | (21,3%) | 1 587 | +31,4% |
| Résultat net | 241 | (22,8%) | 1 271 | +36,3% |
| Résultat net part du Groupe | 160 | (23,0%) | 850 | +36,4% ⁽³⁾ |
| Coefficient d'exploitation (%) | 66,5% | +10,9 pp | 59,2% | +3,9 pp |

Activité soutenue:

- Collecte nette de + 15 Mds€ au T3, portée par les actifs moyen-long terme (+9 Mds€) et positive dans les deux grands segments de clientèle et les JVs
- Collecte toujours tirée par la gestion passive (+10,4 Mds€) ; gestion active soutenue à +8 Mds€ hors sortie d'un mandat institutionnel réintermédiaisé (-9 Mds€)
- JV : collecte de +4 Mds€ portée par l'Inde (SBI FM) et la Corée (NH Amundi) ; poursuite de la collecte monétaire en Chine

Encours sous gestion à un niveau record à 2 317 Mds€ à fin septembre, grâce à une collecte élevée, un effet marché favorable et malgré un effet change défavorable (baisse du dollar US et de la roupie indienne)

Poursuite du plan d'optimisation d'Amundi : fusion CPR-BFT créant un nouveau leader de la gestion active au 10^{ème} rang des sociétés de gestion françaises

Revenus : +5,8% T3/T3 hors effet périmètre Victory Capital⁽¹⁾ ; hausse des commissions de gestion (+3,3% hors effet périmètre) et de surperformance ; poursuite de la croissance des revenus de Technologie (+49%)

Charges : hors effet Victory Capital⁽¹⁾, charges de restructuration⁽²⁾ et effet du calendrier décalé de l'augmentation de capital salariés (-17m€), charges en hausse de +4,8%

COEX T3 à 54,2% hors charges de restructuration et décalage de calendrier

MEO : Contribution nette des opérations aux US de 33 m€ hors coûts d'intégration (-16 m€) ; contribution des JV asiatiques en hausse de +3% malgré la baisse de la roupie indienne (-10%)

1. Effet périmètre lié à la déconsolidation d'Amundi US : 85 m€ en PNB, -53 m€ en charges au T3 2024
2. Objectif de 40 m€ d'économies à compter de 2026 ; -80 m€ de charges de restructuration comptabilisées au T3 2024
3. Y compris plus-value non monétaire liée à l'opération Victory Capital

GEA – GESTION DE FORTUNE (INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT)

Encours sous gestion (en Mds€)

| Sept. 24 | Sept. 25 | Collecte Nette | Effets Marché/Change | Banque Thaler ⁽¹⁾ | Total |
|----------|----------|----------------|----------------------|------------------------------|-------|
| 209 | 214 | +1,6 | +6,7 | +3,3 | 226 |

Hausse des encours

- Collecte dynamique
- Effet marché favorable
- Première contribution de la banque Thaler⁽¹⁾ en Suisse

L'activité commerciale a été soutenue sur le trimestre avec notamment une hausse de 30% T3/T3 des commissions transactionnelles, reflétant notamment un volume de produits structurés en hausse par rapport à l'année dernière

(1) Intégration en septembre (+2,7 m€ en revenus et -1,5 m€ en charges)

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

| Contribution aux résultats (en m€) | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|------------------------------------|-------|---------|---------|---------|
| Produit net bancaire | 394 | (0,7%) | 1 242 | +28,4% |
| Charges d'exploitation | (336) | +6,0% | (1 028) | +30,7% |
| Résultat brut d'exploitation | 58 | (27,2%) | 214 | +18,3% |
| Résultat avant impôt | 51 | (23,1%) | 196 | +34,2% |
| Résultat net part du Groupe | 35 | (16,7%) | 129 | +42,0% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 85,3% | +5,4 pp | 82,7% | +1,5 pp |

Revenus bénéficiant de la hausse des commissions (+8% T3/T3), d'une bonne tenue de la MNI, impactés par ailleurs par une étape d'intégration Degroof-Petercam (notamment reprise des activités de banque dépositaire par CACEIS et réorganisation des activités de marché avec CACIB). Hors ces éléments, les revenus augmentent de +2,9% (T3/T3)

Charges +2,1% T3/T3 hors coûts d'intégration⁽²⁾ et impact CACEIS

COEX à 77,3% hors éléments d'intégration Degroof Petercam (coûts d'intégration et impact des réorganisations avec CACEIS et CACIB)

(2) Coûts d'intégration T2-25 : -22,5 m€ vs -8,2 m€ au T3-24.
-58m€ comptabilisés sur 9m-25, vs estimation -70/-80 m€ en 2025

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

GC – BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Revenus (m€)

| Var T3/T3 | Var 9M/9M |
|-----------|-----------|
| +3,3% | +3,6% |

BMI

- Banque d'investissement
- Banque de marché
- Financements structurés
- Banque commerciale et autres

BF

- Banque commerciale et autres

1 – Green, Social & Sustainable bonds EUR⁽¹⁾
4 – All Bonds in EUR Worldwide⁽¹⁾

1 – Crédits syndiqués en France⁽²⁾
2 – Crédits syndiqués en EMEA⁽²⁾

Banque de Marché et d'Investissement : +4,0% T3/T3 (+5,9% hors effet change), haut niveau de performance de FICC +6,3% T3/T3 porté par les activités de taux et de change linéaire ainsi que le crédit primaire. Bonne performance du M&A, structuré actions en retrait dans un marché attentiste

Banque de Financement : +2,7% T3/T3 (+5,8% hors effet change), tirés par les financements structurés avec une croissance soutenue du secteur énergies renouvelables. Bonne activité dans les financements d'acquisitions

1. Bloomberg en EUR
2. Refinitiv LSEG

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

| Contribution aux résultats (en m€) | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|------------------------------------|-------|---------|---------|---------|
| Produit net bancaire | 1 582 | +3,3% | 5 174 | +3,6% |
| Charges d'exploitation | (887) | +2,6% | (2 774) | +5,6% |
| Résultat brut d'exploitation | 696 | +4,3% | 2 400 | +1,3% |
| Coût du risque | (29) | x 2,1 | (25) | x 3,4 |
| Résultat avant impôt | 666 | +2,0% | 2 378 | +0,5% |
| Résultat net part du Groupe | 425 | (4,7%) | 1 732 | +1,0% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 56,0% | -0,4 pp | 53,6% | +1,1 pp |

Revenus : niveau record sur le trimestre et le 9M en comparaison à une base 2024 élevée, malgré un effet change défavorable (+5,8% T3/T3 et +4,8% 9M/9M hors effet change)

Charges : progression maîtrisée avec un effet ciseaux T3/T3 positif (+0,7pp) malgré un effet change défavorable

Coût du risque maintenu à un faible niveau intégrant des transferts stage 2 vers stage 3

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

GC – SERVICES FINANCIERS AUX INSTITUTIONNELS (CACEIS)

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Encours conservés - AUC (Mds€)

| Période | Encours conservés - AUC (Mds€) | Var % |
|----------|--------------------------------|--------|
| Sept. 24 | 5 061 | |
| Juin 25 | 5 526 | +12,6% |
| Sept. 25 | 5 701 | +3,2% |

Encours administrés - AUA (Mds€)

| Période | Encours administrés - AUA (Mds€) | Var % |
|----------|----------------------------------|-------|
| Sept. 24 | 3 386 | |
| Juin 25 | 3 468 | +5,5% |
| Sept. 25 | 3 573 | +3,0% |

Encours conservés bénéficiant d'effets marchés favorables et de la conquête de nouveaux clients sur le trimestre et sur l'année

Encours administrés en augmentation sur le trimestre grâce à l'entrée de nouveaux clients

Volumes de règlement-livraison : forte progression +24,0% T3/T3, principalement tirée par la France et le Luxembourg

Finalisation du rachat de la participation de 30,5% de Santander dans CACEIS

1. Coûts d'intégration ISB : -7,3 m€ au T3-25 vs. -26,0 m€ au T3-24

Revenus en légère baisse T3/T3 en raison des sorties prévues d'ex-clients RBC, malgré l'effet périmètre favorable lié à la reprise notamment des activités de banque dépositaire de Degroof Petercam ; MNI en hausse

Charges en baisse T3/T3 en lien avec la baisse des coûts d'intégration ISB⁽¹⁾

RNPG intégrant +79m€ d'intérêts minoritaires ce trimestre au titre de la reprise des minoritaires de Santander par CASA (04 juillet 2025)

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

SFS – FINANCEMENT PERSONNEL ET MOBILITÉ

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Encours gérés bruts (en Mds€)

| Période | Encours gérés bruts (en Mds€) | Var % |
|----------|-------------------------------|-------|
| Sept. 24 | 116,8 | |
| Juin 25 | 121,0 | +4,5% |
| Sept. 25 | 122,0 | +4,4% |

Encours consolidés (en Mds€)

| Entité | Encours consolidés (en Mds€) |
|----------------|------------------------------|
| CA Auto Bank | 25,7 |
| Agos | 18,1 |
| CAPFM France | 12,1 |
| Autres entités | 12,1 |
| Total | 68 |

Production +3,7% T3/T3 à 12,0 Mds€, activité de crédit à la consommation traditionnel en hausse ; rebond de l'activité automobile en Chine T3/T2, grâce un marché assaini ; le financement automobile⁽¹⁾ représente 50,1% de la production totale du trimestre

Taux client moyen à la production : -12 pb T3/T2⁽²⁾

Encours gérés en hausse sur les 3 secteurs, bénéficiant de l'élargissement du portefeuille en gestion avec les Caisses régionales et du développement bien orienté de la location automobile avec Leasys et Drivalia ; encours consolidés -1,3% sept/sept

Revenus : effet prix positif T3/T3, bénéficiant de la progression du taux de marge à la production de +12 pb T3/T3⁽²⁾ (et -9 pb T3/T2⁽²⁾), qui compense la baisse des revenus d'assurance

Charges : en légère hausse T3/T3, effet ciseaux positif (+0,7 pp)

Coût du risque /encours⁽³⁾ : à 142 pb (+7 pb T3/T2), incluant 20 m€ de dotation pour provision juridique (crédit auto UK). Hors provision juridique, CDR en légère dégradation, notamment sur les activités internationales

MEQ : baisse des revenus de remarketing et marché concurrentiel chez Leasys, dégradation de l'activité en Chine en 2024 et au S1-25

1. CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

2. Hors JV automobiles

3. CDR des 4 derniers trimestres / la moyenne des encours de début de période des 4 derniers trimestres

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SFS – CREDIT-BAIL & AFFACTURAGE

Encours crédit-bail (en Mds€)

| Period | International (Mds€) | France (Mds€) | Total (Mds€) |
|----------|----------------------|---------------|--------------|
| Sept. 24 | 4,2 | 15,9 | 20,1 |
| Sept. 25 | 4,5 | 16,4 | 20,9 |

| Contribution aux résultats (en m€) | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|------------------------------------|-------|---------|-------|---------|
| Produit net bancaire | 189 | (1,6%) | 557 | (0,9%) |
| Charges d'exploitation | (103) | +4,4% | (306) | +2,7% |
| Résultat brut d'exploitation | 85 | (8,0%) | 251 | (5,1%) |
| Coût du risque | (26) | +18,1% | (57) | (7,4%) |
| Résultat avant impôt | 59 | (14,9%) | 169 | (14,7%) |
| Résultat net part du Groupe | 42 | (22,4%) | 117 | (23,5%) |
| Coefficient d'exploitation (%) | 54,8% | +3,1 pp | 54,9% | +2,0 pp |

Credit-bail : production en hausse +9,8% T3/T3, notamment en France, porté par les énergies renouvelables. A l'international, production en hausse sur toutes les entités

Affacturage : production en retrait -37% T3/T3, en France et à l'international (principalement en Allemagne) ; chiffre d'affaires factoré en progression (+8,7% T3/T3), encours financés +11% sept/sept

1. CDR des 4 derniers trimestres / la moyenne des encours de début de période des 4 derniers trimestres

CRÉDIT AGRICOLE SA
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

BP – LCL

Encours de crédits (Mds€)

| Period | Habitat (Mds€) | Consommation (Mds€) | Entreprise (Mds€) | Professionnel (Mds€) | Total (Mds€) |
|----------|----------------|---------------------|-------------------|----------------------|--------------|
| Sept. 24 | 31,8 | 104,1 | 24,4 | 20,9 | 168,8 |
| Sept. 25 | 33,3 | 105,6 | 25,0 | 21,0 | 172,9 |

Encours de collecte (Mds€)

| Period | Bilan (Mds€) | Hors bilan (Mds€) | Total (Mds€) |
|----------|--------------|-------------------|--------------|
| Sept. 24 | 88,8 | 164,5 | 253,3 |
| Sept. 25 | 90,1 | 164,2 | 257,2 |

Conquête : +68k clients au T3-25

Encours de crédits en progression sur un an et sur le trimestre

Production⁽¹⁾ de crédit qui poursuit sa dynamique (+10% T3/T3), tiré par les marchés spécialisés (entreprises +20%, professionnels +24%) ; stabilité du crédit habitat (+1%, +18% en cumulé 9M/9M), taux de production à 2,98% au T3 et poursuite de l'amélioration du taux du stock à 1,83% (+3 pb T3/T2 et +16 pb T3/T3)

Encours de collecte

- ressources hors bilan bénéficiant d'une collecte nette positive tirée par l'assurance-vie et d'un effet marché favorable sur le trimestre ;
- poursuite de la baisse des DAT (-10,6% sept/sept, -4,3% sept/juin) et livrets en hausse sur un an (+4,4% sept/sept) mais en baisse ce trimestre (-1,3% sept/juin)

Équipement assurances MRH-Auto-Santé⁽²⁾ : +0,7 pp sept/sept à 28,6%

1. Cf. slide annexe page 72
 2. Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

| Contribution aux résultats (en m€) | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|------------------------------------|-------|---------|---------|---------|
| Produit net bancaire | 982 | +0,4% | 2 922 | +0,3% |
| Charges d'exploitation | (638) | +4,9% | (1 860) | +3,3% |
| Résultat brut d'exploitation | 345 | (7,1%) | 1 062 | (4,4%) |
| Coût du risque | (92) | +12,3% | (278) | (5,9%) |
| Résultat avant impôt | 255 | (12,1%) | 788 | (4,0%) |
| Résultat net part du Groupe | 177 | (17,3%) | 513 | (15,4%) |
| Coefficient d'exploitation (%) | 64,9% | +2,8 pp | 63,7% | +1,8 pp |

Revenus hausse des commissions (+2,6% T3/T3) notamment sur les assurances vie et non-vie ; hausse de la MNI T3/T3 hors effet de base défavorable, stable T3/T2 grâce au repricing progressif des crédits et à la baisse du coût des ressources (évolution favorable du mix de dépôts clientèles) et malgré une contribution moins favorable de la macrocouverture⁽³⁾

Charges hausse liée à une accélération des investissements IT

Coût du risque / encours⁽⁴⁾ : 21 pb, stable T3/T2, reste à un niveau élevé sur les professionnels

3 cf slide annexe pages 68-69
4. CDR des 4 derniers trimestres / la moyenne des encours de début de période des 4 derniers trimestres

CRÉDIT AGRICOLE SA
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Crédit Agricole S.A - Actualisation du document d'enregistrement universel 2024 - A04

52/140

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

BP – CA ITALIA

Encours de crédits* (Mds€)

| Période | Leasing & autres | Crédits aux entreprises | Crédits aux professionnels | Crédits aux particuliers | Total |
|---------|------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------|-------|
| Sept 24 | 3,1 | 19,6 | 7,9 | 0,7 | 30,7 |
| Juin 25 | 3,1 | 20,2 | 7,6 | 0,6 | 31,1 |
| Sept 25 | 3,2 | 20,0 | 7,5 | 0,7 | 31,4 |

Encours de collecte (Mds€)

| Période | Bilan | Hors bilan | Total |
|---------|-------|------------|-------|
| Sept 24 | 53,7 | 64,2 | 117,4 |
| Juin 25 | 55,0 | 65,5 | 120,5 |
| Sept 25 | 56,2 | 65,1 | 121,3 |

* Net des encours POCI
** Hors titres en conservation

| | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|---|-------|---------|---------|---------|
| Contribution aux résultats (en m€) | | | | |
| Produit net bancaire | 759 | (0,7%) | 2 303 | (0,9%) |
| Charges d'exploitation | (383) | (3,8%) | (1 164) | (4,5%) |
| Résultat brut d'exploitation | 376 | +2,6% | 1 139 | +3,1% |
| Coût du risque | (57) | +20,4% | (159) | (6,7%) |
| Résultat avant impôt | 319 | (0,0%) | 980 | +4,9% |
| Résultat net part du Groupe | 170 | +3,9% | 520 | +4,8% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 50,4% | -1,6 pp | 50,5% | -1,9 pp |

Revenus : MNI en baisse sur un an (-4,0% T3/T3) et quasi stable ce trimestre (-0,7% T3/T2) en lien avec la baisse des taux, en partie compensée par la hausse des commissions sur encours générés (+10,5% T3/T3)

Charges : -3,8% T3/T3 intégrant des éléments non-récurrents⁽³⁾

Coût du risque : en hausse ce trimestre ; coût du risque/encours⁽⁴⁾ à 38 pb (-6 pb T3/T3), qualité de l'actif et taux de couverture stables sur le trimestre, et de bon niveau

1. Source ABI octobre 2025 : +1,8% sept/sept, sur l'ensemble des crédits
2. Euribor 3M moyen en baisse de -155b bps T3/T3
3. Éléments non-récurrents pour +34m€ en charges au T3-25
4. Coût du risque sur encours (en pb trimestre annualisé)

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

BP – AUTRES BPI

Encours de crédits Pologne, Egypte, Ukraine (Mds€)

| Période | Encours de crédit | Total |
|---------|-------------------|-------|
| Sept 24 | 7,3 | 7,3 |
| Juin 25 | 7,4 | 7,4 |
| Sept 25 | 7,5 | 7,5 |

Encours de collecte Pologne, Egypte, Ukraine (Mds€)

| Période | Bilan | Hors bilan | Total |
|---------|-------|------------|-------|
| Sept 24 | 10,2 | 0,8 | 11,0 |
| Juin 25 | 10,6 | 1,0 | 11,7 |
| Sept 25 | 10,6 | 1,1 | 11,8 |

CA Pologne : +56K nouveaux clients sur le trimestre ; production de crédits +1,5%⁽¹⁾ T3/T3 portée par le segment *retail* et encours de crédits stables sept./sept. ; encours de collecte bilan +3,6%⁽¹⁾ sept./sept.

CA Égypte : activité commerciale dynamique sur tous les marchés ; encours de crédits +17,7%⁽¹⁾ sept./sept. ; encours de collecte bilan +27,5%⁽¹⁾

Liquidité : excédent net de collecte +3,4 Mds€ au 30 sept. 2025

| | T3-25 | Δ T3/T3 | 9M-25 | Δ 9M/9M |
|---|-------|---------|-------|---------|
| Contribution aux résultats (en m€) | | | | |
| Produit net bancaire | 238 | (1,5%) | 726 | (5,3%) |
| Charges d'exploitation | (122) | (0,3%) | (375) | +3,8% |
| Résultat brut d'exploitation | 117 | (2,8%) | 351 | (13,5%) |
| Coût du risque | (19) | +63,3% | (45) | +3,6% |
| Résultat avant impôt | 98 | (9,9%) | 307 | (15,5%) |
| Résultat net part du Groupe | 63 | x 2,1 | 196 | +7,7% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 51,1% | +0,6 pp | 51,7% | +4,5 pp |

CA Pologne : revenus +2,2% T3/T3⁽¹⁾ avec la MNI et les commissions en hausse ; charges -2,5%⁽¹⁾ avec une baisse des coûts IT ce trimestre ; CoEX -3,0 pp⁽¹⁾ et coût du risque en amélioration ; RNPG en forte hausse

CA Égypte : revenus -3,2% T3/T3⁽¹⁾ , la hausse des commissions ne compense pas la baisse de la MNI impactée par la baisse des taux directeurs ; charges +17,5% T3/T3⁽¹⁾ impactées par les frais de personnel et les charges IT ; coût du risque toujours à un faible niveau et RNPG en baisse

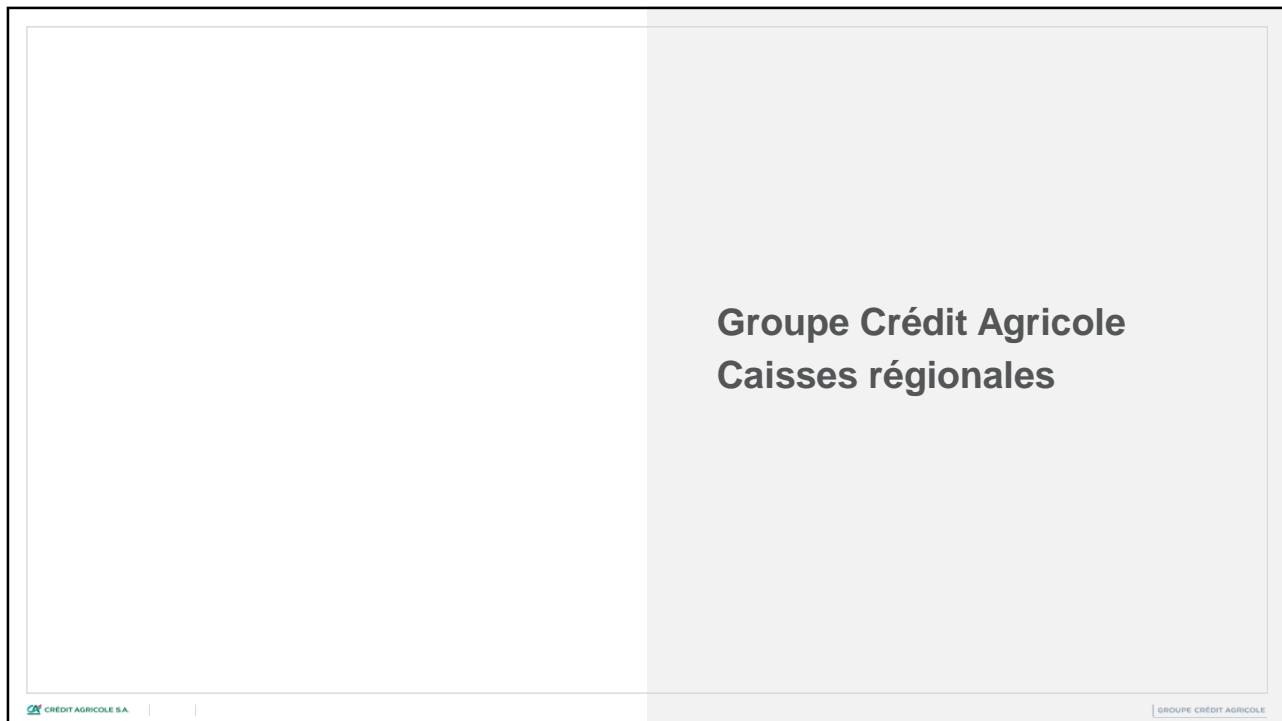
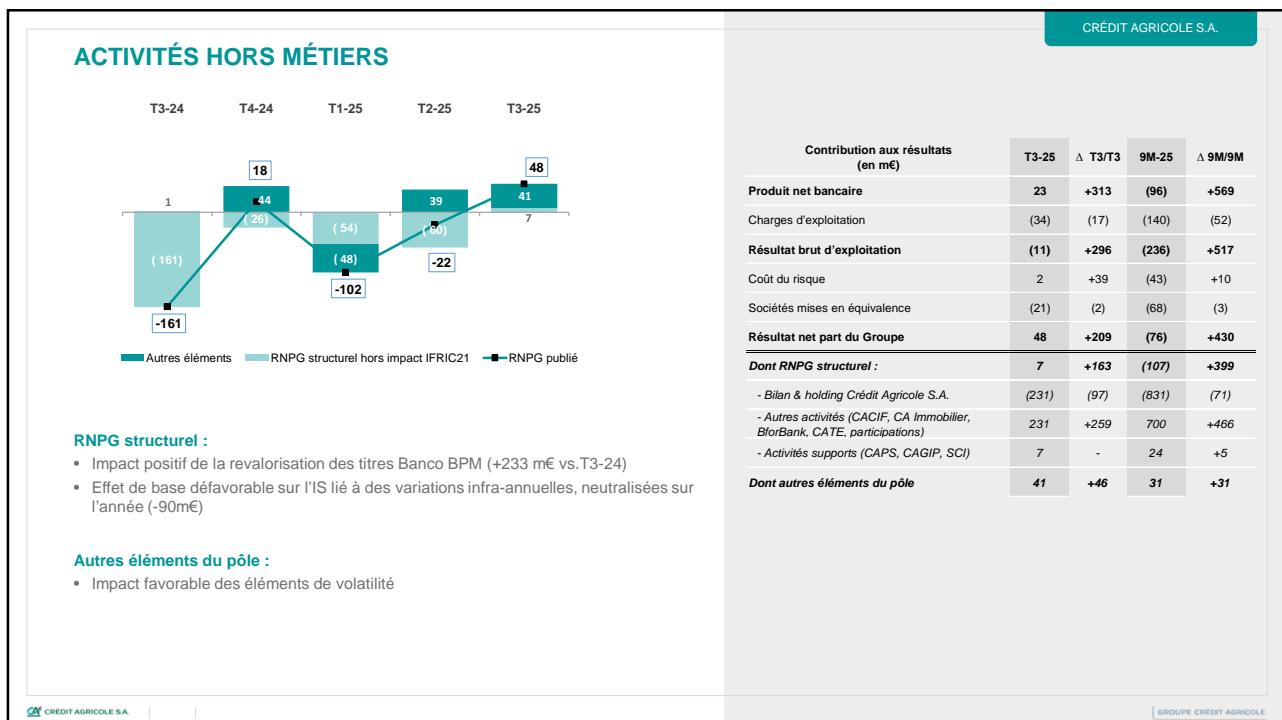
CA Ukraine : RNPG en forte hausse liée à un effet de base favorable sur l'IS⁽²⁾

1. Variation à change constant
2. Impact d'environ -40m€ au T3-24 lié au changement de taux d'IS

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

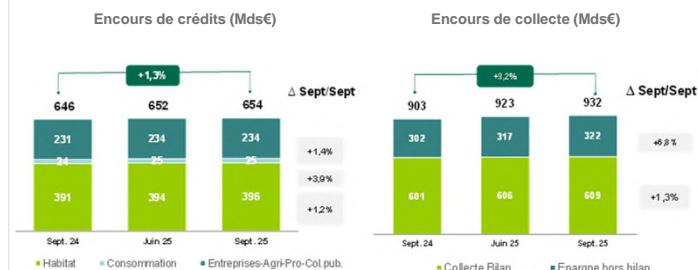
Crédit Agricole S.A - Actualisation du document d'enregistrement universel 2024 - A04

53/140



CAISSES RÉGIONALES

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE



Clients : +296 K nouveaux clients sur le trimestre, taux de principalisation stable et hausse du taux de clients digitaux

Crédits : encours et parts de marché⁽¹⁾ sept/sept en hausse ; poursuite du dynamisme de la production de crédits +16,2% T3/T3, tirée par l'habitat (+23,4% T3/T3) ; taux de production habitat à 3,01%⁽²⁾ ; taux du stock tous crédits +4 pb sur un an

Collecte portée par la collecte hors bilan, bénéficiant toujours d'une collecte dynamique sur l'assurance-vie ; collecte bilan en hausse, tirée par les DAV (+1,9% T3/T3) et les livrets (+5,2%) ; progression de la part de marché collecte bilan sur un an⁽³⁾

Taux d'équipement⁽⁴⁾ : assurance dommage 44,6% (+0,8 pp vs. sept. 2024)

Moyens de paiement : nombre de cartes +1,3% sur un an ; 18,5 % de cartes haut de gamme dans le stock (+2,5 pp sur un an)

1. Source BdF, part de marché total crédits 22,6% à fin juin 2025 (+0,1 pt par rapport à juin 2024)

2. Taux moyen sur les réalisations pour la période juillet à août 2025

| Résultats consolidés des Caisses Régionales (en m€) | T3-25 publié | Δ T3/T3 publié | 9M-25 publié | Δ 9M/9M publié |
|---|--------------|----------------|--------------|----------------|
| Produit net bancaire | 3 404 | +5,7% | 12 271 | +3,8% |
| Charges d'exploitation | (2 414) | +1,2% | (7 592) | +2,7% |
| Résultat brut d'exploitation | 990 | +18,5% | 4 679 | +5,6% |
| Coût du risque | (374) | +1,3% | (1 089) | +1,4% |
| Résultat avant impôt | 616 | +32,1% | 3 619 | +7,4% |
| Résultat net part du Groupe | 455 | +29,8% | 3 176 | +4,1% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 70,9% | -3,1 pp | 61,9% | -0,6 pp |

Revenus en hausse tirée par une amélioration de la marge d'intermédiation (+8,6% T3/T3, +13% T3/T2) en lien avec la baisse du coût de la ressource sur le trimestre (notamment baisse des taux des livrets réglementés) ; commissions en progression⁽⁶⁾

Charges en hausse maîtrisée, notamment en lien avec les dépenses IT
Coût du risque stable ; coût du risque /encours⁽⁵⁾ stable à 21 pb

3. Source BdF, part de marché collecte Bilan 20,2% à fin juin 2025 (+0,2 pp vs juin 2024)
4. Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV
5. Coût du risque sur encours quatre trimestres glissants
6. Hors reclassement comptable sur les assurances parabancaires de frais généraux à commissions

CRÉDIT AGRICOLE SA

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Annexes

Scénario économique

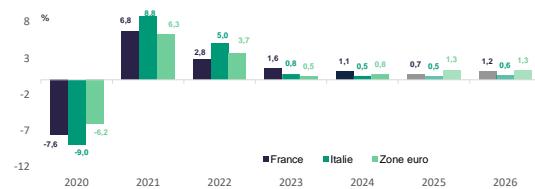
CRÉDIT AGRICOLE SA

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

RESILIENCE DE LA CROISSANCE EN 2025 ET REPRISE EN 2026

France, Italie, Zone euro – Croissance du PIB



Sources : Eurostat, Crédit Agricole SA / ECO. Prévisions au 30 septembre 2025

France, Italie, Zone euro – Taux de chômage



Sources : Eurostat, Crédit Agricole SA / ECO. Prévisions au 20 juin 2025

France, Italie, Zone euro - Inflation annuelle moyenne (%)



Sources : Eurostat, Crédit Agricole SA. Prévisions au 1er octobre 2025

France - prévisions institutionnelles (PIB France)

- FMI (octobre 2025) : +0,7% en 2025, +0,9% en 2026
- Commission européenne (mai 2025) : +0,6% en 2025, +1,3% en 2026
- OCDE (sept 2025) : +0,6% en 2025, +0,9% en 2026
- Banque de France (sept 2025) : +0,7% en 2025, +0,9% en 2026

Provisionnement des encours sains : utilisation de scénarios alternatifs complémentaires au scénario central (avril 2025)

- Scénario central : PIB France +0,8% en 2025 et +1,4% en 2026
- Scénario défavorable : PIB France 0,0% en 2025 et +0,6% en 2026
- Scénario adverse : PIB France -1,9% en 2025 et -1,4% en 2026

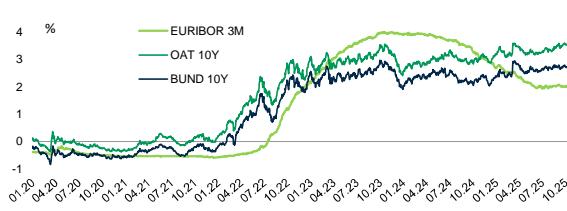
Crédit Agricole SA

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

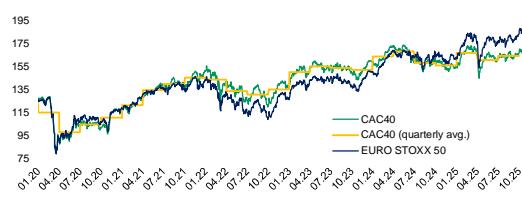
PRESSIONS HAUSSIÈRES MODÉRÉES SUR LES TAUX D'INTÉRÊTS

Taux d'intérêt en euro (%)



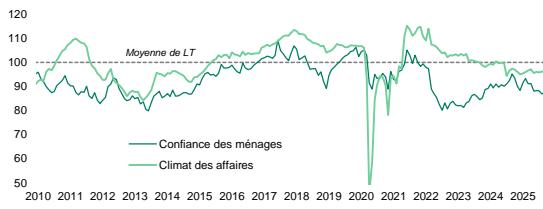
Sources : LSEG Datastream, Crédit Agricole SA / ECO. Données au 10 juillet 2025

Indices actions (base 100 = 31/12/2018)



Sources : LSEG Datastream, Crédit Agricole SA / ECO. Données au 10 juillet 2025

France – Opinion des ménages et des chefs d'entreprises



Sources : Insee, Crédit Agricole SA / ECO. Données à juin 2025

Crédit Agricole SA

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Annexes

Résultat / Profitabilité

ANNEXES

RÉSULTATS T3-25 (MONTANTS EN M€ ET VARIATION T3/T3)

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

| T3-25 | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|--------------|-------------|------------------|--------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|--------------|
| €m | GEA | Ass. | Gestion d'actifs | Gestion de Fortune | GC | BFI | SFI | SFS | CAPFM | CAL&F | BPF | BPI | BPI autres | CA Italie | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 1 866 | 675 | 797 | 394 | 2 099 | 1 582 | 516 | 883 | 695 | 189 | 982 | 997 | 238 | 759 | 23 | 6 850 |
| Charges d'exploitation | (969) | (103) | (530) | (336) | (1 246) | (887) | (359) | (447) | (344) | (103) | (638) | (504) | (122) | (383) | (34) | (3 837) |
| Résultat brut d'exploitation | 897 | 572 | 267 | 58 | 853 | 696 | 157 | 436 | 351 | 85 | 345 | 493 | 117 | 376 | (11) | 3 013 |
| Coût du risque | (9) | (0) | (1) | (7) | (37) | (29) | (8) | (278) | (252) | (26) | (92) | (76) | (19) | (57) | 2 | (489) |
| Sociétés mises en équivalence | 52 | - | 52 | - | 7 | 0 | 7 | (9) | (7) | - | - | - | - | - | (21) | 29 |
| Impôts | (192) | (107) | (77) | (9) | (269) | (231) | (38) | (31) | (14) | (17) | (70) | (126) | (26) | (99) | 82 | (606) |
| Résultat net | 747 | 465 | 241 | 42 | 553 | 435 | 118 | 119 | 77 | 42 | 185 | 291 | 71 | 219 | 52 | 1 947 |
| Intérêts minoritaires | (88) | 0 | (81) | (7) | 69 | (10) | 79 | (22) | (22) | (0) | (8) | (58) | (9) | (49) | (4) | (111) |
| Résultat net part du Groupe | 660 | 465 | 160 | 35 | 622 | 425 | 197 | 97 | 55 | 42 | 177 | 232 | 63 | 170 | 48 | 1 836 |
| Δ T3-25/T3-24 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| % | GEA | Ass. | Gestion d'actifs | Gestion de Fortune | GC | BFI | SFI | SFS | CAPFM | CAL&F | BPF | BPI | BPI autres | CA Italie | AHM | Total |
| Produit net bancaire | (0%) | +6% | (5%) | (1%) | +2% | +3% | (1%) | +2% | +3% | (2%) | +0% | (1%) | (2%) | (1%) | ns | +6% |
| Charges d'exploitation | +12% | +21% | +14% | +6% | +0% | +3% | (5%) | +2% | +2% | +4% | +5% | (3%) | (0%) | (4%) | x 2 | +4% |
| Résultat brut d'exploitation | (10%) | +4% | (28%) | (27%) | +5% | +4% | +7% | +1% | +3% | (8%) | (7%) | +1% | (3%) | +3% | (96%) | +8% |
| Coût du risque | (34%) | +32% | (40%) | (35%) | +91% | x 2,1 | +44% | +25% | +25% | +18% | +12% | +29% | +63% | +20% | ns | +13% |
| Sociétés mises en équivalence | +58% | ns | +58% | ns | +20% | x 4 | +20% | ns | ns | ns | ns | ns | ns | ns | +9% | (32%) |
| Impôts | +23% | x 2,1 | (16%) | (37%) | +15% | +18% | (2%) | (26%) | (47%) | +12% | +5% | (28%) | (61%) | (8%) | (59%) | +27% |
| Résultat net | (13%) | (7%) | (23%) | (19%) | (2%) | (5%) | +9% | (37%) | (43%) | (22%) | (17%) | +16% | +74% | +4% | ns | +1% |
| Intérêts minoritaires | (35%) | ns | (22%) | (31%) | ns | (13%) | ns | +28% | +28% | ns | (17%) | +0% | (18%) | +5% | ns | (58%) |
| Résultat net part du Groupe | (9%) | (3%) | (23%) | (17%) | +20% | (5%) | x 2,7 | (43%) | (53%) | (22%) | (17%) | +20% | x 2,1 | +4% | ns | +10% |

NB : ce tableau affiche les principales lignes du compte de résultat, sans être exhaustif

ANNEXES

RÉSULTATS 9M-25 (MONTANTS EN M€ ET VARIATION 9M/9M)

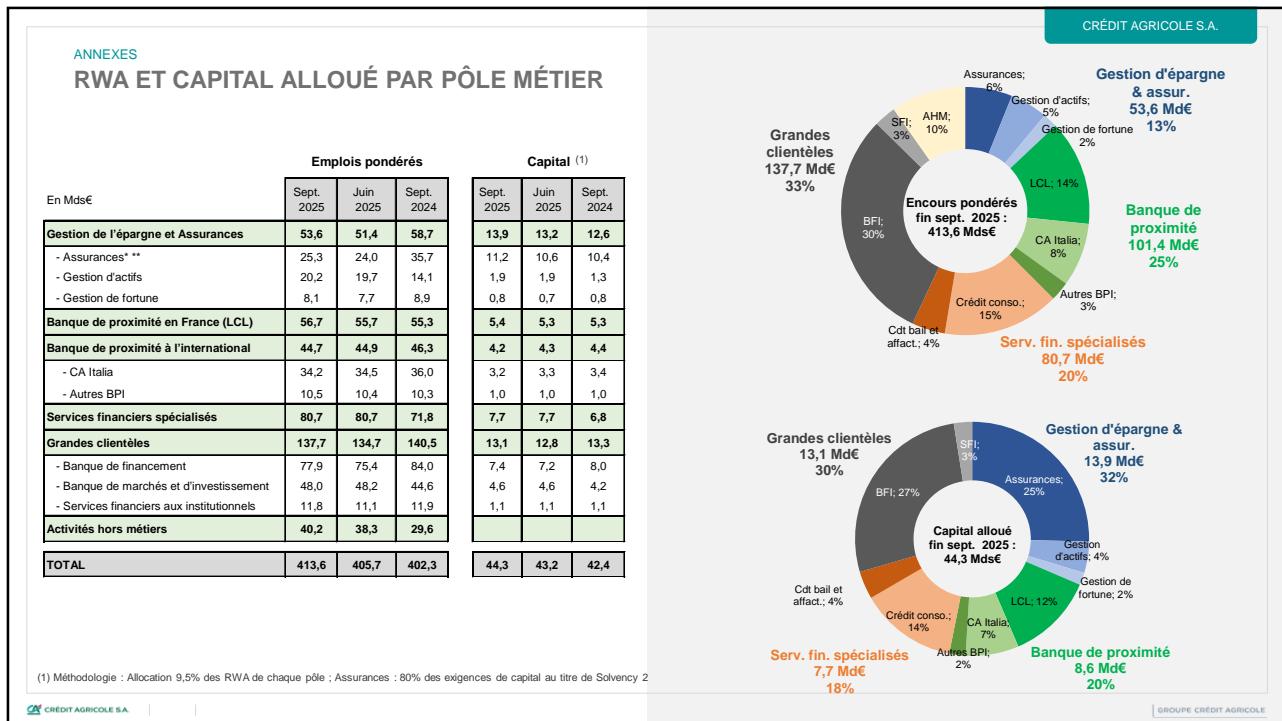
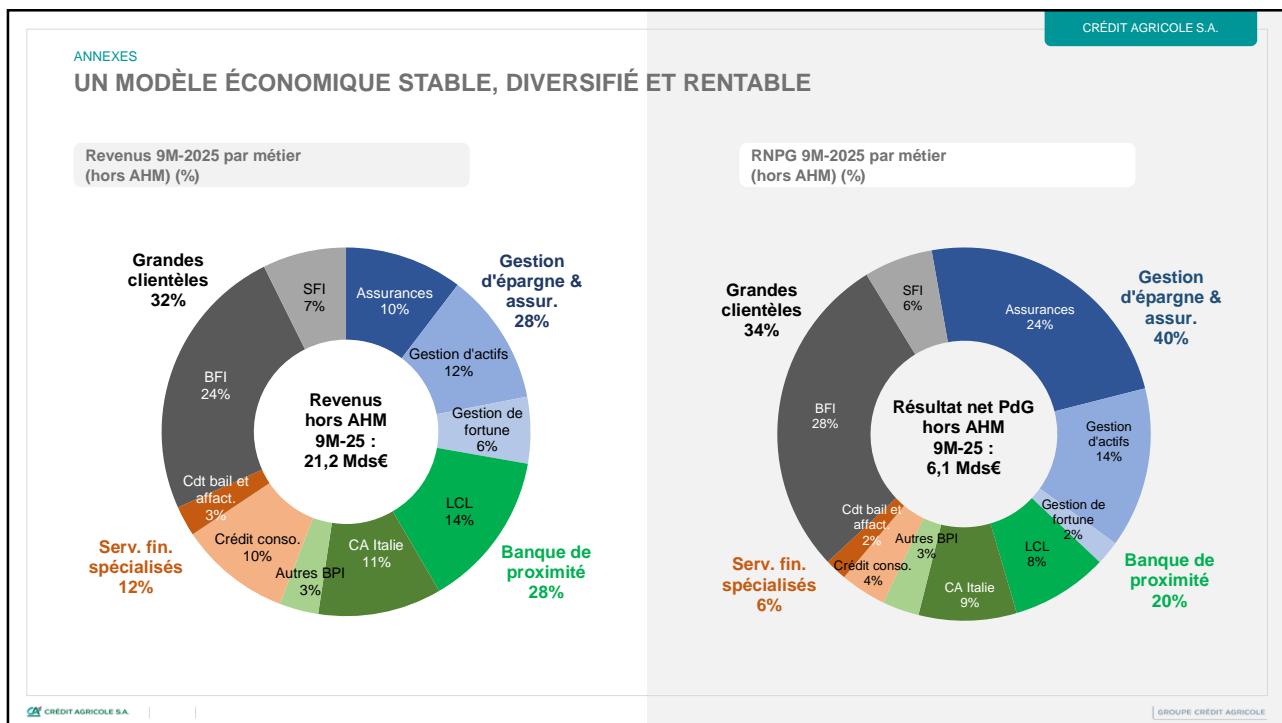
| 9M-25 | | GEA | Ass. | Gestion d'actifs | Gestion de Fortune | GC | BFI | SFI | SFS | CAPFM | CAL&F | BPf | BPI | BPI autres | CA Italie | AHM | Total |
|-------------------------------------|--|--------------|--------------|------------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|---------------|
| Produit net bancaire | | 5 894 | 2 192 | 2 460 | 1 242 | 6 731 | 5 174 | 1 557 | 2 632 | 2 075 | 557 | 2 922 | 3 030 | 726 | 2 303 | (96) | 21 113 |
| Charges d'exploitation hors FRU | | (2 768) | (285) | (1 455) | (1 028) | (3 862) | (2 774) | (1 089) | (1 359) | (1 053) | (306) | (1 860) | (1 539) | (375) | (1 164) | (140) | (11 528) |
| Résultat brut d'exploitation | | 3 126 | 1 907 | 1 005 | 214 | 2 868 | 2 400 | 468 | 1 273 | 1 022 | 251 | 1 062 | 1 490 | 351 | 1 139 | (236) | 9 584 |
| Coût du risque | | (26) | (1) | (7) | (18) | (32) | (25) | (7) | (762) | (705) | (57) | (278) | (204) | (45) | (159) | (43) | (1 344) |
| Sociétés mises en équivalence | | 137 | - | 137 | - | 22 | 3 | 20 | 14 | 39 | - | - | - | - | (68) | 106 | |
| Impôts | | (794) | (440) | (316) | (38) | (723) | (607) | (116) | (102) | (50) | (52) | (250) | (392) | (83) | (309) | 287 | (1 973) |
| Résultat net | | 2 895 | 1 466 | 1 271 | 158 | 2 136 | 1 771 | 365 | 424 | 307 | 117 | 537 | 895 | 224 | 671 | (59) | 6 829 |
| Intérêts minoritaires | | (456) | (5) | (421) | (29) | (40) | (40) | (0) | (64) | (64) | (0) | (24) | (179) | (28) | (151) | (17) | (780) |
| Résultat net part du Groupe | | 2 440 | 1 461 | 850 | 129 | 2 097 | 1 732 | 365 | 360 | 243 | 117 | 513 | 716 | 196 | 520 | (76) | 6 050 |
| 9M / 9M-24 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| % | | GEA | Ass. | Gestion d'actifs | Gestion de Fortune | GC | BFI | SFI | SFS | CAPFM | CAL&F | BPf | BPI | BPI autres | CA Italie | AHM | Total |
| Produit net bancaire | | +5% | +3% | (2%) | +28% | +3% | +4% | +1% | +1% | +2% | (1%) | +0% | (2%) | (5%) | (1%) | (86%) | +5% |
| Charges d'exploitation hors FRU | | +14% | +8% | +5% | +31% | +3% | +6% | (2%) | +2% | +2% | +3% | +3% | (3%) | +4% | (4%) | +59% | +5% |
| Résultat brut d'exploitation | | (1%) | +2% | (10%) | +18% | +2% | +1% | +8% | +0% | +1% | (5%) | (4%) | (1%) | (13%) | +3% | (69%) | +5% |
| Coût du risque | | +45% | ns | +1% | +48% | +29% | x 3,4 | (61%) | +17% | +19% | (7%) | (6%) | (5%) | +4% | (7%) | (19%) | +7% |
| Sociétés mises en équivalence | | +46% | ns | +46% | ns | +13% | +52% | +9% | (83%) | (55%) | ns | ns | ns | +5% | (20%) | | |
| Impôts | | +20% | +24% | +15% | +27% | +1% | (0%) | +8% | (26%) | (46%) | +15% | +35% | (10%) | (41%) | +5% | (16%) | +10% |
| Résultat net | | +13% | (3%) | +36% | +36% | +3% | +1% | +12% | (24%) | (25%) | (24%) | (15%) | +4% | +1% | +5% | (88%) | +10% |
| Intérêts minoritaires | | +19% | (89%) | +36% | +15% | (73%) | (6%) | (100%) | +9% | +9% | ns | (15%) | (3%) | (31%) | +5% | x 5,8 | (3%) |
| Résultat net part du Groupe | | +12% | (0%) | +36% | +42% | +8% | +1% | +65% | (28%) | (30%) | (24%) | (15%) | +6% | +8% | +5% | (85%) | +12% |

NB : ce tableau affiche les principales lignes du compte de résultat, sans être exhaustif

ANNEXES

COMPTE DE RÉSULTAT – T3-25 VS T3-24 ET 9M-25 VS 9M-24

| En m€ | T3-25 | T3-24 | Δ T3/T3 | 9M-25 | 9M-24 | Δ 9M/9M |
|---|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produit net bancaire | 6,850 | 6,487 | +5.6% | 21,113 | 20,089 | +5.1% |
| Charges d'exploitation | (3,837) | (3,689) | +4.0% | (11,528) | (10,978) | +5.0% |
| Résultat brut d'exploitation | 3,013 | 2,799 | +7.7% | 9,584 | 9,111 | +5.2% |
| Coût du risque de crédit | (489) | (433) | +13.0% | (1,344) | (1,256) | +7.0% |
| Sociétés mises en équivalence | 29 | 42 | (32.1%) | 106 | 132 | (19.8%) |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 1 | (4) | ns | 457 | 5 | x 95.5 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | ns | - | - | ns |
| Résultat avant impôt | 2,553 | 2,404 | +6.2% | 8,803 | 7,991 | +10.2% |
| Impôt | (606) | (476) | +27.3% | (1,973) | (1,790) | +10.2% |
| Rés. net des actifs arrêtées ou en cours de cession | (0) | - | ns | 0 | - | ns |
| Résultat net | 1,947 | 1,928 | +1.0% | 6,829 | 6,201 | +10.1% |
| Intérêts minoritaires | (111) | (262) | (57.6%) | (780) | (803) | (2.9%) |
| Résultat net part du Groupe | 1,836 | 1,666 | +10.2% | 6,050 | 5,397 | +12.1% |
| Bénéfice par action (€) | 0.53 | 0.50 | +6.6% | 1.88 | 1.59 | +18.3% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 56.0% | 56.9% | -0.8 pp | 54.6% | 54.6% | -0.0 pp |



ANNEXES

RÉPARTITION DU CAPITAL ET NOMBRE D'OPTIONS

| Répartition du capital | 30/09/2025 | | 31/12/2024 | | 30/09/2024 | |
|---|----------------------|-------|---------------------------|-------|----------------------|-------|
| | Nombre d'actions | % | Nombre d'actions | % | Nombre d'actions | % |
| SAS Rue La Boétie | 1 921 090 370 | 63,0% | 1 898 995 952 | 62,4% | 1 898 995 952 | 62,8% |
| Titres d'auto-détention ⁽¹⁾ | 737 829 | 0,0% | 16 247 289 ⁽²⁾ | 0,5% | 1 263 997 | 0,0% |
| Employés (FCPE, PEE) | 205 274 860 | 6,7% | 198 691 991 | 6,5% | 193 113 776 | 6,4% |
| Public | 921 685 482 | 30,2% | 927 095 795 | 30,5% | 932 528 625 | 30,8% |
| Nombre d'actions (fin de période) | 3 048 788 541 | | 3 041 031 027 | | 3 025 902 350 | |
| Nombre d'actions, hors auto-détention (fin de période) | 3 048 050 712 | | 3 024 783 738 | | 3 025 590 631 | |
| Nombre d'actions, hors auto-détention (moyenne) | 3 027 894 146 | | 3 015 082 065 | | 3 017 573 499 | |

1. Non pris en compte dans le calcul du résultat net par action

2. Tenant compte du programme de rachat d'actions portant sur un maximum de 15 128 677 actions ordinaires de Crédit Agricole S.A. annoncé le 30 septembre 2024, débuté le 1^{er} octobre 2024 et terminé le 6 novembre 2024. Les 15 128 677 actions ordinaires ont été annulées le 13 janvier 2025.

ANNEXES

DONNÉES PAR ACTION

| (en m€) | T3-2025 | T3-2024 | 9M-25 | 9M-24 | Δ T3/T3 |
|---|-------------|------------|--------|--------|---------|
| Résultat net part du Groupe | 1 836 | 1 666 | 6 050 | 5 397 | +10,2% |
| - Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS | (139) | (130) | (409) | (351) | +7,2% |
| - Impact change sur AT1 remboursé | 63 | (19) | 56 | (200) | re |
| RNPG attribuable aux actions ordinaires | [A] | 1 830 | 1 517 | 6 057 | +15,5% |
| Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m) | [B] | 3 037 | 3 031 | 3 028 | +0,2% |
| Résultat net par action | [A]/[B] | 0,58 € | 0,50 € | 1,98 € | +35,1% |
| (en m€) | 30/09/2025 | 30/09/2024 | | | |
| Capitaux propres - part du Groupe | 77 688 | 71 388 | | | |
| - Emissions AT1 | (8 564) | (6 102) | | | |
| - Réerves latentes OCI - part du Groupe | 2 871 | 2 517 | | | |
| Actif non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. | 72 005 | 67 802 | | | |
| - Écarts d'acquisition & incorporation - part du Groupe | (19 257) | (17 778) | | | |
| ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. | 52 748 | 50 023 | | | |
| Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m) | [F] | 3 048 | 3 040 | | |
| ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) | [D]/[F] | 22,6 € | 22,3 € | | |
| ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) | [G]/[E]/[F] | 17,2 € | 16,5 € | | |
| (en m€) | 9M-25 | 9M-24 | | | |
| Résultat net part du Groupe | 6 050 | 5 397 | | | |
| PV Amundi US | 304 | 0 | | | |
| Surtaxe IS | (11) | 0 | | | |
| IFRIC | (173) | (110) | | | |
| RNPG annualisé ⁽¹⁾ | 8 045 | 7 233 | | | |
| Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, impact change, annualisé | (489) | (734) | | | |
| Résultat ajusté | 7 556 | 6 499 | | | |
| AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ord. *** (2) | 49 167 | 46 635 | | | |
| ROTE (%) | = [P]/[U] | 15,4% | 13,9% | | |

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

(1) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé, de charges IFRIC et surtaxe IS, et d'une plus-value Amundi linéarisées sur l'année nets des coupons AT1.

(2) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2024 et 30/09/2025 (ligne [E]). Capitaux propres moyens part du Groupe retraités des intangibles, des réserves latentes, du stock de dettes AT1 et du projet de distribution de dividende sur le résultat en cours.

ANNEXES

INDICATEUR ALTERNATIF DE PERFORMANCE : ROTE

| Mds€ | 2019 | 2020 | 2021 | Q1-2022 | 6m-2022 | 9m-2022 | 2022 | Q1-2023 | 6m-2023 | 9m-2023 | 2023 | Q1-2024 | 6m-2024 | 9m-2024 | 2024 | Q1-2025 | 6m-2025 |
|--|--------|--------|--------|---------|---------|---------|--------|---------|---------|---------|--------|---------|---------|---------|--------|---------|---------|
| Résultat publié | 3 830 | 3 097 | 5 115 | 3 748 | 5 322 | 4 965 | 5 025 | 5 990 | 6 605 | 6 371 | 5 890 | 7 145 | 6 884 | 6 499 | 6 358 | 7 606 | 7 849 |
| RNPG publié annualisé et ajusté | (1) | 3 470 | 5 468 | 4 236 | 5 738 | 5 401 | 5 437 | 6 553 | 7 075 | 6 866 | 6 348 | 7 944 | 7 572 | 7 233 | 7 087 | 8 111 | 8 384 |
| - intérêts sur AT1 avant IS y compris frais d'émission, annualisés | -478 | -373 | -353 | -488 | -416 | -436 | -412 | -563 | -470 | -495 | -458 | -552 | -442 | -468 | -463 | -515 | -539 |
| - impact change sur les AT1 remboursés | -109 | | | | | | | | | | | -247 | -247 | -266 | -266 | 10 | 4 |
| Capitaux propres Groupe retraités ⁽³⁾ | 34 914 | 38 763 | 39 921 | 40 246 | 41 352 | 42 029 | 42 008 | 44 033 | 44 921 | 45 812 | 45 772 | 46 426 | 46 585 | 47 500 | 48 282 | 49 220 | 49 138 |
| AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. | 33 600 | 37 848 | 39 342 | 40 084 | 40 637 | 40 975 | 40 964 | 43 796 | 44 240 | 44 685 | 44 666 | 46 099 | 46 178 | 46 636 | 47 027 | 48 751 | 48 710 |
| ROTE Publié | 11,4% | 8,2% | 13,0% | 9,4% | 13,1% | 12,1% | 12,3% | 13,7% | 14,9% | 14,3% | 13,2% | 15,5% | 14,9% | 13,9% | 13,5% | 15,6% | 16,1% |

(1) 2019 : Exclusion du litige Emporiki (+1038m€ de RNPG)

(2) 2021 : Exclusion du badwill Creval (+375,6 m€ en RNPG)

(3) Capitaux propres moyens part du Groupe : changement de la méthodologie - retraitement de l'ensemble des réserves latentes vs. retraitement d'éléments spécifiques sélectionnés auparavant

Annexes

Indicateurs de risques

ANNEXES

EXPOSITIONS AU RISQUE SOUVERAIN FRANCE – CREDIT AGRICOLE S.A

Activité Bancaire ⁽⁴⁾ (en milliards d'euros)

| 30/06/2025 | Actifs financiers à la juste valeur par résultat | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables (OCI) | Actifs financiers au coût amorti | Total activité Banque ⁽³⁾ |
|---|--|--|----------------------------------|--------------------------------------|
| OAT | 2,2 | 2,8 | 12,4 | 17,4 |
| Assimilés risque souverain France ⁽¹⁾ | - | 4,7 | 7,8 | 12,5 |
| Total risque souverain France du portefeuille bancaire | 2,2 | 7,5 | 20,2 | 29,9 |

Activité Assurance ⁽⁴⁾ (en milliards d'euros)

| 30/06/2025 | Hors modèle VFA ⁽²⁾ | | | | Modèle VFA ⁽²⁾ (Variable Fee Approach) | Total activité Assurance |
|--|--|--|----------------------------------|------------------------------|---|--------------------------|
| | Actifs financiers à la juste valeur par résultat | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables (OCI) | Actifs financiers au coût amorti | Total Actifs Hors Modèle VFA | | |
| OAT | - | 1,3 | 0,4 | 1,7 | 35,7 | 37,4 |
| Assimilés risque souverain France ⁽¹⁾ | - | 1,8 | 0,5 | 2,3 | 10,2 | 12,5 |
| Total risque souverain France du portefeuille Assurance | - | 3,1 | 0,9 | 4,0 | 45,9 | 49,9 |

→ Les passifs comptabilisés en modèle VFA sous IFRS 17 correspondent au périmètre Epargne Retraite et Obsèques. L'impact des changements de valorisation des placements financiers adossés à ces engagements n'est pas matériel sur le résultat net ni les capitaux propres de Crédit Agricole S.A en raison des effets symétriques sur la valorisation de ces passifs.

1. Titres de dette du secteur public assimilés à des administrations centrales, régionales ou locales

2. Modèle VFA (Variable Fee Approach) : Epargne Retraite et Obsèques ; modèle BBA (Building Block Approach) : Prévoyance Emprunteur ; modèle PAA (Premium Allocation Approach) : Dommages

3. Données brutes de couverture. Couverture sur OAT du portefeuille bancaire : 0,3 mds€ ; Couverture sur Assimilés du portefeuille bancaire : 0,3 mds€.

4. Titres obligataires uniquement

ANNEXES

EXPOSITIONS AU RISQUE SOUVERAIN FRANCE – GROUPE CREDIT AGRICOLE

Activité Bancaire ⁽⁴⁾ (en milliards d'euros)

| 30/06/2025 | Actifs financiers à la juste valeur par résultat | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables (OCI) | Actifs financiers au coût amorti | Total activité Banque ⁽³⁾ |
|---|--|--|----------------------------------|--------------------------------------|
| OAT | 2,2 | 3,1 | 21,9 | 27,2 |
| Assimilés risque souverain France ⁽¹⁾ | - | 4,8 | 14,8 | 19,6 |
| Total risque souverain France du portefeuille bancaire | 2,2 | 7,9 | 36,7 | 46,8 |

Activité Assurance ⁽⁴⁾ (en milliards d'euros)

| 30/06/2025 | Hors modèle VFA ⁽²⁾ | | | | Modèle VFA ⁽²⁾ (Variable Fee Approach) | Total activité Assurance |
|--|--|--|----------------------------------|------------------------------|---|--------------------------|
| | Actifs financiers à la juste valeur par résultat | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables (OCI) | Actifs financiers au coût amorti | Total Actifs Hors Modèle VFA | | |
| OAT | - | 1,5 | 0,4 | 1,9 | 35,7 | 37,6 |
| Assimilés risque souverain France ⁽¹⁾ | - | 2,6 | 0,5 | 3,1 | 10,2 | 13,3 |
| Total risque souverain France du portefeuille Assurance | - | 4,1 | 0,9 | 5,0 | 45,9 | 50,9 |

→ Les passifs comptabilisés en modèle VFA sous IFRS 17 correspondent au périmètre Epargne Retraite et Obsèques. L'impact des changements de valorisation des placements financiers adossés à ces engagements n'est pas matériel sur le résultat net ni les capitaux propres du Groupe Crédit Agricole en raison des effets symétriques sur la valorisation de ces passifs.

1. Titres de dette du secteur public assimilés à des administrations centrales, régionales ou locales

2. Modèle VFA (Variable Fee Approach) : Epargne Retraite et Obsèques ; modèle BBA (Building Block Approach) : Prévoyance Emprunteur ; modèle PAA (Premium Allocation Approach) : Dommages

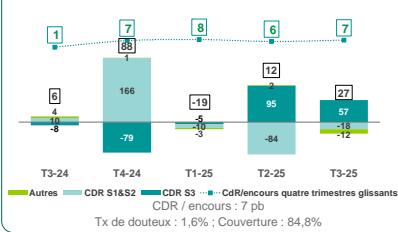
3. Données brutes de couverture. Couverture sur OAT du portefeuille bancaire : 0,3 mds€ ; Couverture sur Assimilés du portefeuille bancaire : 0,3 mds€.

4. Titres obligataires uniquement

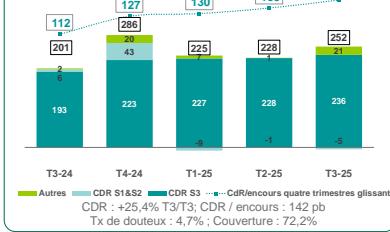
ANNEXES

CÔTÉ DU RISQUE

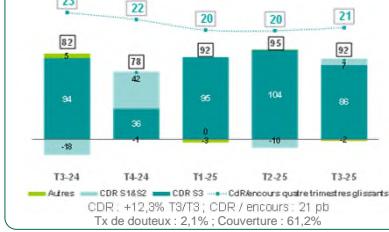
CACIB – Banque de Financement



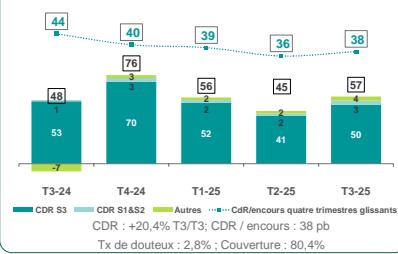
CAPFM



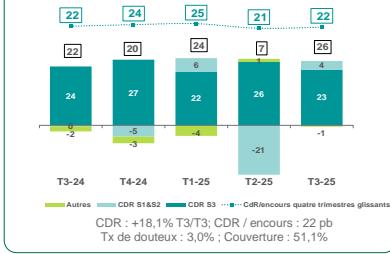
LCL



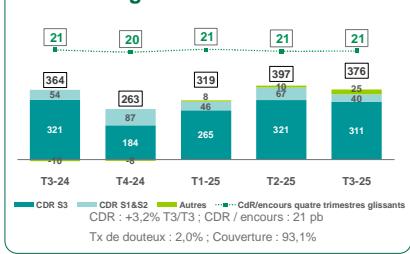
CA Italia



CAL&F



Caisses régionales



① Coût du risque sur encours (en pb trimestre annualisé) à 7 pb pour la Banque de Financement, 144 pb pour CAPFM, 21 pb pour LCL, 37 pb pour CA Italia, 29 pb pour CAL&F et 23 pb pour les CR ; les taux de couverture sont calculés sur les prêts et créances à la clientèle en défaut

ANNEXES

INDICATEURS DE RISQUES

Évolution des encours de crédit

Groupe Crédit Agricole - Evolution des encours de risque de crédit

| En m€ | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Encours bruts de créances clientèle | 1 189 387 | 1 210 126 | 1 208 120 | 1 212 138 | 1 218 838 |
| Dont créances dépréciées | 25 737 | 25 147 | 25 165 | 25 947 | 26 330 |
| Dépréciations constituées (y compris provisions collectives) | 21 314 | 21 284 | 21 365 | 21 620 | 21 868 |
| Dont dépréciations constituées au titre des encours de Stage 1 et 2 | 8 725 | 8 973 | 9 090 | 9 103 | 9 080 |
| Dont dépréciations constituées au titre de Stage 3 | 12 588 | 12 312 | 12 275 | 12 517 | 12 788 |
| Taux des créances dépréciées sur encours bruts | 2,2% | 2,1% | 2,1% | 2,1% | 2,2% |
| Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives) | 48,9% | 49,1% | 48,8% | 48,2% | 48,6% |
| Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives) | 82,8% | 84,9% | 84,9% | 83,3% | 83,1% |

Crédit Agricole S.A. - Evolution des encours de risque de crédit

| En m€ | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Encours bruts de créances clientèle | 539 065 | 557 686 | 555 013 | 555 811 | 559 849 |
| Dont créances dépréciées | 13 461 | 12 935 | 12 602 | 13 012 | 13 014 |
| Dépréciations constituées (y compris provisions collectives) | 9 612 | 9 585 | 9 440 | 9 388 | 9 465 |
| Dont dépréciations constituées au titre des encours de Stage 1 et 2 | 3 251 | 3 435 | 3 451 | 3 316 | 3 292 |
| Dont dépréciations constituées au titre de Stage 3 | 6 361 | 6 151 | 5 969 | 6 073 | 6 172 |
| Taux des créances dépréciées sur encours bruts | 2,5% | 2,3% | 2,3% | 2,3% | 2,3% |
| Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives) | 47,3% | 47,6% | 47,5% | 46,7% | 47,4% |
| Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives) | 71,4% | 74,1% | 74,9% | 72,2% | 72,7% |

ANNEXES

EXPOSITION GCA ET CASA À L'IMMOBILIER COMMERCIAL LIMITÉE ET DE QUALITÉ

Exposition limitée à l'immobilier commercial⁽¹⁾ à fin juin 2025

GCA : 56,6 Mds€ GCA (-1,4% vs déc. 24), soit 3,1% des engagements commerciaux

- donc ~14,2 Mds€ sur l'immobilier de bureaux, ~10,2 Mds sur les locaux commerciaux et ~15,9 Mds€ sur l'immobilier résidentiel
- donc 25,3 Mds€ sur les CRs, 22,1 Mds€ sur CACIB, 5,3 Mds€ sur LCL et 1,4 Mds€ sur CA Italia

Crédit Agricole S.A. : 31,3 Mds€ (-0,5% vs déc. 24), soit 2,7% des engagements commerciaux

- donc ~9,4 Mds€ sur l'immobilier de bureaux, ~5,3 Mds sur les locaux commerciaux et ~6,3 Mds€ sur l'immobilier résidentiel

Qualité des actifs sur l'immobilier commercial satisfaisante et risques maîtrisés à fin juin 2025

LTV (loan to value) : 70% des expositions GCA avec un LTV < 60%, 77% pour CASA⁽²⁾

Bonne qualité du portefeuille des expositions en immobilier commercial : 69% sont **Investment Grade** pour GCA et 83% pour CASA⁽³⁾

Taux de défaut bas en immobilier commercial : 2,2% GCA et 2,0% pour CASA⁽⁴⁾ et **taux de couverture** S3 de 56% pour GCA et 56% pour CASA.

1. Bilan et hors bilan; le périmètre inclue les Promoteurs immobiliers, les Foncières cotées ou non-cotées, les Fonds d'investissement spécialisés en immobilier, les Investisseurs patrimoniaux, et les filiales immobilières d'institutions financières (Assurances, Banques, etc.). Ce périmètre est légèrement différent des expositions sur l'immobilier corporatif présentées dans le document de référence, qui incluent notamment des financements immobiliers apportés aux clients corporatifs.

2. LTV calculé sur 68% des expositions aux professionnels de l'immobilier pour GCA et 70% des expositions sur CASA.

3. Équivalent notation interne

4. Taux de défaut calculé avec en dénominateur les expositions bilan et hors bilan.

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Expositions (bilan et hors bilan) / type de client (données immobilier commercial⁽¹⁾ GCA fin juin 2025)

| Type de client | Pourcentage |
|---|-------------|
| Foncières et fonds d'investissements immobiliers | 37% |
| Specialised Lending et investisseurs Patrimoniaux | 35% |
| Promotion | 22% |
| Autres secteurs | 6% |

Expositions (bilan et hors bilan) / zone géographique (données immobilier commercial⁽¹⁾ GCA fin juin 2025)

| Zone géographique | Pourcentage |
|-----------------------------|-------------|
| France | 72% |
| Italie | 6% |
| Reste de l'Union européenne | 8% |
| Etats-Unis | 5% |
| Reste du Monde | 9% |

ANNEXE

UN PORTEFEUILLE CORPORATE ÉQUILIBRÉ

Crédit Agricole S.A. : 373 Mds€ d'EAD⁽¹⁾ Corporate au 30/09/2025

| Secteur | Mds€ | Pourcentage |
|---|-------|-------------|
| AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES) | 55 Md | 14,8% |
| ELECTRICITE | 34 Md | 9,2% |
| IMMOBILIER | 30 Md | 8,1% |
| DIVERS | 22 Md | 6,0% |
| AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE | 22 Md | 5,9% |
| AUTOMOBILE | 22 Md | 5,8% |
| INDUSTRIE Lourde | 19 Md | 5,1% |
| TELECOM | 19 Md | 5,1% |
| OIL & GAS y compris Commodity traders | 19 Md | 5,0% |
| DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION | 17 Md | 4,5% |
| MARITIME | 15 Md | 3,9% |
| AERONAUTIQUE / AEROSPACE | 14 Md | 3,8% |
| AUTRES TRANSPORTS | 13 Md | 3,5% |
| INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE | 12 Md | 3,3% |
| ASSURANCE | 11 Md | 2,9% |
| AUTRES INDUSTRIES | 10 Md | 2,8% |
| BTP | 10 Md | 2,6% |
| SANTE / PHARMACIE | 9 Md | 2,4% |
| TOURISME / HOTELS / RESTAURATION | 8 Md | 2,0% |
| ENERGIE (hors O&G / Com traders et Electricity) | 3 Md | 0,8% |
| MEDIA / EDITION | 3 Md | 0,8% |
| UTILITES | 3 Md | 0,8% |
| BOIS / PAPIER / EMBALLAGE | 3 Md | 0,7% |
| SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIF | 1 Md | 0,2% |
| BANQUES | 0 Md | 0,1% |

(1) L'exposition en cas de défaut est une définition réglementaire utilisée dans le Pilier 3. Elle correspond à l'exposition en cas de défaut après prise en compte des facteurs d'atténuation du risque. Elle comprend les expositions à l'actif du bilan et une partie des engagements hors bilan après application du crédit conversion factor

(2) Équivalent notation interne

(3) Périmètre CACIB uniquement

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

→ 72,3% des expositions Corporate notées **Investment Grade**⁽²⁾

→ Expositions aux PME de 29,2 Mds€ au 30/09/2025

→ Expositions LBO⁽³⁾ de 4,2 Mds€ à fin août 2025

ANNEXES

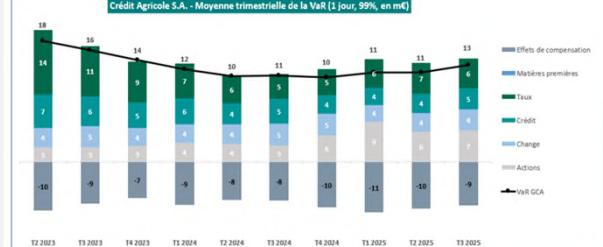
INDICATEURS DE RISQUES

VaR – expositions aux risques de marché

| en m€ | T3-25 | | | 30/09/2025 | 31/12/2024 |
|--|-----------|-----------|-----------|------------|------------|
| | Minimum | Maximum | Moyenne | | |
| Taux | 5 | 9 | 6 | 8 | 6 |
| Crédit | 3 | 7 | 5 | 6 | 3 |
| Change | 3 | 8 | 4 | 3 | 5 |
| Actions | 6 | 7 | 7 | 7 | 11 |
| Matières premières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VA R mutualisée de Crédit Agricole S.A. | 10 | 16 | 13 | 14 | 13 |
| Effet de compensation* | | | -9 | -10 | -13 |

- La VaR (99%,1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.
- VA R (99% - 1 jour) au 30/09/2025 : 14 m€ pour Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. - Moyenne trimestrielle de la VaR (1 jour, 99%, en m€)



* Gains de diversification entre facteurs de risques

Annexes

Structure financière et bilan

ANNEXES

STRUCTURE FINANCIÈRE ET BILAN

| Solvabilité (Mds€) | | Phasé | |
|--|--|--------------|--------------|
| | | 30/09/25 | 31/12/24 |
| Capital et réserves liées | | 32,6 | 30,9 |
| Autres réserves / Résultats non distribués | | 41,9 | 38,7 |
| Autres éléments du résultat global accumulés | | (2,9) | (2,0) |
| Résultat de l'exercice | | 6,0 | 7,1 |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE) | | 77,7 | 74,7 |
| (-) Prévision de distribution | | (2,8) | (3,3) |
| (-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables | | (8,6) | (7,2) |
| Intérêts minoritaires éligibles | | 4,6 | 5,2 |
| (-) Filtres prudentiels | | (0,8) | (0,9) |
| <i>dont : Prudent valuation</i> | | (1,5) | (1,4) |
| (-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles | | (18,9) | (18,5) |
| Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles | | (0,0) | (0,0) |
| Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions | | 0,0 | (0,3) |
| Dépassagement de franchises | | (1,7) | 0,0 |
| Couverture insuffisante des expositions non performantes (Pilier 2) | | 0,0 | (0,0) |
| Autres éléments du CET1 | | (1,3) | (1,2) |
| TOTAL CET1 | | 48,2 | 48,5 |
| Instruments AT1 | | 8,4 | 7,4 |
| Autres éléments AT1 | | (0,1) | (0,2) |
| TOTAL TIER 1 | | 56,5 | 55,8 |
| Instruments Tier 2 | | 15,1 | 16,0 |
| Autres éléments Tier 2 | | 0,2 | 0,5 |
| TOTAL CAPITAL | | 71,8 | 72,2 |
| EMPLOIS PONDÉRÉS | | 413,6 | 415,2 |
| Ratio CET1 | | 11,7% | 11,7% |
| Ratio Tier 1 | | 13,7% | 13,4% |
| Ratio global | | 17,4% | 17,4% |

ANNEXES

STRUCTURE FINANCIÈRE ET BILAN

Variation des capitaux propres (m€)

| En m€ | Pari du Groupe | Part des Minoritaires | Total | Dettes subordonnées |
|--|----------------|-----------------------|---------------|---------------------|
| Au 31 Décembre 2024 | 74 710 | 8 601 | 83 311 | 29 273 |
| Impacts nouvelles normes | | | | |
| Augmentation de capital | 86 | - | 86 | |
| Dividendes versés sur 2025 | (3 328) | (562) | (3 890) | |
| Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales | | | | |
| Variation des titres auto-détenus | 212 | - | 212 | |
| Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres | 1 315 | 505 | 1 820 | |
| Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres | (378) | (37) | (415) | |
| Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle | (202) | (1 170) | (1 372) | |
| Mouvements liés aux paiements en actions | 56 | 9 | 64 | |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | (666) | (23) | (689) | |
| Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence | (181) | (50) | (230) | |
| Résultat de la période | 6 050 | 780 | 6 830 | |
| Autres | 22 | 90 | 111 | |
| Au 30 septembre 2025 | 77 696 | 8 142 | 85 838 | 26 897 |

ANNEXES

STRUCTURE FINANCIÈRE ET BILAN

Bilan (Mds€)

| Actif | 30/09/2025 | 31/12/2024 | Passif | 30/09/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|--|----------------|----------------|
| Caisse, banques centrales | 173,0 | 162,3 | Banques centrales | 0,6 | 1,4 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 611,8 | 600,9 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 408,5 | 413,5 |
| Instruments dérivés de couverture | 15,4 | 19,2 | Instruments dérivés de couverture | 24,1 | 27,3 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 231,7 | 223,6 | | | |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 565,8 | 565,4 | Dettes envers les établissements de crédit | 172,9 | 178,4 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 550,4 | 548,1 | Dettes envers la clientèle | 877,0 | 868,1 |
| Titres de dette | 89,2 | 89,0 | Dettes représentées par un titre | 287,9 | 284,5 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | -1,4 | -0,2 | Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | -7,1 | -7,2 |
| Actifs d'impôts courants et différés | 5,2 | 5,0 | Passifs d'impôts courants et différés | 4,0 | 3,2 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 48,5 | 51,9 | Comptes de régularisation et passifs divers | 68,7 | 61,1 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | 0,0 | 0,8 | Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | - | 0,2 |
| Contrats d'assurance émis - Actif | 0,0 | 0,0 | Contrats d'assurance émis - Passif | 381,8 | 362,9 |
| Contrats de réassurance détenus - Actif | 1,1 | 1,0 | Contrats de réassurance détenus - Passif | 0,1 | 0,1 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 4,4 | 2,9 | | - | - |
| Immeubles de placement | 9,9 | 10,4 | Provisions | 3,7 | 3,8 |
| Immobilisations corporelles | 10,2 | 9,7 | Dettes subordonnées | 26,9 | 29,3 |
| Immobilisations incorporelles | 3,3 | 3,4 | Capitaux propres part du Groupe | 77,7 | 74,7 |
| Ecart d'acquisition | 16,4 | 16,3 | Participations ne donnant pas le contrôle | 8,1 | 8,6 |
| Total actif | 2 334,9 | 2 309,8 | Total passif | 2 334,9 | 2 309,8 |

Annexes

Indicateurs d'activité

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE GEA

Encours gérés (Mds€)

| En Mds€ | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Gestion d'actifs – Amundi | 1 973 | 2 037 | 2 116 | 2 156 | 2 192 | 2 240 | 2 247 | 2 267 | 2 317 | +5,7% |
| Epargne/retraite | 324 | 330 | 335 | 338 | 343 | 347 | 352 | 359 | 367 | +6,8% |
| Gestion de fortune(1) | 186 | 190 | 197 | 269 | 274 | 279 | 278 | 278 | 290 | +5,9% |
| Encours gérés - Total | 2 484 | 2 557 | 2 648 | 2 763 | 2 809 | 2 867 | 2 878 | 2 905 | 2 974 | +5,9% |

(1) retraités des actifs en conservation pour clients institutionnels

| En Mds€ | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|---------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|
| LCL Private Banking | 61,6 | 62,3 | 63,6 | 63,8 | 64,8 | 64,4 | 64,7 | 64,0 | 64,4 | (0,7%) |
| CAI Wealth Management | 124,9 | 127,7 | 133,2 | 204,9 | 209,2 | 214,7 | 213,3 | 214,2 | 225,8 | +7,9% |
| Of which France | 39,3 | 39,5 | 40,9 | 40,7 | 41,6 | 41,8 | 43,6 | 45,4 | 46,5 | +11,7% |
| Of which International(1) | 85,6 | 88,1 | 92,2 | 164,3 | 167,5 | 173,0 | 169,7 | 168,8 | 179,2 | +7,0% |
| Total | 186 | 190 | 197 | 269 | 274 | 279 | 278 | 278 | 290 | +5,9% |

(1) retraités des actifs en conservation pour clients institutionnels

ANNEXES

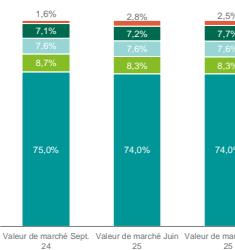
INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE GEA – ASSURANCES

Encours Assurance-Vie (Mds€)

| En Mds€ | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| en UC | 89,6 | 95,4 | 98,7 | 99,8 | 102,8 | 104,1 | 105,7 | 108,4 | 112,2 | +9,1% |
| en Euro | 234,6 | 234,9 | 236,2 | 238,2 | 240,5 | 243,2 | 246,7 | 251,0 | 254,6 | +5,9% |
| Total | 324,3 | 330,3 | 334,9 | 337,9 | 343,2 | 347,3 | 352,4 | 359,4 | 366,7 | +6,8% |
| Taux d'UC | 27,6% | 28,9% | 29,5% | 29,5% | 29,9% | 30,0% | 30,0% | 30,2% | 30,6% | +2,2% |

Assurance – Ventilation des placements (hors unités de compte) *

Assurance Dommage – Ratio Combiné



| Ratio combiné | T3-24 | T3-25 |
|---|-------|-------|
| Ratio combiné dommages en France (Pacific) y compris actualisation et hors désactualisation, net de réassurance : (sinistralité + frais généraux + commissions) / primes brutes acquises; | 95,5% | 95,4% |

* Nets des titres mis en pension et des dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés notamment

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ - PÔLE GEA – REVENUS ASSURANCES

| Activité | Modèle Poids moyen | Composantes | Facteurs d'évolution et éléments de volatilité | Sensibilité relative estimée par modèle |
|---|-----------------------|---|--|---|
|  Epargne, Retraite, Obsèques | VFA -70% | <ul style="list-style-type: none"> Allocation CSM <i>Loss component</i> (*) Relâchement RA Ecarts d'expérience (*) Réassurance (*) | <ul style="list-style-type: none"> Allocation de CSM du modèle VFA dépendant essentiellement de : <ul style="list-style-type: none"> l'évolution des encours (montant, comportement des assurés) conditions de marché courantes (taux, actions et spreads) en grande partie absorbées par la CSM conditions de marché prospectives (scenario over-return) Ponctuellement, les revenus VFA et BBA peuvent être impactés par la constatation d'écarts d'expérience et/ou la réévaluation de la profitabilité de certains contrats (<i>loss component</i>) Allocation de CSM du modèle BBA dépendant de : <ul style="list-style-type: none"> la rentabilité du portefeuille Prévoyance Emprunteur l'évolution de la sinistralité sur ces portefeuilles la variation des marchés financiers (taux et spreads) | +++ + ++ ++ |
|  Prévoyance (hors obsèques), Emprunteur, Assurances collectives | BBA -15% | | | + + + |
|  Dommages | PAA -15% | <ul style="list-style-type: none"> Résultat technique (net de réassurance) Résultat financier (*) | <ul style="list-style-type: none"> Evolution des primes et du coût de la réassurance Niveau de sinistralité, avec : <ul style="list-style-type: none"> la survenance d'événements climatiques majeurs la variation des courbes de taux de l'exercice courant Résultat financier dépendant des conditions de marché | + +++ ++ ++ |
|  Autres activités non assurantielles | -0% | <ul style="list-style-type: none"> Coût de refinancement Participations | <ul style="list-style-type: none"> Variation de la valorisation des participations classées en JVR détenues par la holding Marchés financiers et coût de refinancement | ++ + |

(*) composantes incluses dans « autres PNB » dans les précédentes publications de résultat

ANNEXES

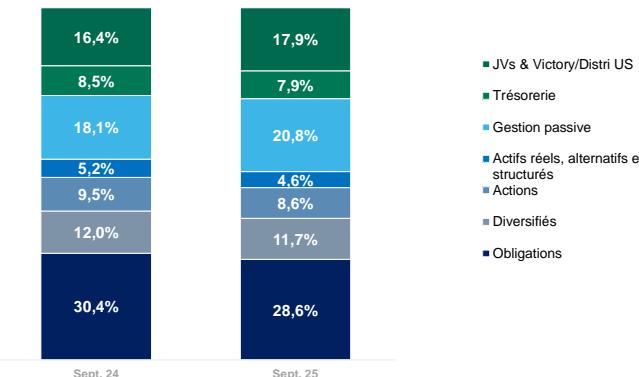
INDICATEURS D'ACTIVITÉ - PÔLE GEA – REVENUS ASSURANCES

| Revenus par activité - série proforma 2024 (m€) | T1-24 | T2-24 | T3-24 | T4-24 | T1-25 | T2-25 | T3-25 | T3/T3 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Epargne Retraite / Obsèques (VFA) | 473 | 568 | 411 | 512 | 505 | 587 | 495 | +20,5% |
| Prévoyance (hors obsèques) / Emprunteur / Assurances collectives (BBA) | 143 | 87 | 117 | 68 | 103 | 89 | 85 | (27,6%) |
| Dommages (PAA) | 97 | 99 | 101 | 134 | 122 | 114 | 91 | (9,6%) |
| Autres activités non assurantielles | 8 | 20 | 6 | 0 | -3 | 1 | 4 | ns |
| TOTAL | 722 | 774 | 635 | 714 | 727 | 790 | 675 | 6,3% |

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE GEA – AMUNDI

Ventilation des actifs sous gestion par classes d'actifs (Mds€)



ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE SFIS

Encours crédit à la consommation et crédit-bail / chiffre d'affaires factoré (Mds€)

ENCOURS CAPFM

Financement Personnel et Mobilité - encours bruts gérés

| (en Md€) | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | △ Sept./Sept. |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Groupe Crédit Agricole (LCL & CRs) | 22,1 | 22,5 | 22,7 | 23,1 | 23,4 | 23,7 | 23,8 | 24,1 | 24,4 | 4,4% |
| Automobile (CA Auto Bank + JV auto) | 43,6 | 44,7 | 45,6 | 46,0 | 46,6 | 48,4 | 49,6 | 49,1 | 49,6 | 6,4% |
| dont CA Auto Bank | 26,8 | 27,5 | 28,9 | 29,3 | 29,6 | 29,9 | 28,9 | 29,0 | 29,0 | -1,9% |
| Autres entités | 45,4 | 45,8 | 46,0 | 46,6 | 46,8 | 47,3 | 47,4 | 47,8 | 48,0 | 2,5% |
| dont CAPFM France | 13,7 | 13,7 | 13,5 | 13,4 | 13,1 | 12,9 | 12,6 | 12,4 | 12,4 | -6,0% |
| dont Agos | 16,5 | 16,8 | 17,0 | 17,3 | 17,5 | 17,7 | 17,7 | 18,0 | 18,1 | 3,6% |
| dont Autres entités | 15,1 | 15,3 | 15,5 | 15,9 | 16,3 | 16,7 | 17,1 | 17,4 | 17,7 | 8,6% |
| Total | 111,1 | 113,0 | 114,4 | 115,8 | 116,8 | 119,3 | 120,7 | 121,0 | 122,0 | 4,5% |
| dont encours consolidés | 65,8 | 66,8 | 68,1 | 68,6 | 68,9 | 69,1 | 68,7 | 68,0 | 68,0 | -1,3% |

ENCOURS CAL&F

Crédit Agricole Leasing & Factoring - Encours de crédit-bail et C.A. factoré

| (en Md€) | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | △ Sept./Sept. |
|----------------------------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|----------|---------------|
| Encours Crédit-bail | 18,5 | 18,9 | 19,4 | 19,8 | 20,1 | 20,3 | 20,5 | 20,8 | 20,9 | 4,3% |
| dont France | 14,9 | 15,1 | 15,4 | 15,7 | 15,9 | 16,0 | 16,1 | 16,4 | 16,4 | 3,5% |
| Chiffre d'affaires factoré | 28,9 | 32,4 | 30,4 | 32,2 | 30,0 | 34,6 | 32,1 | 33,8 | 32,6 | 8,7% |
| dont France | 17,8 | 20,4 | 18,7 | 19,9 | 18,1 | 21,2 | 19,3 | 20,6 | 19,7 | 8,4% |

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE BPF

Encours de collecte et de crédit (Mds€)

Banque de proximité en France (LCL) - Encours de collecte

| Encours de collecte (Mds€)* | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|------------------------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|----------------------|
| Titres | 14,2 | 13,8 | 15,7 | 14,4 | 14,6 | 14,8 | 14,7 | 14,7 | 15,3 | +5,1% |
| OPCVM | 8,9 | 9,2 | 9,8 | 9,6 | 10,4 | 10,2 | 9,6 | 9,7 | 10,4 | (0,5%) |
| Assurance-vie | 62,1 | 62,6 | 62,4 | 62,3 | 63,8 | 64,7 | 64,7 | 65,7 | 67,3 | +5,5% |
| Collecte Hors bilan | 85,2 | 85,6 | 87,9 | 86,4 | 88,8 | 89,7 | 89,0 | 90,1 | 93,0 | +4,7% |
| Dépôts à vue | 63,8 | 62,0 | 58,5 | 59,3 | 59,5 | 60,1 | 58,3 | 59,9 | 60,1 | +1,0% |
| Espargne logement | 9,6 | 9,4 | 9,3 | 9,2 | 9,0 | 8,9 | 8,8 | 8,7 | 8,5 | (5,5%) |
| Obligations | 8,0 | 10,0 | 10,2 | 11,7 | 11,4 | 11,2 | 11,6 | 11,9 | 12,0 | +4,7% |
| Livrets* | 50,1 | 51,0 | 52,9 | 53,0 | 53,2 | 53,4 | 56,7 | 56,3 | 55,6 | +4,4% |
| DAT | 24,3 | 29,7 | 32,1 | 32,3 | 31,3 | 31,7 | 32,0 | 29,3 | 28,0 | (10,6%) |
| Collecte Bilan | 155,9 | 162,0 | 162,9 | 165,4 | 164,5 | 165,3 | 167,5 | 166,0 | 164,2 | (0,2%) |
| TOTAL | 241,0 | 247,6 | 250,8 | 251,8 | 253,3 | 255,0 | 256,5 | 256,0 | 257,2 | +1,5% |
| Livrets*, dont (Mds€) | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
| Livret A | 15,7 | 15,8 | 16,8 | 17,1 | 17,4 | 17,5 | 18,2 | 18,4 | 18,4 | +6,0% |
| LEP | 1,7 | 2,0 | 2,3 | 2,4 | 2,4 | 2,5 | 2,6 | 2,5 | 2,5 | +3,5% |
| LDD | 9,7 | 9,6 | 10,0 | 10,1 | 10,2 | 10,1 | 10,5 | 10,5 | 10,5 | +3,5% |
| TOTAL | 27,1 | 27,5 | 29,1 | 29,6 | 30,0 | 30,0 | 31,3 | 31,4 | 31,5 | +5,0% |

* Y compris épargne liquide entreprise. Encours de Livret A, LDD et LEP avant centralisation auprès de la CDC.

Banque de proximité en France (LCL) - Encours de crédit

| Encours de crédit (Mds€) | Sept. 23 | Déc. 23 | Mars24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Entreprises | 31,6 | 31,7 | 31,3 | 31,5 | 31,6 | 31,9 | 32,6 | 33,3 | 33,3 | +5,5% |
| Professionnels | 24,2 | 24,4 | 24,4 | 24,4 | 24,6 | 24,7 | 24,8 | 25,0 | 25,0 | +2,4% |
| Consommation | 8,6 | 8,7 | 8,6 | 8,6 | 8,7 | 8,9 | 8,5 | 8,6 | 8,6 | (1,4%) |
| Habitat | 103,5 | 103,9 | 103,8 | 103,7 | 104,1 | 105,3 | 105,6 | 105,6 | 106,1 | +1,9% |
| TOTAL | 168,0 | 168,8 | 168,1 | 168,2 | 168,8 | 170,7 | 170,7 | 171,5 | 172,3 | +2,4% |

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE BPF

Produit net bancaire (m€)

| Produit net bancaire (m€) | T3-23 | T4-23 | T1-24 | T2-24 | T3-24 | T4-24 | T1-25 | T2-25 | T3-25 | Δ T3/T3 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|
| Marge d'intérêt** | 546 | 507 | 469 | 514 | 506 | 469 | 461 | 497 | 497 | (1,8%) |
| Epargne logement (PEL/CEL) | 52 | 6 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | -1 | 1 | N.S. |
| Marge d'intérêt hors PEL/CEL | 494 | 501 | 469 | 513 | 506 | 469 | 461 | 498 | 496 | (2,0%) |
| Commissions** | 450 | 452 | 485 | 465 | 473 | 491 | 502 | 479 | 485 | +2,6% |
| - Gestion mobilière | 30 | 33 | 33 | 30 | 28 | 31 | 24 | 22 | 29 | +4,2% |
| - Assurance | 182 | 183 | 204 | 193 | 190 | 188 | 217 | 204 | 206 | +8,8% |
| - Gestion de comptes services et moyens de paiement** | 238 | 237 | 248 | 242 | 255 | 271 | 262 | 254 | 250 | (2,2%) |
| TOTAL | 996 | 959 | 954 | 979 | 979 | 960 | 963 | 976 | 982 | +0,4% |
| TOTAL HORS EL | 944 | 953 | 954 | 978 | 979 | 960 | 963 | 978 | 981 | +0,2% |

* yc, autres revenus

** retraitement comptable entre MNI et commissions opérée à partir du T1-25

ANNEXES

POLITIQUE ALM

Principes de la gestion ALM du portefeuille bancaire

- Risque de taux d'intérêt global quantifié à l'aide de mesures statiques et dynamiques s'appuyant sur le calcul de gaps ou impasses de taux mesurant l'écart entre les actifs et les passifs à taux fixe au bilan, année par année. L'écoulement du bilan dépend des hypothèses sur le comportement des clients.
- GCA est structurellement receveur taux fixe**, les gaps sont réduits par la contractualisation de swaps payeur taux fixe
- Gouvernance**, normes et principaux modèles d'écoulements des actifs et passifs à taux fixe centralisés chez CASA. **Gestion quotidienne décentralisée** au sein des entités, consolidée et reportée à CASA tous les trimestres
- Encadrement des entités** sous la forme de limites de gap (couloir)

Gap de taux Fixe pour illustration (non conforme à la réalité)

Passif
Actif
GAP de taux avant couverture
GAP de taux après couverture
Limite autorisée (couloir)

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

LCL : Evolution de la marge d'intérêt et impact de la macrocouverture

Marge nette d'intérêts
Marge brute d'intérêts
Effet macrocouverture
en période de hausse des taux, la macrocouverture contribue positivement à la MNI
cet effet se réduit progressivement depuis début 2024

La macrocouverture désensibilise la MNI de LCL aux variations de taux d'intérêt

ANNEXES

Evolution de la structure de bilan de LCL – entre fin 2021 et septembre 2025

Encours Crédits

| Catégorie | Septembre 2025 | Septembre 2021 |
|----------------|----------------|----------------|
| Habitat | 173 mds€ (61%) | 151 mds€ (61%) |
| Consommation | 5% | 6% |
| Professionnels | 14% | 14% |
| Entreprises | 19% | 19% |

Encours Dépôts

| Catégorie | Décembre 2021 | Septembre 2025 |
|---------------------------------|---------------|----------------|
| DAT | 145 mds€ (6%) | 164 mds€ (17%) |
| Livrets | 29% | 34% |
| Obligations* E épargne logement | 3% / 7% | 7% / 5% |
| Dépôts à vue | 54% | 37% |

Septembre 2025 → Décembre 2021 → Septembre 2025

* obligations commercialisées auprès la clientèle LCL et logées en Assurance Vie ou sur des Comptes Titres

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Evolution des taux moyens clients (ressources et crédits)

Taux moyen des crédits clients
Taux moyen des ressources clients
Repricing progressif du portefeuille de crédits, contraint par le taux d'usure & une production réduite
Hausse du coût des ressources : déformation du mix de dépôts & hausse des taux de rémunération

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE CR

Encours de collecte et de crédit (Mds€)

| Encours de collecte (Mds€)* | Sept. 23 | Déc. 23 | Mar. 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Titres | 46,7 | 47,5 | 49,4 | 46,8 | 48,4 | 47,8 | 49,3 | 49,3 | 50,2 | +3,7% |
| OPCVM | 27,6 | 28,5 | 29,5 | 29,6 | 31,0 | 30,3 | 32,3 | 32,8 | 33,9 | +9,3% |
| Assurance-vie | 210,6 | 216,2 | 218,7 | 219,8 | 222,2 | 226,9 | 231,0 | 235,0 | 238,2 | +7,2% |
| Collecte Hors bilan | 284,9 | 292,2 | 297,6 | 296,2 | 301,6 | 305,0 | 312,6 | 317,2 | 322,3 | +6,6% |
| Dépôts à vue | 211,2 | 204,1 | 197,5 | 201,2 | 200,1 | 199,0 | 198,8 | 200,8 | 203,7 | +1,8% |
| Espargne logement | 103,4 | 101,6 | 96,7 | 93,5 | 91,3 | 90,7 | 87,7 | 85,7 | 84,3 | (7,7%) |
| Livrets | 199,4 | 203,8 | 206,0 | 207,6 | 209,6 | 215,8 | 218,0 | 219,5 | 220,6 | +5,2% |
| Comptes et dépôts à terme | 73,0 | 86,3 | 95,3 | 99,3 | 100,3 | 100,4 | 100,6 | 100,2 | 100,7 | +0,5% |
| Collecte Bilan | 586,9 | 595,8 | 595,5 | 601,5 | 601,3 | 605,9 | 603,2 | 606,1 | 609,3 | +1,3% |
| TOTAL | 871,9 | 888,0 | 893,1 | 897,8 | 903,0 | 910,9 | 915,7 | 923,3 | 931,6 | +3,2% |

| Livrets, dont (Mds€)* | Sept. 23 | Déc. 23 | Mar. 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|-----------------------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|----------|---------------|
| Livret A | 79,6 | 82,3 | 84,3 | 85,8 | 86,9 | 90,2 | 91,3 | 92,0 | 91,9 | +5,8% |
| LEP | 18,6 | 22,9 | 24,4 | 24,5 | 24,9 | 26,4 | 26,7 | 25,6 | 25,9 | +3,7% |
| LDD | 40,8 | 41,9 | 42,6 | 43,1 | 43,4 | 44,6 | 45,1 | 45,5 | 45,4 | +4,7% |
| Livrets sociétaires | 13,9 | 13,9 | 14,7 | 15,3 | 15,9 | 16,6 | 17,6 | 18,5 | 19,2 | +20,4% |

* Y compris épargne liquide entreprise. Encours de Livret A, LDD et LEP avant centralisation auprès de la CDC.

| Encours de crédit (Mds€) | Sept. 23 | Déc. 23 | Mar. 24 | Juin 24 | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 | Δ Sept./Sept. |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Habitat | 392,1 | 392,7 | 390,7 | 390,4 | 391,0 | 392,0 | 392,3 | 393,6 | 395,6 | +1,2% |
| Consommation | 23,2 | 23,6 | 23,5 | 23,6 | 23,9 | 24,3 | 24,2 | 24,6 | 24,9 | +3,9% |
| Entreprises | 119,5 | 121,0 | 121,7 | 122,4 | 124,1 | 125,8 | 126,6 | 127,1 | 127,6 | +2,9% |
| Professionnels | 30,8 | 30,5 | 30,1 | 29,9 | 29,8 | 29,6 | 29,5 | 29,4 | 29,3 | (1,7%) |
| Agriculture | 46,5 | 46,0 | 46,3 | 46,8 | 47,2 | 46,6 | 47,1 | 47,8 | 48,0 | +1,8% |
| Collectivités locales | 32,7 | 32,4 | 31,4 | 30,8 | 29,7 | 29,5 | 29,0 | 29,1 | 29,0 | (2,6%) |
| TOTAL | 644,9 | 646,2 | 643,6 | 644,0 | 645,8 | 647,8 | 648,8 | 651,7 | 654,4 | +1,3% |

ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE CR

Détail des commissions / Evolution des encours de crédit (m€)

| m€ | T3-23 | T4-23 | T1-24 | T2-24 | T3-24 | T4-24 | T1-25 | T2-25 | T3-25 | Δ T3/T3 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Services et autres opérations bancaires | 227 | 209 | 240 | 230 | 231 | 238 | 243 | 237 | 232 | +0,5% |
| Valeurs mobilières | 66 | 71 | 80 | 76 | 77 | 87 | 77 | 77 | 79 | +2,3% |
| Assurances | 852 | 824 | 1 086 | 885 | 890 | 850 | 1 043 | 912 | 916 | +42,9% |
| Gestion de comptes et moyens de paiement | 538 | 543 | 543 | 550 | 562 | 553 | 561 | 560 | 553 | (1,6%) |
| Revenus nets des autres activités clientèle(1) | 116 | 152 | 103 | 119 | 125 | 111 | 113 | 108 | 110 | (12,1%) |
| TOTAL⁽¹⁾ | 1 798 | 1 799 | 2 052 | 1 859 | 1 886 | 1 829 | 2 046 | 1 894 | 1 890 | +0,2% |

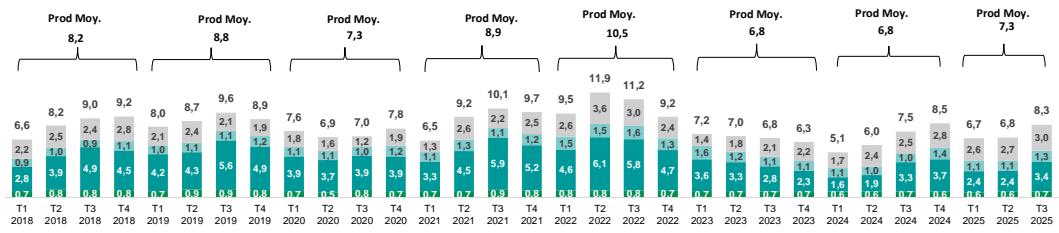
(1) Revenus générés par les filiales des Caisses régionales, notamment commissions de crédit-bail et de location simple

| Caisses régionales - Evolution des encours de risque de crédit | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| En m€ | Sept. 24 | Déc. 24 | Mars 25 | Juin 25 | Sept. 25 |
| Encours bruts de créances clientèle | 650 146 | 652 353 | 653 020 | 656 226 | 658 896 |
| dont créances dépréciées | 12 272 | 12 119 | 12 560 | 12 932 | 13 313 |
| Dépréciations constituées (y compris provisions collectives) | 11 699 | 11 696 | 11 923 | 12 228 | 12 400 |
| Dont dépréciations constituées au titre des encours de Stage 1 et 2 | 5 474 | 5 537 | 5 639 | 5 787 | 5 787 |
| Dont dépréciations constituées au titre de Stage 3 | 6 225 | 6 159 | 6 283 | 6 442 | 6 613 |
| Taux des créances dépréciées sur encours bruts | 1,9% | 1,9% | 1,9% | 2,0% | 2,0% |
| Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives) | 50,7% | 50,8% | 50,0% | 49,8% | 49,7% |
| Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives) | 95,3% | 96,5% | 94,9% | 94,6% | 93,1% |

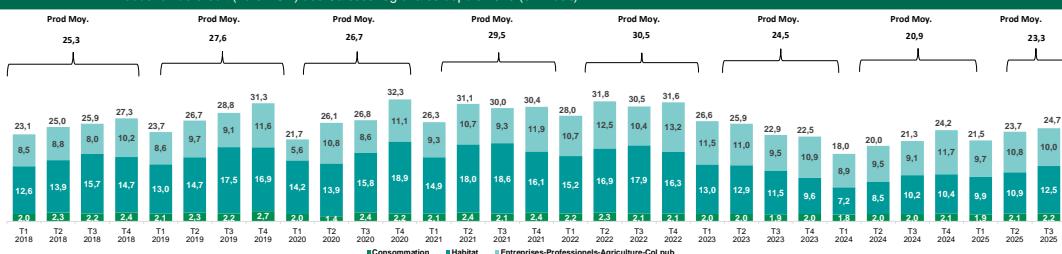
ANNEXES

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE CRÉDITS EN BANQUE DE PROXIMITÉ

Production de crédit (hors PGE) LCL depuis 2018 (en Mds€)



Production de crédit (hors PGE) des Caisses régionales depuis 2018 (en Mds€)



ANNEXES

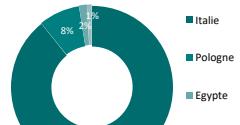
INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE BPI

Encours de crédit / Encours de collecte bilan / PNB par entité et par type de clientèle (%)

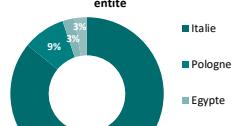
| CA Italie (mds€)* | Sept 23 | Dec 23 | Mar 24 | Jun 24 | Sept 24 | Déc. 24 | Mar 25 | Jun 25 | Sept 25 | Δ Sept. / Sept. |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| Total encours de crédits | 59,5 | 61,1 | 60,1 | 61,0 | 61,3 | 62,1 | 61,1 | 62,0 | 62,1 | +1,3% |
| dont crédits aux particuliers | 29,6 | 29,9 | 29,9 | 30,2 | 30,7 | 30,9 | 30,8 | 31,1 | 31,4 | +2,3% |
| dont crédits aux professionnels | 8,7 | 8,6 | 8,0 | 7,9 | 7,9 | 7,9 | 7,6 | 7,6 | 7,5 | (4,9%) |
| dont crédits aux entreprises, y compris PMEs | 18,2 | 19,5 | 19,1 | 19,7 | 19,6 | 20,2 | 19,6 | 20,2 | 20,0 | +2,2% |
| dont leasing et autres | 3,0 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,2 | 3,1 | 3,1 | 3,2 | +1,3% |
| Total encours de collecte bilan | 64,5 | 65,7 | 65,5 | 65,3 | 64,2 | 66,0 | 64,1 | 65,5 | 65,1 | +1,3% |
| Total encours de collecte hors bilan | 48,8 | 50,1 | 50,8 | 51,4 | 53,2 | 54,0 | 54,1 | 55,0 | 56,2 | +5,6% |
| Total collecte | 113,2 | 115,8 | 116,3 | 116,7 | 117,4 | 120,0 | 118,2 | 120,5 | 121,3 | +3,3% |
| Autres BPI (mds€) | Sept 23 | Dec 23 | Mar 24 | Jun 24 | Sept 24 | Dec 24 | Mar 25 | Jun 25 | Sept 25 | Δ Sept. / Sept. |
| Total encours de crédits | 7,0 | 7,3 | 7,0 | 7,0 | 7,3 | 7,4 | 7,4 | 7,5 | 7,5 | +2,9% |
| dont Crédits aux particuliers | 3,8 | 4,0 | 4,0 | 4,1 | 4,2 | 4,3 | 4,4 | 4,4 | 4,5 | +5,7% |
| dont Crédits aux professionnels et PME | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | +8,6% |
| dont Crédits aux grandes entreprises | 2,9 | 3,0 | 2,7 | 2,6 | 2,7 | 2,6 | 2,7 | 2,6 | 2,6 | (2,5%) |
| Total encours de collecte bilan | 10,3 | 11,2 | 10,0 | 10,2 | 10,2 | 11,2 | 11,0 | 10,6 | 10,6 | +4,8% |
| Total encours de collecte hors bilan | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 1,1 | +26,6% |
| Total collecte | 11,0 | 11,9 | 10,8 | 11,0 | 11,0 | 12,1 | 12,0 | 11,7 | 11,8 | +6,5% |

* Net des encours POCI

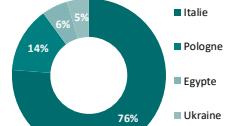
Encours de crédit T3-25 par entité



Encours de collecte bilan T3-25 par entité



PNB T3-25 par entité



ANNEXES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ – PÔLE BPI

Produit net bancaire (m€)

BPI Italie - Détail du produit net bancaire

| Produit net bancaire (m€) | T3-23 | T4-23 | T1-24 | T2-24 | T3-24 | T4-24 | T1-25 | T2-25 | T3-25 | Δ T3/T3 |
|---------------------------------|------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|
| Marge d'intérêt | 459 | 450 | 450 | 453 | 447 | 449 | 424 | 433 | 430 | (4,0%) |
| Commissions | 320 | 292 | 303 | 328 | 322 | 292 | 326 | 328 | 326 | +1,2% |
| - Commissions sur encours gérés | 117 | 100 | 145 | 139 | 129 | 118 | 162 | 151 | 143 | +10,5% |
| - Commissions bancaires | 204 | 193 | 158 | 189 | 194 | 173 | 164 | 177 | 184 | (5,0%) |
| Autres revenus | 4 | (28) | 21 | 4 | (6) | (7) | 27 | 6 | 3 | N.S. |
| TOTAL | 783 | 714 | 775 | 784 | 764 | 733 | 777 | 767 | 759 | (0,7%) |

Annexes Groupe Crédit Agricole

ANNEXES

CONTRIBUTION DES PÔLES MÉTIERS AU RÉSULTAT T3-25

| En m€ | T3-25 | | | | | | | |
|--|------------|------------|------------|--------------|------------|------------|--------------|--------------|
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 3 422 | 982 | 1 020 | 1 844 | 883 | 2 099 | (520) | 9 731 |
| Charges d'exploitation | (2 434) | (638) | (524) | (969) | (447) | (1 246) | 471 | (5 787) |
| Résultat brut d'exploitation | 988 | 345 | 496 | 876 | 436 | 853 | (49) | 3 944 |
| Coût du risque | (376) | (92) | (77) | (9) | (278) | (37) | 0 | (869) |
| Sociétés mises en équivalence | - | - | - | 52 | (9) | 7 | - | 50 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (1) | 2 | (0) | (1) | 1 | (1) | (0) | (0) |
| Résultat avant impôt | 611 | 255 | 418 | 918 | 150 | 822 | (49) | 3 125 |
| Impôts | (160) | (70) | (126) | (187) | (31) | (269) | 97 | (745) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | (0) | - | - | - | - | (0) |
| Résultat net | 451 | 185 | 292 | 731 | 119 | 553 | 48 | 2 379 |
| Intérêts minoritaires | (0) | (0) | (40) | (83) | (22) | 79 | 2 | (63) |
| Résultat net part du Groupe | 451 | 185 | 253 | 649 | 97 | 632 | 50 | 2 316 |
| T3-24 | | | | | | | | |
| En m€ | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 3 266 | 979 | 1 029 | 1 857 | 869 | 2 054 | (842) | 9 213 |
| Charges d'exploitation | (2 409) | (608) | (539) | (868) | (437) | (1 240) | 511 | (5 590) |
| Résultat brut d'exploitation | 857 | 371 | 490 | 989 | 433 | 814 | (331) | 3 623 |
| Coût du risque | (364) | (82) | (60) | (13) | (223) | (19) | (40) | (801) |
| Sociétés mises en équivalence | 0 | - | - | 33 | 23 | 6 | - | 61 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 0 | 0 | 0 | (3) | (2) | (0) | (2) | (5) |
| Résultat avant impôt | 493 | 290 | 430 | 1 006 | 231 | 801 | (372) | 2 877 |
| Impôts | (122) | (66) | (176) | (156) | (42) | (234) | 210 | (587) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net | 371 | 224 | 254 | 850 | 189 | 566 | (162) | 2 291 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (40) | (128) | (17) | (35) | 10 | (211) |
| Résultat net part du Groupe | 371 | 223 | 214 | 722 | 172 | 531 | (153) | 2 080 |

CR: Caisses régionales ; GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BPI : Banque de proximité à l'international ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

ANNEXES

CONTRIBUTION DES PÔLES MÉTIERS AU RÉSULTAT 9M-25

| En m€ | 9M-25 | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 10 138 | 2 922 | 3 099 | 5 861 | 2 632 | 6 730 | (1 795) | 29 586 |
| Charges d'exploitation | (7 654) | (1 860) | (1 600) | (2 768) | (1 359) | (3 862) | 1 453 | (17 651) |
| Résultat brut d'exploitation | 2 484 | 1 062 | 1 499 | 3 093 | 1 273 | 2 868 | (343) | 11 936 |
| Coût du risque | (1 092) | (278) | (206) | (26) | (762) | (32) | (47) | (2 443) |
| Sociétés mises en équivalence | 7 | - | - | 137 | 14 | 22 | - | 180 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3 | 4 | (0) | 448 | 2 | (0) | 0 | 456 |
| Résultat avant impôt | 1 401 | 788 | 1 294 | 3 652 | 526 | 2 858 | (390) | 10 128 |
| Impôts | (427) | (250) | (393) | (786) | (102) | (723) | 279 | (2 401) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | 0 | - | - | - | - | 0 |
| Résultat net | 974 | 537 | 900 | 2 866 | 424 | 2 136 | (111) | 7 727 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (122) | (431) | (64) | 0 | 10 | (608) |
| Résultat net part du Groupe | 974 | 537 | 778 | 2 436 | 360 | 2 136 | (101) | 7 120 |
| 9M-24 | | | | | | | | |
| En m€ | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 9 834 | 2 912 | 3 161 | 5 596 | 2 605 | 6 544 | (2 407) | 28 244 |
| Charges d'exploitation | (7 453) | (1 801) | (1 637) | (2 435) | (1 333) | (3 741) | 1 535 | (16 866) |
| Résultat brut d'exploitation | 2 381 | 1 111 | 1 523 | 3 161 | 1 272 | 2 803 | (872) | 11 378 |
| Coût du risque | (1 056) | (295) | (219) | (18) | (653) | (25) | (59) | (2 324) |
| Sociétés mises en équivalence | 7 | - | - | 94 | 83 | 20 | - | 203 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3 | 5 | 0 | (23) | (3) | 2 | (3) | (19) |
| Résultat avant impôt | 1 335 | 820 | 1 305 | 3 214 | 699 | 2 800 | (935) | 9 238 |
| Impôts | (313) | (185) | (436) | (658) | (138) | (717) | 343 | (2 104) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net | 1 022 | 635 | 869 | 2 557 | 560 | 2 083 | (592) | 7 134 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (129) | (364) | (59) | (104) | 15 | (643) |
| Résultat net part du Groupe | 1 021 | 635 | 739 | 2 193 | 502 | 1 979 | (577) | 6 491 |

CR: Caisses régionales ; GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BPI : Banque de proximité à l'international ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

ANNEXES

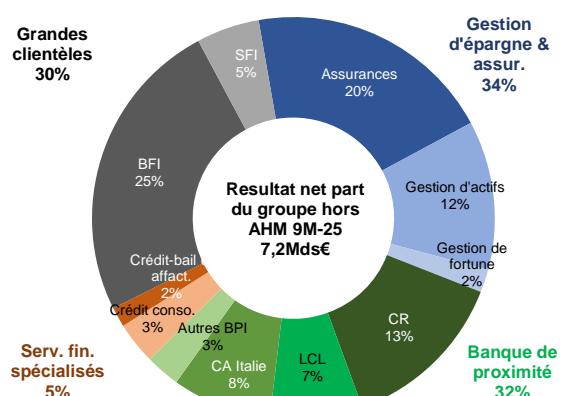
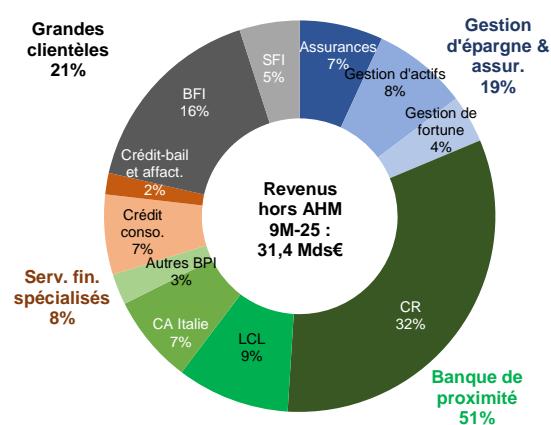
COMpte DE RÉSULTAT – T3-25 VS T3-24 ET 9M-25 VS 9M-24

| En m€ | T3-25 | T3-24 | Δ T3/T3 | 9M-25 | 9M-24 | Δ 9M/9M |
|---|--------------|--------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Produit net bancaire | 9 731 | 9 213 | +5,6% | 29 586 | 28 244 | +4,8% |
| Charges d'exploitation | (5 787) | (5 590) | +3,5% | (17 651) | (16 866) | +4,7% |
| Résultat brut d'exploitation | 3 944 | 3 623 | +8,9% | 11 936 | 11 378 | +4,9% |
| Coût du risque de crédit | (869) | (801) | +8,4% | (2 443) | (2 324) | +5,1% |
| Sociétés mises en équivalence | 50 | 61 | (19,2%) | 180 | 203 | (11,3%) |
| Gains ou pertes sur autres actifs | (0) | (5) | (97,6%) | 456 | (19) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | ns | - | - | ns |
| Résultat avant impôt | 3 125 | 2 877 | +8,6% | 10 128 | 9 238 | +9,6% |
| Impôt | (745) | (587) | +27,0% | (2 401) | (2 104) | +14,1% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | (0) | - | ns | 0 | - | ns |
| Résultat net | 2 379 | 2 291 | +3,9% | 7 727 | 7 134 | +8,3% |
| Intérêts minoritaires | (63) | (211) | (70,1%) | (608) | (643) | (5,4%) |
| Résultat net part du Groupe | 2 316 | 2 080 | +11,4% | 7 120 | 6 491 | +9,7% |
| Coefficient d'exploitation (%) | 59,5% | 60,7% | -1,2 pp | 59,7% | 59,7% | -0,1 pp |

ANNEXES

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Revenus et RNPG 9M par métier hors AHM (m€)



ANNEXES

STRUCTURE FINANCIÈRE ET BILAN

| Solvabilité (Mds€) | Phasé | |
|--|--------------|--------------|
| | 30/09/25 | 31/12/24 |
| Capital et réserves liées | 33,9 | 32,0 |
| Autres réserves / Résultats non distribués | 109,3 | 103,0 |
| Autres éléments du résultat global accumulés | (2,7) | (1,8) |
| Résultat de l'exercice | 7,1 | 8,6 |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE) | 147,6 | 141,9 |
| (-) Prévision de distribution | (1,3) | (1,6) |
| (-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables | (8,6) | (7,2) |
| Intérêts minoritaires éligibles | 3,6 | 4,2 |
| (-) Filtres prudentiels | (2,1) | (2,2) |
| <i>dont : Prudent valuation</i> | (2,9) | (2,7) |
| (-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles | (19,6) | (19,1) |
| Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles | (0,1) | (0,0) |
| Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions | 0,0 | (0,4) |
| Dépassement de franchises | 0,0 | 0,0 |
| Couverture insuffisante des expositions non performantes (Pilier 2) | (1,5) | (1,4) |
| Autres éléments du CET1 | (2,4) | (1,9) |
| TOTAL CET1 | 115,7 | 112,2 |
| Instruments AT1 | 8,4 | 7,4 |
| Autres éléments AT1 | 0,1 | (0,1) |
| TOTAL TIER 1 | 124,1 | 119,5 |
| Instruments Tier 2 | 15,1 | 16,0 |
| Autres éléments Tier 2 | 1,2 | 1,4 |
| TOTAL CAPITAL | 140,4 | 136,9 |
| EMPLOIS PONDÉRÉS | 658,3 | 653,4 |
| Ratio CET1 | 17,6% | 17,2% |
| Ratio Tier1 | 18,9% | 18,3% |
| Ratio global | 21,3% | 20,9% |

ANNEXES

STRUCTURE FINANCIÈRE ET BILAN

Bilan (Mds€)

| Actif | 30/09/2025 | | Passif | |
|--|----------------|----------------|--|------------------------|
| | 30/09/2025 | 31/12/2024 | 30/09/2025 | 31/12/2024 |
| Caisse, banques centrales | 178,3 | 165,8 | Banques centrales | 0,6 1,4 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 621,8 | 607,5 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 403,5 407,8 |
| Instrument dérivés de couverture | 23,4 | 27,6 | Instrument dérivés de couverture | 27,8 32,1 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 242,9 | 234,5 | | |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 147,7 | 145,5 | Dettes envers les établissements de crédit | 86,9 88,2 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 1197,0 | 1188,8 | Dettes envers la clientèle | 1178,7 1164,5 |
| Titres de dette | 125,7 | 123,6 | Dettes représentées par un titre | 294,2 291,2 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | -7,1 | -5,0 | Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | -7,7 -7,7 |
| Actifs d'impôts courants et différés | 8,0 | 7,6 | Passifs d'impôts courants et différés | 4,0 2,9 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 49,6 | 54,0 | Comptes de régularisation et passifs divers | 77,2 70,9 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | - | 0,8 | Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | - 0,2 |
| Contrats d'assurance émis - Actif | 0,0 | 0,0 | Contrats d'assurance émis - Passif | 386,2 366,5 |
| Contrats de réassurance détenus - Actif | 1,2 | 1,0 | Contrats de réassurance détenus - Passif | 0,1 0,1 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 3,7 | 2,5 | | |
| Immeubles de placement | 11,8 | 12,1 | Provisions | 5,6 5,7 |
| Immobilisations corporelles | 15,2 | 14,6 | Dettes subordonnées | 26,8 29,1 |
| Immobilisations incorporelles | 3,7 | 3,8 | Capitaux propres part du Groupe | 147,6 141,9 |
| Ecart d'acquisition | 17,0 | 16,9 | Participations ne donnant pas le contrôle | 6,4 6,9 |
| Total actif | 2 637,9 | 2 601,7 | Total passif | 2 637,9 2 601,7 |

Annexes Risques juridiques

ANNEXES RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2024, au sein du Document d'enregistrement universel 2024.

Leur mise à jour sera décrite dans l'Amendement A04 au Document d'enregistrement universel 2024.

Notations

ANNEXES NOTATIONS FINANCIÈRES⁽¹⁾

Crédit Agricole S.A. - Notations

| Notation | Contrepartie LT / CT | Emetteur / Dette senior préférée LT | Perspective / surveillance | Emetteur / Dette senior préférée CT | Dernière date de revue | Décision de notation |
|--------------------|------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|------------------------|---|
| S&P Global Ratings | AA-/A-1+ (RCR) | A+ | Perspective stable | A-1 | 21/10/2025 | Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée |
| Moody's | Aa3/P-1 (CRR) | A1 | Perspective stable | P-1 | 10/07/2025 | Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée |
| Fitch Ratings | AA- (DCR) | A+/AA- | Perspective stable | F1/F1+ | 18/12/2024 | Affirmation des notes LT/CT ; perspective inchangée |
| DBRS | AA (high) / R-1 (high) (COR) | AA (low) | Perspective stable | R-1 (middle) | 16/07/2025 | Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée |

1. Les notations reflètent l'analyse du Groupe Crédit Agricole

ANNEXE

LES NOTATIONS⁽²⁾ ILLUSTRENT SON MODÈLE DE BANQUE UNIVERSELLE
TRÈS DIVERSIFIÉ ET SA SOLIDITÉ FINANCIÈRE**S&P Global**A+ stable⁽¹⁾

- “La **forte solidité du capital du groupe** est soutenue par son statut mutualiste, sa politique conservatrice de capital et sa performance opérationnelle.”
- “La position de leader sur la banque de proximité en France assure de **bons résultats prévisibles**”.
- “**Un modèle de banque universelle et des sources de revenus très diversifiés**, des positions de leaders sur la banque de proximité, l’assurance et la gestion d’actifs.”

11/10/2024

MOODY'SA1 stable⁽¹⁾

- “Un coussin de capital confortable, soutenu par des **résultats stables et diversifiés et** une forte capacité de rétention de capital au niveau du groupe”
- “**Une solide qualité d’actifs**”
- Moody's anticipe que la notation émetteur¹ « ne sera pas sensible à l’application future de la **préférence des dépôts** en Europe. »

10/07/2025

Fitch RatingsA+/AA- stable⁽¹⁾

- “Une **marge de manœuvre** suffisante pour absorber une **dégradation** potentielle d'un cran de la notation de la **France** à A+, ou une révision du facteur environnement opérationnel,
- reflet d'un **modèle de banque universelle**, de solides fondamentaux,
- incluant un **capital très confortable et des sources de refinancement stables**.”

02/01/2025

1. Notation émetteur / Dette senior préférée LT
2. Les notations reflètent l'analyse du Groupe Crédit Agricole

CRÉDIT AGRICOLE SA

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

NOTATION EXTRA-FINANCIÈRE

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

MSCI**ISS ESG****CDP**
DISCLOSURE INSIGHT ACTION

1. Note de risque sur une échelle de notation inversée : plus le score est faible, meilleur est le risque.
2. C+ est le meilleur rating attribué dans le secteur Commercial Banks & Capital Markets d'ISS ESG.

CRÉDIT AGRICOLE SA

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

LISTE DES CONTACTS

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CRÉDIT AGRICOLE S.A. :

Investisseurs institutionnels

Actionnaires individuels +33 800 000 777 investor.relations@credit-agricole-sa.fr
relation@actionnaires.credit-agricole.com
(numéro d'appel gratuit France uniquement)

Cécile Mouton

Jean-Yann Asseraf
Fethi Azzoug
Oriane Cante
Nicolas Ianna
Leïla Mamou
Anna Pigoulevski

+33 1 57 72 86 79
+33 1 57 72 23 81
+33 1 57 72 03 75
+33 1 43 23 03 07
+33 1 43 23 55 51
+33 1 57 72 07 93
+33 1 43 23 40 59

cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr
jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr

CONTACTS PRESSE CRÉDIT AGRICOLE :

Alexandre Barat
Olivier Tassain
Mathilde Durand
Bénédicte Gouvert

+33 1 57 72 12 19
+33 1 43 23 25 41
+33 1 57 72 19 43
+33 1 49 53 43 64

alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

Cette présentation est disponible sur :
www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



@Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



@créditagricole_sa



CRÉDIT AGRICOLE



IMMOBILIER



ASSURANCES



PERSONAL FINANCE & MOBILITY



PAYMENT SERVICES



TRANSITIONS & ÉNERGIES



GROUP INFRASTRUCTURE PLATFORM



CORPORATE & INVESTMENT BANK



SANTÉ & TERRITOIRES



TECHNOLOGIES & SERVICES



CRÉDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING



INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT



LCL



CACEIS INVESTOR SERVICES



Amundi Investment Solutions



BFORBANK

Solidité financière

Le Groupe Crédit Agricole dispose du meilleur niveau de solvabilité parmi les banques systémiques européennes.

Les ratios de capital pour le Groupe Crédit Agricole s'établissent bien au-dessus des exigences réglementaires. Au 30 septembre 2025, le **ratio Common Equity Tier 1** (CET1) phasé du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,6%, soit un coussin substantiel de 7,7 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire. Sur le trimestre, le ratio CET1 est stable, le résultat conservé de +27 points de base (pb) et les autres gains en capital¹, couvrant la croissance organique des métiers de -22 pb et la croissance externe (-20 pb)².

Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légal ainsi que de la flexibilité de circulation du capital au sein du groupe Crédit Agricole. Son ratio CET1 phasé au 30 septembre 2025 s'élève à 11,7%, soit 2,9 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire, -20 pb par rapport à fin juin 2025. L'évolution sur le trimestre s'explique par le résultat conservé de +20 pb, la croissance organique des métiers de -21 pb, -31 pb provenant des opérations M&A³. Le reste de l'impact est expliqué par la catégorie OCI et autres⁴.

A fin septembre 2025, les emplois pondérés de Crédit Agricole S.A s'élève à 414 milliards d'euros, en hausse de +8 milliards d'euros. Cette hausse sur le trimestre résulte des effets combinés de +0,7 milliard d'euros des pôles Banques de proximité lié à l'évolution des métiers, +2,1 milliards d'euros du pôle Gestion de l'épargne et assurances (dont 1,3 milliard d'euros au titre de la VME de l'Assurance), stable sur le pôle des Services financiers spécialisés, +3,0 milliards d'euros du pôle Grande Clientèle en lien avec la croissance des métiers et +2,0 milliard d'euros du pôle Activités hors métiers (dont impact neutre de l'effet de la valorisation de Banco BPM, lié au dépassement de franchise).

Pour le Groupe Crédit Agricole, les emplois pondérés s'établissent à 658 milliards d'euros à fin septembre 2025, en hausse de 9 milliards d'euros sur le trimestre. Les emplois pondérés des Caisses régionales sont en baisse de -0,6 milliard d'euros. L'évolution sur le trimestre est expliquée par l'évolution des autres métiers qui suit la même tendance que pour Crédit Agricole S.A. et par l'absence de dépassement de la grade franchise au niveau Groupe.

¹ Dont +5 pb lié à l'augmentation de capital réservée aux salariés

² Dont -15 pb lié au rachat des parts de Santander dans CACEIS et -3 pb lié à l'acquisition de la Banque Thaler par Indosuez Wealth Management

³ Dont -24 pb lié au rachat des parts de Santander dans CACEIS et -4 pb lié à l'acquisition de la Banque Thaler par Indosuez Wealth Management

⁴ Dont l'augmentation de capital réservés aux salariés : +7 pb et impact de Banco BPM (OCI et dépassement de franchise) : -9 pb

Structure financière du Groupe Crédit Agricole

| | Groupe Crédit Agricole | | | Crédit Agricole S.A. | | |
|---|------------------------|----------|--------------------|----------------------|----------|--------------------|
| | 30/09/25 | 30/06/25 | Exigences 30/09/25 | 30/09/25 | 30/06/25 | Exigences 30/09/25 |
| Ratio CET1 phasé ⁵ | 17,6% | 17,6% | 9,9% | 11,7% | 11,9% | 8,8% |
| Ratio Tier1 ⁵ | 18,9% | 18,9% | 11,7% | 13,7% | 14,0% | 10,6% |
| Ratio global ⁵ | 21,3% | 21,4% | 14,2% | 17,4% | 17,8% | 13,0% |
| Emplois pondérés (Mds€) | 658 | 649 | | 414 | 406 | |
| Ratio de levier | 5,6% | 5,6% | 3,5% | 3,9% | 3,9% | 3,0% |
| Exposition de levier (Mds€) | 2 203 | 2 191 | | 1 456 | 1 445 | |
| Ratio TLAC (% RWA) ^{5,6} | 27,6% | 27,6% | 22,4% | | | |
| Ratio TLAC (% LRE) ⁶ | 8,2% | 8,2% | 6,75% | | | |
| Ratio MREL subordonné (% RWA) ⁵ | 27,6% | 27,6% | 21,6% | | | |
| Ratio MREL subordonné (% LRE) | 8,2% | 8,2% | 6,25% | | | |
| Ratio MREL total (% RWA) ⁵ | 32,4% | 32,7% | 26,2% | | | |
| Ratio MREL total (% LRE) | 9,7% | 9,7% | 6,25% | | | |
| Distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions (Mds€) ⁷ | 47 | 46 | | 12 | 13 | |

⁵ Exigence SREP applicable au 30 septembre 2025, y compris l'exigence combinée de coussins de fonds propres incluant pour (a) le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% (qui passera à 1,5% au 1er janvier 2026 suite à la notification reçue de l'ACPR le 27 novembre 2024), le coussin contracyclique fixé à 0,77%, ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,11% et (b) pour Crédit Agricole S.A. un coussin de conservation de 2,5%, le coussin contracyclique fixé à 0,66% ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,18%.

⁶ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2025.

⁷ En cas de non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres. Les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 42,9 milliards d'euros incluant 29,6 milliards d'euros de réserves distribuables et 13,3 milliards d'euros de primes d'émission au 31 décembre 2024.

Au niveau de Crédit Agricole S.A., la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du MMD**⁸, à savoir 289 points de base, soit 12 milliards d'euros de capital CET1 au 30 septembre 2025. Crédit Agricole S.A. n'est soumis ni à l'exigence de L-MMD (distance à l'exigence de coussin de ratio de levier) ni au M-MMD (distance aux exigences de MREL).

Table 1. Crédit Agricole S.A. - Seuil de restrictions de distribution

| | CET1 | Tier 1 | Fonds propres totaux |
|---|--------------------|----------------------|-----------------------------|
| 30/09/25 Ratios de solvabilité phasés | 11,7% | 13,7% | 17,4% |
| Distance à l'exigence SREP | 289 pb | 310 pb | 438 pb |
| Distance au seuil de restrictions de distribution (1) | 12 Mds€ | 13 Mds€ | 18 Mds€ |
| | | | |
| 12 Mds€ | | | |
| Distance au seuil de restrictions de distribution (1) | | | |
| | Exigence SREP CET1 | Exigence SREP Tier 1 | Exigence globale de capital |
| <small>⁽¹⁾ Selon CRD5, les établissements doivent satisfaire à l'exigence combinée de coussin (composé du coussin de conservation, du coussin contracyclique et du coussin pour le risque systémique). En cas de manquement à l'exigence, la banque doit calculer le montant maximum distribuable (MMD). La plus petite des distances entre les ratios réalisés et les exigences réglementaires correspondantes est la distance au seuil de déclenchement du Montant Maximum Distribuable (MMD). La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions. Crédit Agricole S.A. n'est pas soumis à l'exigence de L-MMD.</small> | | | |

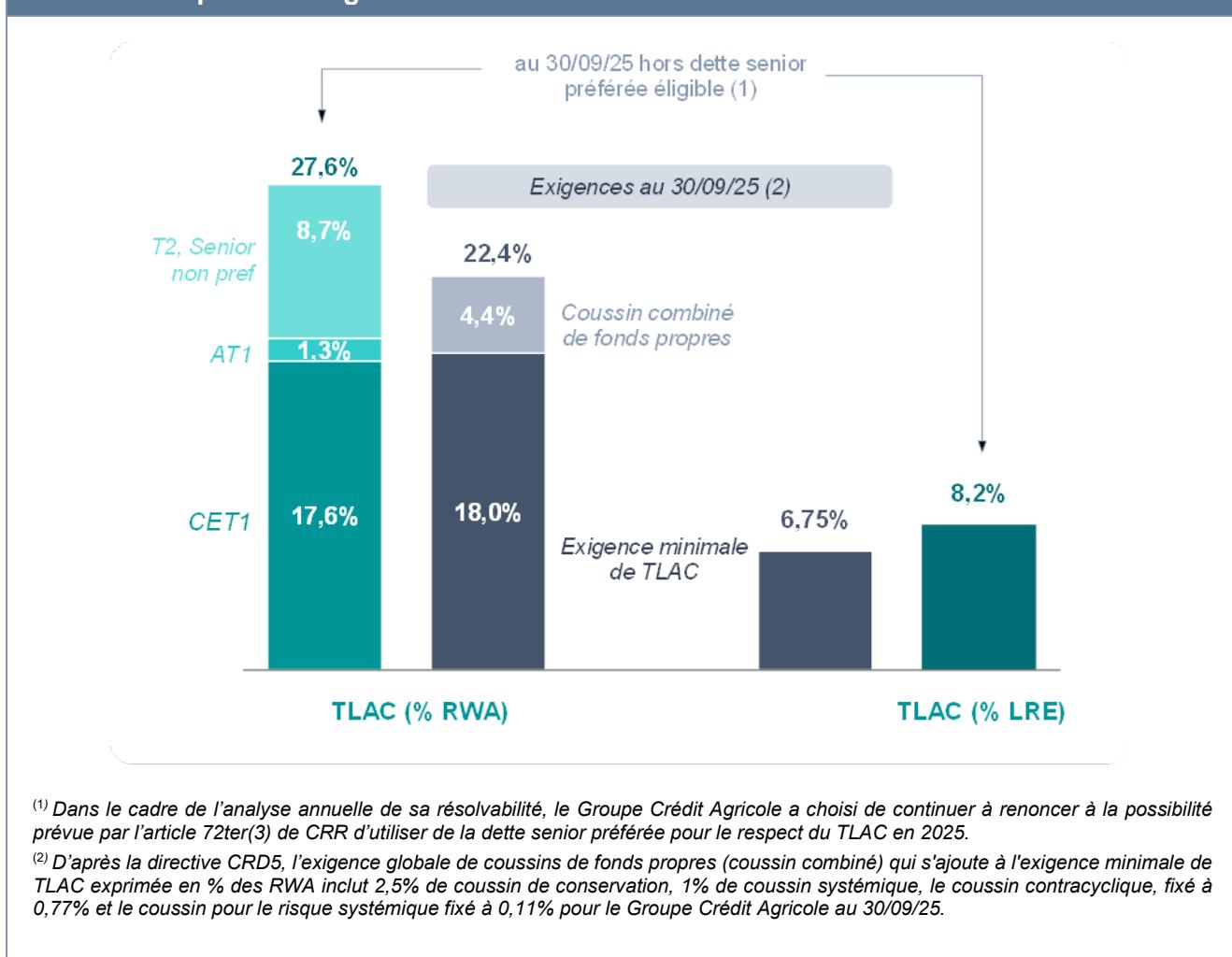
⁸ En cas de non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres. Les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 42,9 milliards d'euros incluant 29,6 milliards d'euros de réserves distribuables et 13,3 milliards d'euros de primes d'émission au 31 décembre 2024.

Au niveau du Groupe Crédit Agricole, la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du L-MMD** au 30 septembre 2025. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 214 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 47 milliards d'euros de capital Tier 1.

Table 2. Groupe Crédit Agricole - Seuil de restrictions de distribution

Au 30 septembre 2025, le Groupe Crédit Agricole présente des ratios **TLAC** et **MREL** bien au-delà des exigences.⁹ Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 520 points de base au-dessus du **seuil de déclenchement du M-MMD**, soit 34 milliards d'euros de capital CET1. A cette date, la distance au seuil de déclenchement du M-MMD correspond à la distance entre le ratio TLAC et l'exigence correspondante. L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Table 3. Groupe Crédit Agricole - Ratio TLAC



⁹ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2025.

Table 4. Groupe Crédit Agricole - Ratio MREL total

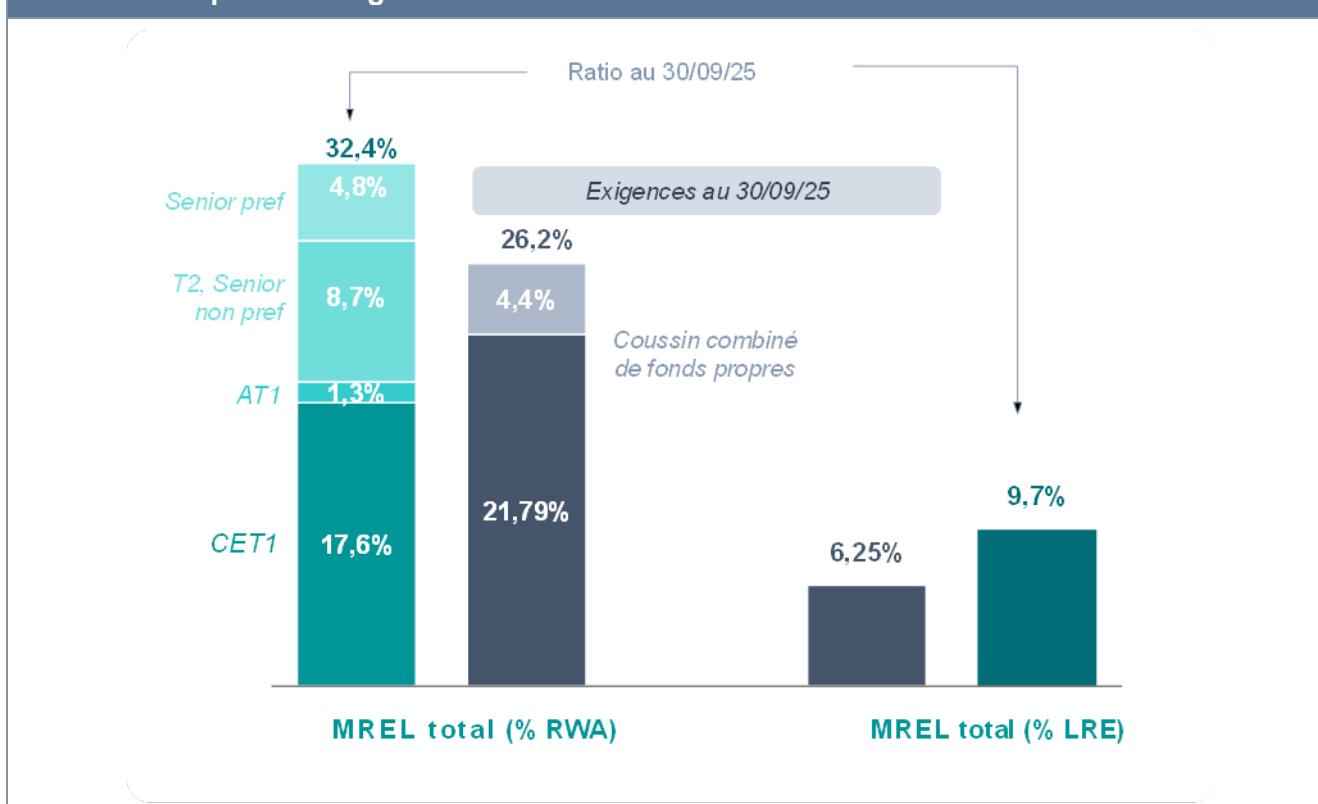
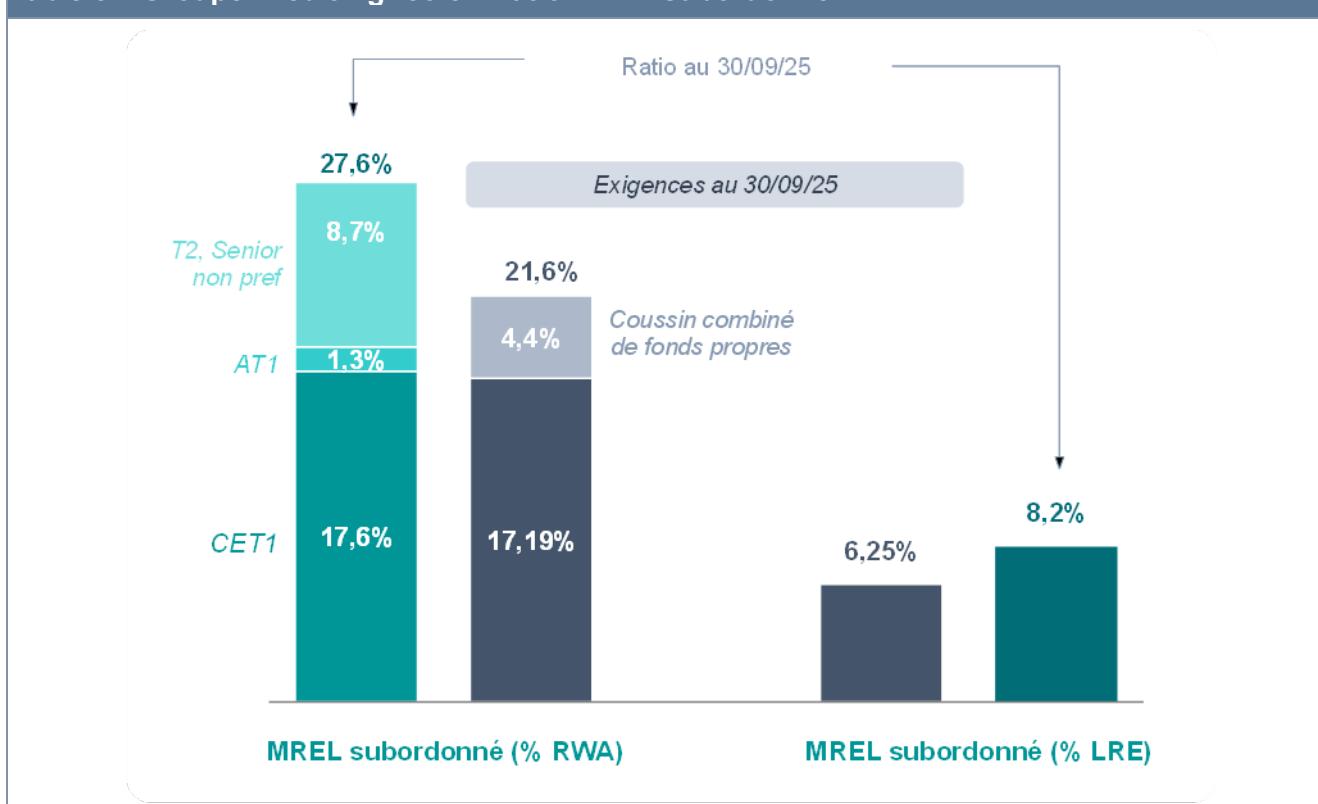


Table 5. Groupe Crédit Agricole - Ratio MREL subordonné



Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

A compter de l'arrêté du 31 décembre 2024, des modifications ont été apportées à la présentation de la position de liquidité du Groupe (réserves et Bilan de Liquidité, décomposition de la dette long-terme). Ces modifications sont décrites dans le Document d'Enregistrement Universel 2024.

Les dépôts clientèle, diversifiés et granulaires, s'élèvent à 1 159 milliards d'euros au 30 septembre 2025, affichant une progression de +12 milliards d'euros versus juin 2025.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décote¹⁰, s'élèvent à 488 milliards d'euros au 30 septembre 2025, en hausse de +17 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2025.

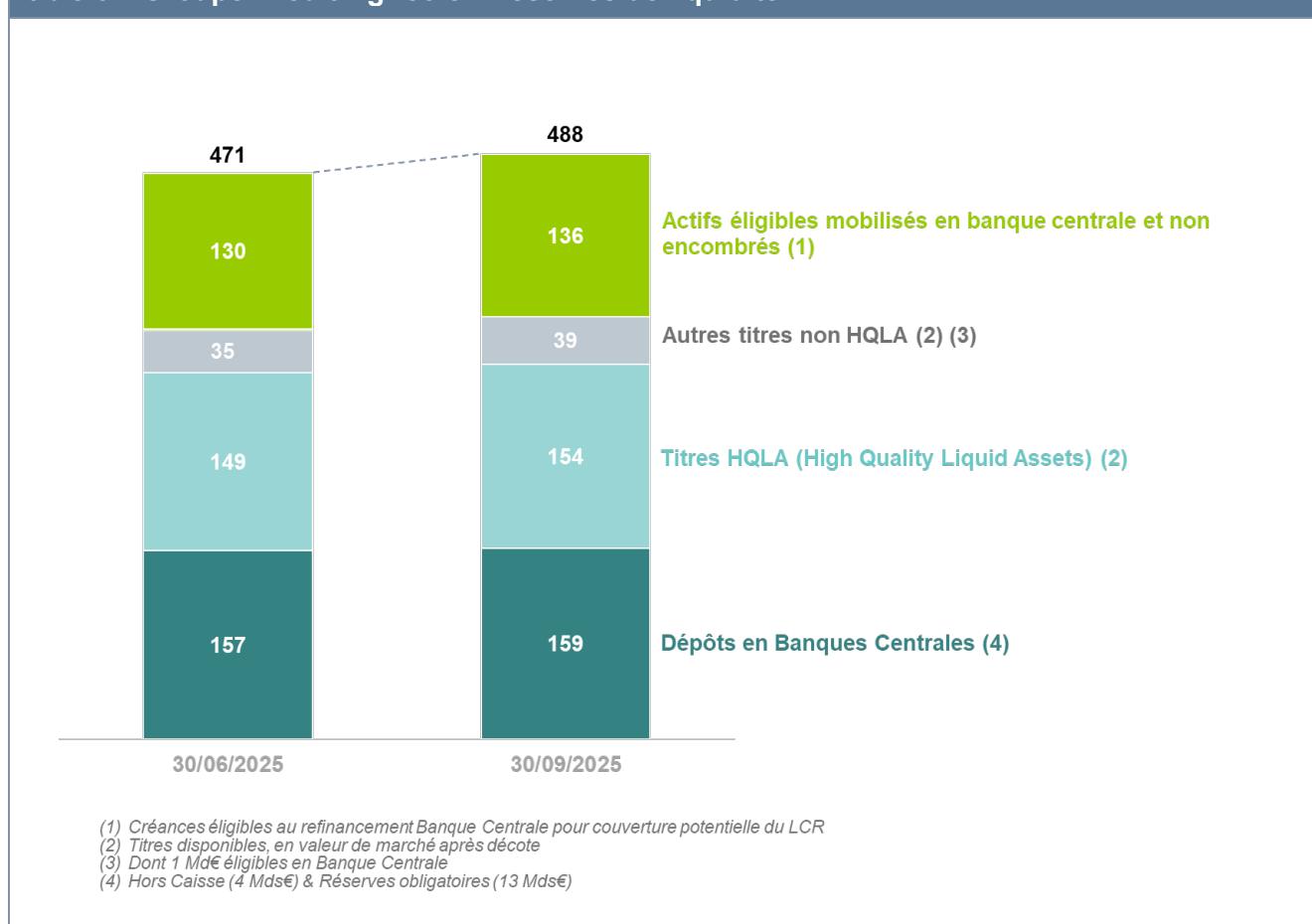
Elles couvrent plus de deux fois la dette court terme nette des actifs de trésorerie.

Cette variation des réserves de liquidité s'explique principalement par :

- La hausse du portefeuille titres (HQLA et non-HQLA) pour +9 milliards d'euros ;
- La hausse des actifs mobilisés en Banques Centrales et non encombrés pour +6 milliards d'euros, liés à la hausse des titrisations auto-souscrites pour +4 milliards d'euros et à la hausse des créances éligibles Banque Centrale pour +2 milliards d'euros ;
- La hausse des dépôts en Banques centrales pour +2 milliards d'euros.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en Banques Centrales après décote s'élèvent à 137 milliards d'euros.

Table 6. Groupe Crédit Agricole - Réserves de liquidité



¹⁰Les titres composant les réserves de liquidité sont valorisés après décote d'un stress idiosyncratique à partir du mois de décembre 2024 (stress systémique précédemment) afin de représenter au mieux la valeur de liquidité des titres en cas de stress de liquidité.

Le Bilan de Liquidité du Groupe, à 1 710 milliards d'euros au 30 septembre 2025, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 194 milliards d'euros**, en hausse de +15 milliards d'euros par rapport à fin juin 2025. Cet excédent reste bien au-delà de la cible Plan à Moyen Terme 2025 de 110-130 milliards d'euros.

Table 7. Groupe Crédit Agricole - Bilan de Liquidité

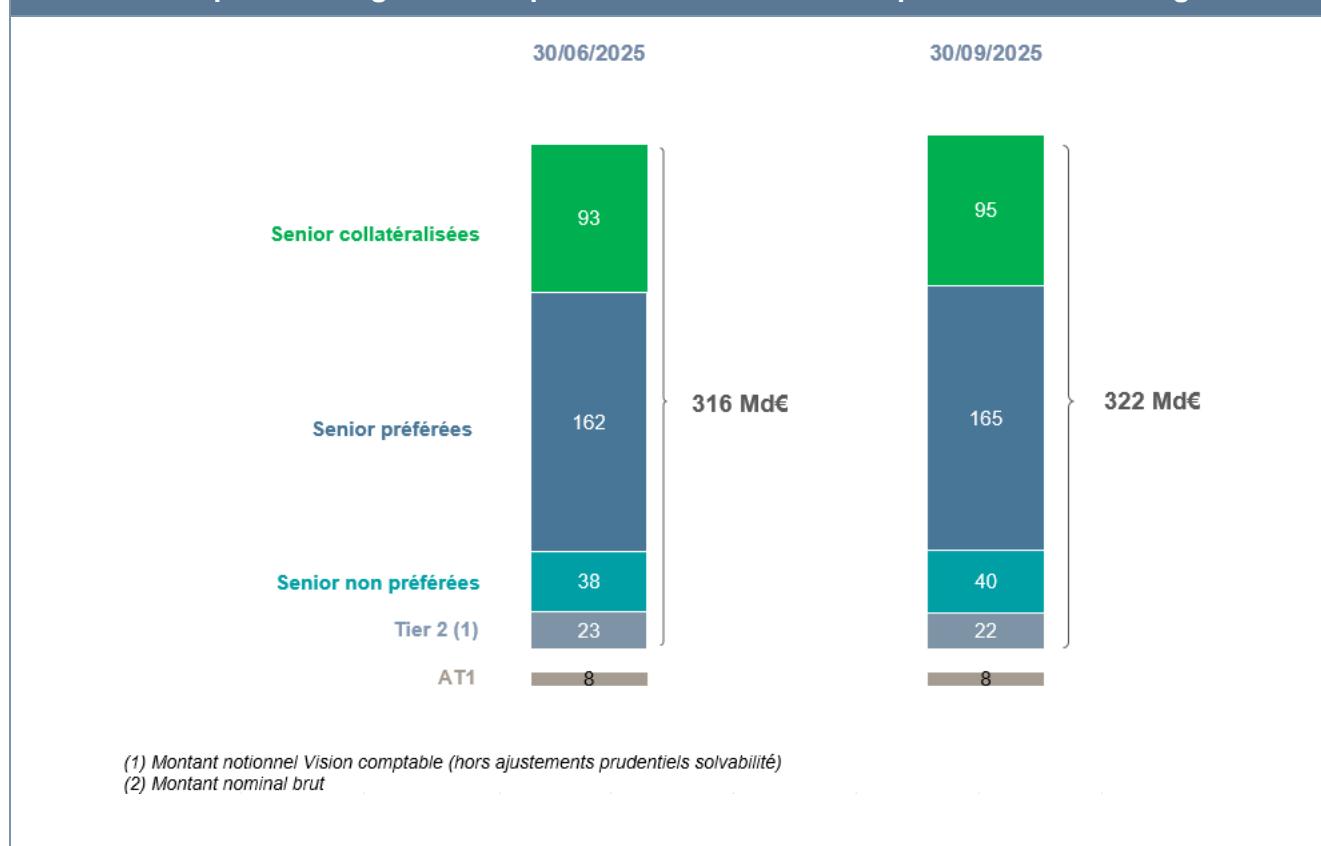
| | ACTIF | | PASSIF | |
|---|--------------|--------------|------------------|--------------------------|
| | 1 696 | 1 710 | | |
| Dépôts Banques Centrales (Hors caisse et réserves obligatoires) | 157 | 159 | 171 | 179 |
| Actifs de trésorerie | 16 | 1 | | |
| Portefeuille titres | 185 | 205 | | |
| Actifs de négocié à la clientèle | 150 | 150 | 322 | |
| Actifs clientèle | 1 188 | 1 195 | 1 124 | 1 109 |
| | 30/06/2025 | 30/09/2025 | 30/09/2025 | 30/06/2025 |
| | | | Surplus: 194 Md€ | |
| | | | | Fonds de roulement net |
| | | | 93 | 92 |
| | | | | Ressources clientèle (2) |
| | | | | Dette CT |
| | | | | Dette LT (1) |

(1) Y compris les obligations Senior Préférées émises par le réseau retail
(2) Y compris Centralisation CDC de 111 Mds€ au T3 25 et au T2 25 et Non compris certains dépôts de l'Asset Servicing en cohérence avec le pilotage interne

La dette long terme s'élève à 322 milliards d'euros au 30 septembre 2025, hausse de +6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2025. Elle comprend :

- Les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 95 milliards d'euros, en hausse de +2 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors préférées à hauteur de 165 milliards d'euros, en hausse de +3 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors non préférées pour 40 milliards d'euros, en hausse de +2 milliards d'euros liés à la dette éligible MREL/TLAC ;
- Et des titres Tier 2 s'élevant à 22 milliards d'euros, en baisse de -1 milliard d'euros.

Table 8. Groupe Crédit Agricole - Répartition des encours comptables de dette long terme ⁽²⁾



Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 30 septembre 2025, les ratios LCR moyen (calculés sur 12 mois glissants) s'élèvent respectivement à 135% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 83 milliards d'euros) **et 140% pour Crédit Agricole S.A.** (soit un excédent de 81 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme 2025 (environ 110%).

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme 2025 (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 septembre 2025, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 27,8 milliards d'euros.¹¹ de dette à moyen long terme, dont 85% émis par Crédit Agricole S.A.

On note notamment les montants suivants pour les émetteurs du Groupe hors Crédit Agricole S.A. :

- Crédit Agricole Assurances a émis 750 millions d'euros en RT1 Perpétuel NC10,75 ans ;
- Crédit Agricole Personal Finance & Mobility a émis :
 - 1 milliard d'euros en émission EMTN à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) ;
 - 1,4 milliard d'euros de titrisations à travers l'entité Agos ;
- Crédit Agricole Italia a émis en format senior collatéralisé une émission pour un total de 1 milliard d'euros ;
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a émis deux tranches en format senior collatéralisé pour un total de 200 millions de francs suisses dont 100 millions en format Green Bond.

Table 9. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT⁽¹⁾ sur le marché primaire au 30/09/2025

| | Emissions collatéralisées | | | | | Emissions non-collatéralisées | | | | |
|--|---------------------------|-------------|-----------------|--|------------------------------|-------------------------------|--|--|--|--|
| | Senior collatéralisée | Titrisation | Senior préférée | | Senior non-préférée & Tier 2 | AT1 / RT1 | | | | |
| <i>Plan de financement de Crédit Agricole S.A.</i> | | | | | | | | | | |
| Crédit Agricole S.A. | | | | | | | | | | |
| CA HL SFH | | | | | | | | | | |
| CA PS SCF | | | | | | | | | | |
| FCT CA Habitat (RMBS) | | | | | | | | | | |
| CA Assurances | | | | | | | | | | |
| CA Auto Bank | | | | | | | | | | |
| ABS vehicles | | | | | | | | | | |
| CA Italia | | | | | | | | | | |
| CA next bank | | | | | | | | | | |

(1) Montants bruts avant rachats et amortissements
 (2) Titrisations de prêts à la consommation italiens émis par Agos (détenue par CAPFM à hauteur de 61%)

¹¹ Montant brut avant rachats et amortissements

Au 30 septembre 2025, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 20,9 milliards d'euros.^{12, 13}

La banque a levé l'équivalent de 20,9 milliards d'euros, dont 9,9 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,8 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 2,5 milliards d'euros de dette senior préférée et 5,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée à fin septembre. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 4 milliards d'euros^{13, 14} ;
- 6,9 milliards de dollars américains (6,4 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,6 milliard de livres sterling (1,9 milliard d'euros équivalent) ;
- 179,3 milliards de yen japonais (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,4 milliard de dollars singapouriens (0,3 milliard d'euros équivalent) ;
- 2,1 milliards de dollars australiens (1,2 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,4 milliard de francs suisses (0,4 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 74%^{13,14} de son refinancement en devises hors euros à fin septembre.

De plus, Crédit Agricole S.A. :

- A émis le 13 février 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,5 milliard d'euros au taux initial de 5,875% et annoncé le 30 avril 2025 exercer le call réglementaire de l'AT1 de 103 millions de livre sterling d'encours (XS1055037920) – inéligible, grandfathered jusqu'au 28/06/2025 – remboursée en date du 30/06/2025 ;
- A émis le 2 septembre 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,25 milliard de dollars au taux initial de 7,125%, lancé en parallèle une offre publique de rachat sur une souche USD (US225313AJ46/USF2R125CD54) et GBP (XS2353100402/XS2353099638), et annoncé le 30 octobre 2025 exercer le call de l'AT1 dollar de 458 millions de dollars d'encours (US225313AJ46/USF2R125CD54) avec un remboursement au 23/12/2025.

Le plan de financement MLT de marché 2025 est fixé à 20 milliards d'euros, avec une répartition équilibrée entre dette senior préférée ou senior collatéralisée et dette senior non préférée ou Tier 2.

Ce plan de refinancement a été réalisé à 105% au 30 septembre 2025 avec :

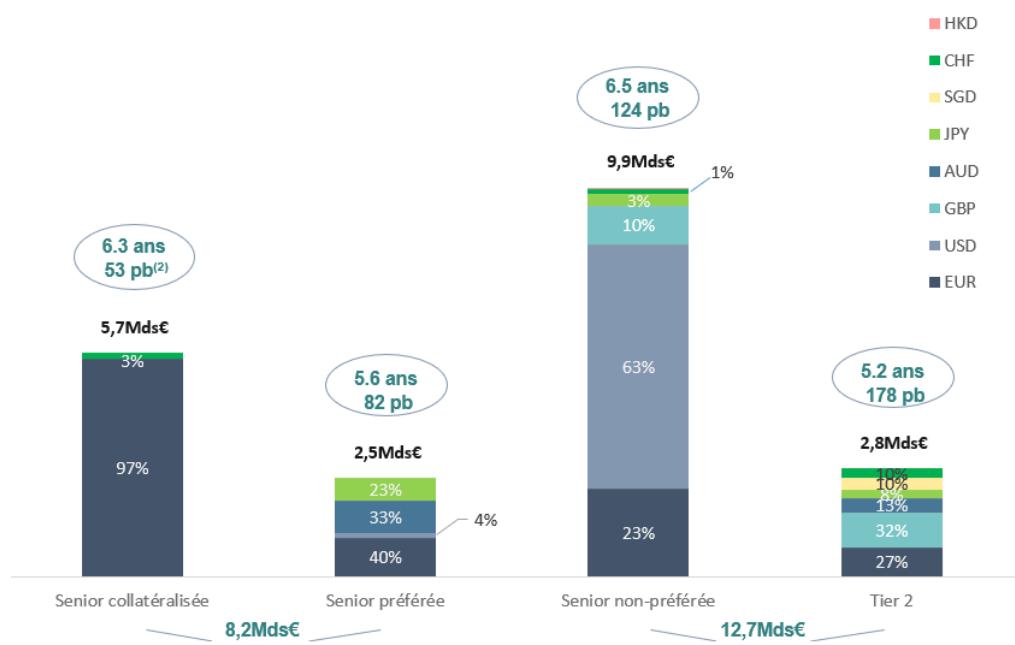
- 5,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée ;
- 2,5 milliards d'euros équivalent de dette senior préférée ;
- 9,9 milliards d'euros équivalent de dette senior non préférée ;
- 2,8 milliards d'euros équivalent de dette Tier 2.

¹² Montant brut avant rachats et amortissements

¹³ Hors émission AT1

¹⁴ Hors émissions senior collatéralisées

Table 10. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT ⁽¹⁾ sur le marché primaire au 30/09/2025



(1) Montants bruts avant rachats et amortissements

(2) Maturité moyenne pondérée et spread reoffer versus Euribor 3 mois

Facteurs de risques

Les facteurs de risque de Crédit Agricole S.A. sont détaillés dans le document d'enregistrement universel 2024 (pages 354 à 369) et ceux du Groupe Crédit Agricole dans l'actualisation A01 (pages 229 à 244). Ils ont été mis à jour au 30 juin 2025 dans l'actualisation A03 (pages 98 à 117 pour Crédit Agricole S.A. et pages 249 à 267 pour le Groupe).

Facteurs de risques Crédit Agricole S.A.

Pour Crédit Agricole S.A., le facteur de risque 1.5 A) est actualisé comme ci-après.

1.5 RISQUES LIÉS À LA STRATÉGIE ET AUX OPÉRATIONS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

A) CRÉDIT AGRICOLE S.A. POURRAIT NE PAS ÊTRE EN MESURE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS SON PLAN MOYEN TERME 2028

Le 18 novembre 2025, Crédit Agricole S.A. a annoncé son nouveau Plan à Moyen Terme à horizon 2028, "ACT 2028" (le "Plan Moyen Terme 2028") avec la volonté d'être un groupe conquérant, leader en Europe, des transitions et des nouvelles technologies. Dans un contexte de défis majeurs, Crédit Agricole S.A. s'appuie sur ses atouts pour accélérer son développement et amplifier sa transformation, ces ambitions sont soutenues par la cohésion de toutes les équipes.

Le Plan Moyen Terme 2028 place l'accélération au cœur de la feuille de route. Crédit Agricole S.A. veut agrandir son terrain de jeu, consolider ses positions en France et développer de nouveaux relais de croissance en Europe et en Asie. L'objectif est d'atteindre 60 millions de clients, environ 3 500 milliards d'euros d'encours d'épargne et plus de 30 milliards de PNB à l'horizon 2028, dont près de 60% à l'international. Cinq leviers guident cette accélération : consolider notre leadership sur la banque de proximité en France ; amplifier le modèle de développement du Groupe en Europe ; renforcer l'ancrage en Asie ; saisir les opportunités sur les marchés privés et accélérer sur les offres de paiement, d'encaissement et de gestion des flux ; s'affirmer comme acteur moteur des transitions.

Pour atteindre ses ambitions d'accélération et maintenir une efficacité opérationnelle élevée avec un coefficient d'exploitation inférieur à 55% à horizon 2028, la transformation est au cœur du plan stratégique de Crédit Agricole S.A. Cette transformation repose sur quatre axes majeurs : accélérer le time-to-market et faire de l'IA et de la data des leviers de conquête et d'efficacité ; préparer l'avenir et intensifier l'innovation ; maintenir un haut niveau d'exigence sur la maîtrise des risques ; engager par la confiance, terreau de la performance et de la transversalité.

La cohésion du Groupe, fondée sur un modèle décentralisé et des métiers réunis autour de valeurs communes et d'une même raison d'être, est un atout majeur pour atteindre les objectifs du Plan Moyen Terme. L'amplification des synergies passe par la mobilisation des métiers en tant que « Business Partners » des banques relationnelles du Groupe et le développement de la cohérence et de la coordination entre les métiers. Parmi les leviers identifiés pour développer la cohésion, les métiers s'engagent notamment au service de la conquête des banques de proximité ou au développement de solutions innovantes pour les clients des banques.

Le Plan Moyen Terme 2028 comprend un certain nombre d'objectifs financiers portant notamment sur le coefficient d'exploitation, le résultat net, la rentabilité sur fonds propres et de niveau de fonds propres, et de taux de distribution. Ces objectifs financiers ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et à l'activité des métiers de Crédit Agricole S.A. Ces objectifs financiers ne constituent ni des projections ni des prévisions de résultats. Les résultats actuels de Crédit Agricole S.A. sont susceptibles de s'écartier, à plusieurs titres, de ces objectifs, et notamment si l'un ou plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section se réalisait. À titre d'exemple, Crédit Agricole S.A. poursuit les objectifs suivants, présentés dans le Plan Moyen Terme 2028 : un résultat net part du Groupe supérieur à 8,5 milliards d'euros en 2028 ; une croissance des revenus supérieure à 3,5 % par an en moyenne entre 2024 (pro forma) et 2028 ; un coefficient

d'exploitation inférieur à 55 % en 2028 ; une rentabilité sur capitaux propres tangibles (ROTE) supérieure à 14 % en 2028 ; une gestion optimisée du ratio CET1 à environ 11 % en lien avec un objectif de ratio CET1 pour le Groupe Crédit Agricole supérieur ou égal à 17 % tout au long de la trajectoire. Le Plan Moyen Terme 2028 prévoit également un principe de distribution du dividende pour Crédit Agricole S.A. à hauteur de 50 % en numéraire avec le versement d'un dividende intérimaire à compter de 2026.

Plus généralement, le succès du Plan Moyen Terme 2028 de Crédit Agricole S.A. repose sur un grand nombre d'initiatives d'ampleur variable, devant être déployées au sein des différentes entités de Crédit Agricole S.A. Bien qu'un grand nombre des objectifs fixés dans le Plan Moyen Terme 2028 devraient pouvoir être atteints, il n'est pas possible de prédire lesquels seront atteints et lesquels ne le seront pas. Le Plan Moyen Terme 2028 prévoit également des investissements importants, leur rendement pourrait toutefois être inférieur aux prévisions si les objectifs poursuivis dans le cadre du Plan Moyen Terme 2028 n'étaient finalement pas atteints. Ainsi, si Crédit Agricole S.A. n'était pas en mesure de réaliser les objectifs définis dans le Plan Moyen Terme 2028 (en totalité ou en partie), sa situation financière et ses résultats pourraient être défavorablement affectés de manière significative.

Par ailleurs, acteur responsable et engagé, Crédit Agricole S.A. accélère sur les transitions, avec l'ambition de devenir le leader de l'économie de la transition écologique. Le Groupe réaffirme ses trajectoires Net Zero, renforce sa stratégie climat et propose la gamme d'investissements responsables la plus large du marché. Il se positionne comme acteur de l'adaptation au changement climatique et développe des offres bancaires dédiées, lance un nouveau métier Prévention et promeut l'économie circulaire. Enfin, il innove et mobilise les ressources en faveur de la nature.

L'ambition 2028 est d'amplifier l'impact du Groupe sur la vitalité des territoires et la transition juste, en facilitant l'accès au logement durable, aux services essentiels (santé, mobilité, énergies renouvelables) et en accompagnant les transitions agricoles et agroalimentaires. Les engagements concrets incluent un ratio 90/10 d'encours green/brown, 240 milliards d'euros de financements des transitions, 1 milliard d'euros de revenus sur la finance durable en banque de financement et d'investissement et 600 000 logements accompagnés en rénovation énergétique.

Enfin, face au défi de la transition démographique, le Groupe dispose de la palette d'offres la plus large du marché et veut devenir le partenaire de confiance de la grande transmission intergénérationnelle, en développant des offres innovantes pour la transmission de patrimoine, la préparation de la retraite et l'accompagnement des seniors et des aidants. L'objectif est d'accompagner les clients sur tous leurs enjeux patrimoniaux, d'être leader en encours de retraite collective et individuelle en France en 2028, d'accélérer la collecte d'Epargne retraite en Europe avec une collecte nette de plus de 75 milliards d'euros, et de proposer les solutions d'adaptation au vieillissement à travers le métier « Crédit Agricole Santé et Territoire ».

Le non-respect de ces engagements ESG pourrait porter préjudice à la réputation du Groupe Crédit Agricole et donc à celle de Crédit Agricole S.A., ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. Par ailleurs, le caractère nouveau de certaines données ESG qui nécessitent des travaux de fiabilisation supplémentaires pourrait conduire à recalculer des trajectoires pour atteindre les objectifs fixés et ainsi les décaler dans le temps.

Facteurs de risques du Groupe Crédit Agricole

Pour le Groupe Crédit Agricole, le facteur de risque 1.5 A) est actualisé comme ci-après.

1.5 RISQUES LIÉS À LA STRATÉGIE ET AUX OPÉRATIONS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

A) CRÉDIT AGRICOLE S.A. POURRAIT NE PAS ÊTRE EN MESURE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS SON PLAN MOYEN TERME 2025

Le 18 novembre 2025, Crédit Agricole S.A. a annoncé son nouveau Plan à Moyen Terme à horizon 2028, "ACT 2028" (le "Plan Moyen Terme 2028") avec la volonté d'être un groupe conquérant, leader en Europe, des transitions et des nouvelles technologies. Dans un contexte de défis majeurs, Crédit Agricole S.A. s'appuie sur ses atouts pour accélérer son développement et amplifier sa transformation, ces ambitions sont soutenues par la cohésion de toutes les équipes.

Le Plan Moyen Terme 2028 place l'accélération au cœur de la feuille de route. Crédit Agricole S.A. veut agrandir son terrain de jeu, consolider ses positions en France et développer de nouveaux relais de croissance en Europe et en Asie. L'objectif est d'atteindre 60 millions de clients, environ 3 500 milliards d'euros d'encours d'épargne et plus de 30 milliards de PNB à l'horizon 2028, dont près de 60% à l'international. Cinq leviers guident cette accélération : consolider notre leadership sur la banque de proximité en France ; amplifier le modèle de développement du Groupe en Europe ; renforcer l'ancrage en Asie ; saisir les opportunités sur les marchés privés et accélérer sur les offres de paiement, d'encaissement et de gestion des flux ; s'affirmer comme acteur moteur des transitions.

Pour atteindre ses ambitions d'accélération et maintenir une efficacité opérationnelle élevée avec un coefficient d'exploitation inférieur à 55% à horizon 2028, la transformation est au cœur du plan stratégique de Crédit Agricole S.A. Cette transformation repose sur quatre axes majeurs : accélérer le time-to-market et faire de l'IA et de la data des leviers de conquête et d'efficacité ; préparer l'avenir et intensifier l'innovation ; maintenir un haut niveau d'exigence sur la maîtrise des risques ; engager par la confiance, terreau de la performance et de la transversalité.

La cohésion du Groupe, fondée sur un modèle décentralisé et des métiers réunis autour de valeurs communes et d'une même raison d'être, est un atout majeur pour atteindre les objectifs du Plan Moyen Terme. L'amplification des synergies passe par la mobilisation des métiers en tant que « Business Partners » des banques relationnelles du Groupe et le développement de la cohérence et de la coordination entre les métiers. Parmi les leviers identifiés pour développer la cohésion, les métiers s'engagent notamment au service de la conquête des banques de proximité ou au développement de solutions innovantes pour les clients des banques.

Le Plan Moyen Terme 2028 comprend un certain nombre d'objectifs financiers portant notamment sur le coefficient d'exploitation, le résultat net, la rentabilité sur fonds propres et de niveau de fonds propres, et de taux de distribution. Ces objectifs financiers ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et à l'activité des métiers de Crédit Agricole S.A. Ces objectifs financiers ne constituent ni des projections ni des prévisions de résultats. Les résultats actuels de Crédit Agricole S.A. sont susceptibles de s'écartez, à plusieurs titres, de ces objectifs, et notamment si l'un ou plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section se réalisait. À titre d'exemple, Crédit Agricole S.A. poursuit les objectifs suivants, présentés dans le Plan Moyen Terme 2028 : un résultat net part du Groupe supérieur à 8,5 milliards d'euros en 2028 ; une croissance des revenus supérieure à 3,5 % par an en moyenne entre 2024 (pro forma) et 2028 ; un coefficient d'exploitation inférieur à 55 % en 2028 ; une rentabilité sur capitaux propres tangibles (ROTE) supérieure à 14 % en 2028 ; une gestion optimisée du ratio CET1 à environ 11 % en lien avec un objectif de ratio CET1 pour le Groupe Crédit Agricole supérieur ou égal à 17 % tout au long de la trajectoire. Le Plan Moyen Terme 2028 prévoit également un principe de distribution du dividende pour Crédit Agricole S.A. à hauteur de 50 % en numéraire avec le versement d'un dividende intérimaire à compter de 2026.

Plus généralement, le succès du Plan Moyen Terme 2028 repose sur un grand nombre d'initiatives d'ampleur variable, devant être déployées au sein des différentes entités du Groupe Crédit Agricole. Bien qu'un grand nombre des objectifs fixés dans le Plan Moyen Terme 2028 devraient pouvoir être atteints, il n'est pas possible

de prédire lesquels seront atteints et lesquels ne le seront pas. Le Plan Moyen Terme 2028 prévoit également des investissements importants, leur rendement pourrait toutefois être inférieur aux prévisions si les objectifs poursuivis dans le cadre du Plan Moyen Terme 2028 n'étaient finalement pas atteints. Ainsi, si Crédit Agricole S.A. n'était pas en mesure de réaliser les objectifs définis dans le Plan Moyen Terme 2028 (en totalité ou en partie), sa situation financière et ses résultats pourraient être défavorablement affectés de manière significative.

Par ailleurs, acteur responsable et engagé, le Groupe Crédit Agricole accélère sur les transitions, avec l'ambition de devenir le leader de l'économie de la transition écologique. Le Groupe réaffirme ses trajectoires Net Zero, renforce sa stratégie climat et propose la gamme d'investissements responsables la plus large du marché. Il se positionne comme acteur de l'adaptation au changement climatique et développe des offres bancaires dédiées, lance un nouveau métier Prévention et promeut l'économie circulaire. Enfin, il innove et mobilise les ressources en faveur de la nature.

L'ambition 2028 est d'amplifier l'impact du Groupe sur la vitalité des territoires et la transition juste, en facilitant l'accès au logement durable, aux services essentiels (santé, mobilité, énergies renouvelables) et en accompagnant les transitions agricoles et agroalimentaires. Les engagements concrets incluent un ratio 90/10 d'encours green/brown, 240 milliards d'euros de financements des transitions, 1 milliard d'euros de revenus sur la finance durable en banque de financement et d'investissement et 600 000 logements accompagnés en rénovation énergétique.

Enfin, face au défi de la transition démographique, le Groupe dispose de la palette d'offres la plus large du marché et veut devenir le partenaire de confiance de la grande transmission intergénérationnelle, en développant des offres innovantes pour la transmission de patrimoine, la préparation de la retraite et l'accompagnement des seniors et des aidants. L'objectif est d'accompagner les clients sur tous leurs enjeux patrimoniaux, d'être leader en encours de retraite collective et individuelle en France en 2028, d'accélérer la collecte d'Epargne retraite en Europe avec une collecte nette de plus de 75 milliards d'euros, et de proposer les solutions d'adaptation au vieillissement à travers le métier « Crédit Agricole Santé et Territoire ».

Le non-respect de ces engagements ESG pourrait porter préjudice à la réputation du Groupe Crédit Agricole et donc à celle de Crédit Agricole S.A., ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. Par ailleurs, le caractère nouveau de certaines données ESG qui nécessitent des travaux de fiabilisation supplémentaires pourrait conduire à recalculer des trajectoires pour atteindre les objectifs fixés et ainsi les décaler dans le temps.

EVOLUTION DE LA GOUVERNANCE

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF 1^{ER} OCTOBRE 2025

| | |
|--|------------------------------|
| Le Directeur général | Olivier GAVALDA |
| Le Directeur général délégué | Jérôme GRIVET |
| Le Directeur général de Crédit Agricole CIB, en charge du pôle Grandes Clientèles du groupe Crédit Agricole S.A. | Jean-François BALAY |
| La Directrice générale d'Amundi | Valérie BAUDSON |
| Le Directeur de la Transformation Technologique et Directeur général de CA-GIP | Olivier BITON |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Italia et Senior Country Officer Groupe en Italie | Hugues BRASSEUR |
| Le Directeur de l'Engagement Sociétal | Éric CAMPOS |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Assurances et Directeur général de PREDICA | Nicolas DENIS |
| Le Directeur général adjoint, en charge du pôle Transformation, Ressources humaines et Transitions | Grégory ERPHELIN |
| La Secrétaire générale | Véronique FAUJOUR |
| Le Directeur général adjoint, en charge du pôle Client, Développement et Innovation | Gérald GRÉGOIRE |
| La Directrice générale adjointe, en charge du pôle Finances et Pilotage | Clotilde L'ANGEVIN |
| Le Directeur général de LCL | Serge MAGDELEINE |
| Le Directeur général adjoint, en charge du pôle Banques et Services à l'international et Directeur général de CAPF&M | Stéphane PRIAMI |
| L'Inspectrice générale Groupe | Laurence RENOULT |
| Le Directeur de la Conformité Groupe | Hubert REYNIER |
| La Directrice des Ressources Humaines Groupe | Anne-Catherine ROPERS |
| La Directrice générale adjointe en charge du pôle Risques | Valérie WANQUET |

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION AU 1^{ER} OCTOBRE 2025

Le Comité de direction est composé du Comité exécutif auquel se rajoutent :

| | |
|--|------------------------------------|
| Le Directeur du pôle Clients Institutionnels et <i>Corporate</i> et ESG d'Amundi | Jean-Jacques BARBÉRIS |
| Le Directeur général délégué et Directeur financier de Crédit Agricole CIB | Olivier BÉLORGEY |
| La Directrice Développement des Marchés | Florence BURDIN |
| Le Directeur général délégué et Directeur du pôle Stratégie, Finance et Contrôle d'Amundi | Nicolas CALCOEN |
| Le Directeur général de CA Auto Bank et Directeur des partenariats internationaux de CAPF&M | Giacomo CARELLI |
| Le Directeur des Achats Groupe | Bertrand CHEVALLIER |
| La Directrice de la Communication Groupe | Julie DE LA PALME |
| Le <i>Senior Regional Officer</i> pour la région Asie-Pacifique de Crédit Agricole CIB | Jean-François DEROCHE |
| Le Directeur général d'Agos Ducato | François Édouard DRION |
| La Directrice des Études stratégiques | Selma DRISSI |
| Le <i>Senior Regional Officer</i> Amériques et <i>Senior Country Officer</i> pour les États-Unis de Crédit Agricole CIB | Stéphane DUCROIZET |
| Le Directeur général de CA Transitions & Énergies | Jean-Paul DUHAMEL |
| Le Directeur général adjoint de LCL | Jean-François DUPOUY |
| Le Directeur de Finances Groupe | Paul FOUBERT |
| Le Directeur général adjoint et Responsable mondial du <i>Coverage</i> et de la banque d'investissement de Crédit Agricole CIB | Didier GAFFINEL |
| La <i>Senior Regional Officer</i> Amériques et <i>Senior Country Officer</i> pour les Etats-Unis de Crédit Agricole CIB | Natacha GALLOU |
| Le Directeur général délégué et Responsable mondial des marchés de capitaux de Crédit Agricole CIB | Pierre GAY |
| Le Directeur général délégué de CA Italia | Roberto GHISELLINI |
| Le Directeur général de CA Santé & Territoires | Pierre GUILLOCHEAU |
| La Directrice des Études économiques | Isabelle JOB-BAZILLE |
| Le Directeur du Développement des Banques à l'International | Michel LE MASSON |
| Le Chief Operating Officer d'Amundi | Guillaume LESAGE |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Payment Services | Philippe MARQUETTY |
| Le Directeur général de BforBank | Jean-Bernard MAS |
| Le Directeur Transformation, Distribution et Développement digital | Pierre METGE |
| Le Directeur général de CACEIS | Jean-Pierre MICHALOWSKI |
| Le Directeur des Gestions d'Amundi | Vincent MORTIER |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Bank Polska et <i>Senior Country Officer</i> Groupe pour la Pologne | Bernard MUSELET |
| Le Directeur Entreprises, Institutionnels, Gestion de fortune de LCL | Olivier NICOLAS |
| Le Directeur général de Sofinco | Franck ONIGA |
| Le Directeur général de Pacifica et Directeur général délégué de Crédit Agricole Assurances | Guillaume ORECKIN |
| Le Directeur général de CA Indosuez Wealth Management | Jacques PROST |
| Le Directeur général délégué de CA Italia, en charge du <i>Retail Banking, Private & Digital</i> | Vittorio RATTO |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Leasing & Factoring | Didier REBOUL |
| Le Directeur des Relations avec les Caisses régionales | Étienne ROYOL |
| La Directrice Italie d'Amundi | Cinzia TAGLIABUE |
| Le Directeur général de CAWL | Jean-Luc THÉROND |
| Le Directeur du pôle Agri-Agro, Garantie et Capital développement | Jean-Pierre TOUZET |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Égypte et <i>Senior Country Officer</i> Groupe pour l'Égypte | Jean-Pierre TRINELLE |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Immobilier | Christophe VANDENKOORNHUYSE |
| Le Directeur Juridique | Francis VICARI |

CREDIT AGRICOLE S.A.

Société Anonyme au capital de 9 077 707 050 €
Siège social : 12, Place des États-Unis - 92127 MONTROUGE CEDEX
784 608 416 RCS NANTERRE

=<>=<>=<>=

STATUTS

MIS A JOUR AU 13 NOVEMBRE 2025

Pour copie certifiée conforme
Directeur Juridique Groupe
Crédit Agricole S.A.



Francis VICARI

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 - Forme | 3 |
| ARTICLE 2 - Dénomination | 3 |
| ARTICLE 3 - Objet social | 3 |
| ARTICLE 4 - Siège social..... | 4 |
| ARTICLE 5 - Durée..... | 4 |
| ARTICLE 6 - Capital social..... | 4 |
| ARTICLE 7 - Modifications du capital social : augmentation, réduction et amortissement du capital social..... | 5 |
| A. Augmentation du capital social | 5 |
| B. Réduction du capital social..... | 5 |
| C. Amortissement du capital social..... | 5 |
| ARTICLE 8 - Forme des actions | 6 |
| ARTICLE 9 - Déclaration de franchissements de seuil et identification des porteurs d'actions | 6 |
| A. Déclaration de franchissements de seuil | 6 |
| B. Identification des porteurs d'actions | 6 |
| ARTICLE 10 Droits de vote - Indivisibilité des actions - droits et obligations attachés aux actions | 7 |
| A. Droits de vote | 7 |
| B. Indivisibilité des actions | 8 |
| C. Droits et obligations attachés aux actions..... | 8 |
| ARTICLE 11 - Conseil d'administration | 8 |
| ARTICLE 12 - Censeurs | 10 |
| ARTICLE 13 - Actions des administrateurs | 11 |
| ARTICLE 14 - Délibérations du conseil d'administration..... | 11 |
| ARTICLE 15 - Pouvoirs du conseil d'administration | 11 |
| ARTICLE 16 - Présidence du conseil d'administration..... | 12 |
| ARTICLE 17 - Direction générale | 12 |
| A. Directeur général | 12 |
| B. Directeurs généraux délégués | 13 |
| ARTICLE 18 - Disposition générale relative aux limites d'âge | 13 |
| ARTICLE 19 - Rémunération des administrateurs | 13 |
| ARTICLE 20 - Commissaire aux comptes | 13 |
| ARTICLE 21 - Assemblées Générales | 14 |
| ARTICLE 22 - Convocation et lieu de réunion des Assemblées Générales | 14 |
| ARTICLE 23 - Ordre du jour et procès-verbaux des Assemblées Générales | 14 |
| ARTICLE 24 - Accès aux Assemblées Générales – Pouvoirs | 14 |
| A. Accès aux Assemblées Générales - Pouvoirs | 14 |
| B. Dispositions applicables à toutes les Assemblées Générales | 15 |
| ARTICLE 25 - Feuille de présence – bureau des Assemblées Générales..... | 16 |
| ARTICLE 26 - Quorum – vote – nombre de voix aux Assemblées Générales | 16 |
| ARTICLE 27 - Assemblée Générale Ordinaire | 17 |
| ARTICLE 28 - Assemblée Générale Extraordinaire | 17 |
| ARTICLE 29 - Exercice social | 18 |
| ARTICLE 30 - Fixation - Affectation et répartition des bénéfices | 18 |
| ARTICLE 31 - Dissolution - liquidation | 18 |
| ARTICLE 32 - Contestations | 19 |

CREDIT AGRICOLE S.A.

STATUTS MIS A JOUR AU 13 NOVEMBRE 2025

ARTICLE 1 - FORME

Crédit Agricole S.A. (la "Société") est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce, ainsi que, le cas échéant, par les dispositions du Livre dixième du Code de commerce relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L.512-47 et suivants, ainsi qu'aux dispositions non abrogées du Livre V ancien du Code rural.

Antérieurement à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société était dénommée Caisse nationale de Crédit agricole, désignée en abrégé C.N.C.A.

La Société est issue de la transformation de l'établissement public industriel et commercial Caisse nationale de Crédit agricole après absorption du Fonds commun de garantie des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Elle reste titulaire de l'ensemble des droits, obligations, garanties et sûretés de ces personnes morales avant leur transformation ; elle exerce tous les droits afférents aux hypothèques consenties au profit de l'État.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination : CREDIT AGRICOLE S.A.

Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination devra être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société anonyme" ou des initiales S.A. "régie par le Livre deuxième du Code de commerce et par les dispositions du Code monétaire et financier" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

Crédit Agricole S.A. a pour mission de faciliter et de promouvoir l'activité et le développement des caisses régionales de crédit agricole mutuel et de l'ensemble du groupe crédit agricole. A cet effet :

1. Elle exerce la fonction de caisse centrale et assure l'unité financière du groupe dans ses relations avec l'extérieur, dans le but d'optimiser la gestion financière des capitaux gérés et de procéder à la redistribution des ressources collectées.

Elle reçoit et gère les excédents de dépôts et d'épargne des caisses régionales ainsi que l'épargne collectée par celles-ci pour son compte.

Elle consent des avances aux caisses régionales pour faciliter le financement de leurs prêts à moyen et long terme. Elle s'assure que les risques de transformation sont couverts pour la Société et ses filiales et les caisses régionales. Elle met en œuvre les mécanismes de garantie des opérations des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Elle négocie et conclut en son nom et pour le compte des sociétés du groupe crédit agricole les accords de portée nationale ou internationale qui engagent le crédit du groupe. Elle signe toute convention nationale avec l'État.

2. Elle réalise, tant en France qu'à l'étranger, toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de prise de participations, de service d'investissement ou de services connexes au sens du Code monétaire et financier, de cautionnement, d'arbitrage, de courtage et de commission, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, dans le respect des compétences propres des caisses régionales de crédit agricole mutuel.
3. En qualité d'organe central du crédit agricole mutuel, elle veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, à la cohésion du réseau du crédit agricole mutuel, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier ; elle garantit la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Et, de façon générale, elle effectue toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, de même que toutes prestations de service se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, dès lors qu'elles seront utiles à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé 12, Place des États-Unis (92127) MONTROUGE Cedex.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société, issue de la transformation mentionnée au dernier alinéa de l'article 1er des présents statuts, prendra fin le 31 décembre 2086 sauf prorogation ou dissolution anticipée décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 9 077 707 050 euros. Il est divisé en 3 025 902 350 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Pour les besoins des présents statuts :

- "**Assemblée Générale**" désigne l'assemblée générale des porteurs d'actions ;
- "**Assemblée Générale Extraordinaire**" désigne l'Assemblée Générale statuant à titre extraordinaire ;
- "**Assemblée Générale Ordinaire**" désigne l'Assemblée Générale statuant à titre ordinaire.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL : AUGMENTATION, REDUCTION ET AMORTISSEMENT DU CAPITAL SOCIAL

A. Augmentation du capital social

1. Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.
2. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider ou autoriser, dans les conditions légales et réglementaires, l'augmentation du capital social, sous réserve des dispositions relatives au paiement du dividende en actions prévues à l'article 30 "Fixation - Affectation et répartition des bénéfices" des présents statuts.
3. Les porteurs d'actions ont, dans les conditions légales et réglementaires, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société.
4. L'Assemblée Générale Extraordinaire décide, dans les conditions légales et réglementaires, les apports en nature.

B. Réduction du capital social

1. La réduction du capital social est décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui peut déléguer au conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser.
2. Toute réduction de capital motivée par des pertes est imputée sur le capital social entre les différentes actions proportionnellement à leur part dans le capital social.

Les pertes seront imputées prioritairement sur le report à nouveau, puis sur les réserves dont l'Assemblée Générale a la disposition, puis sur les autres réserves, puis sur les réserves statutaires, puis sur les primes de toute nature, puis sur la réserve légale et enfin sur le capital social.

3. La Société pourra procéder à des réductions de capital non motivées par des pertes dans les conditions légales et réglementaires.

C. Amortissement du capital social

Le capital peut être amorti conformément aux articles L.225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du porteur d'actions, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

ARTICLE 9 - DECLARATION DE FRANCHISSEMENTS DE SEUIL ET IDENTIFICATION DES PORTEURS D'ACTIONS

A. Déclaration de franchisements de seuil

Sans préjudice des obligations de déclaration de franchisements de seuils prévues par la loi, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant 1 % du capital ou des droits de vote, est tenue, dans les cinq jours à compter du jour de l'inscription en compte des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au siège social, le nombre total des actions et le nombre de droits de vote qu'elle possède, ainsi que le nombre total des titres donnant accès à terme au capital et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés.

Cette déclaration devra être renouvelée dans les conditions mentionnées ci-dessus chaque fois que la part du capital ou des droits de vote détenue franchira à la hausse ou à la baisse un multiple de 1 % du capital ou des droits de vote.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs porteurs d'actions détenant 2 % au moins du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'Assemblée Générale.

B. Identification des porteurs d'actions

En vue de l'identification des détenteurs de titres au porteur, la Société est en droit, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, selon le cas, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution, et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées Générales ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Au vu de la liste transmise à la Société par le dépositaire central, la Société a la faculté de demander dans les mêmes conditions soit par l'entremise de ce dépositaire central, soit directement aux personnes figurant sur cette liste et dont la Société estime qu'elles pourraient être inscrites en qualité d'intermédiaire pour compte de tiers, les informations prévues à l'alinéa précédent concernant ces propriétaires de titres.

Ces personnes seront tenues, si elles ont la qualité d'intermédiaire, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres. L'information sera fournie directement à l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, à charge pour ce dernier de la communiquer, selon le cas, à la Société ou au dépositaire central.

La Société est également en droit pour ce qui concerne les titres inscrits sous la forme nominative de demander à tout moment à l'intermédiaire inscrit pour le compte de tiers propriétaires des titres, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux.

Aussi longtemps que la Société estime que certains détenteurs de titres, au porteur ou sous la forme nominative, dont l'identité lui a été communiquée le sont pour le compte de tiers propriétaires des titres, elle est en droit de demander à ces détenteurs de révéler l'identité des propriétaires de ces titres dans les conditions prévues ci-dessus ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux.

A l'issue des demandes d'informations visées ci-dessus, la Société est en droit de demander à toute personne morale propriétaire d'actions de la Société représentant plus du quarantième du capital ou des droits de vote de la Société de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote qui sont exercés aux assemblées générales de celle-ci.

Lorsque la personne faisant l'objet d'une demande conformément aux dispositions du présent article 9.B. n'a pas transmis les informations ainsi demandées dans les délais légaux et réglementaires ou a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit aux propriétaires des titres, soit à la quantité de titres détenus par chacun d'eux, les actions ou les titres donnant immédiatement ou à terme accès au capital et pour lesquels cette personne a été inscrite en compte sont privés de droit de vote pour toute Assemblée Générale qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de l'identification, et le paiement du dividende est différé jusqu'à cette date.

En outre, au cas où la personne inscrite méconnaîtrait sciemment les dispositions ci-dessus, le tribunal dans le ressort duquel la Société a son siège social peut, sur demande de la Société ou d'un ou plusieurs porteurs d'actions détenant au moins 5 % du capital, prononcer la privation totale ou partielle, pour une durée totale ne pouvant excéder cinq ans, des droits de vote attachés aux actions ayant fait l'objet de l'interrogation et, éventuellement pour la même période, du dividende correspondant.

ARTICLE 10 -DROITS DE VOTE - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

A. - Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions de la Société est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. Les actions de la Société (y compris celles qui pourraient être attribuées gratuitement dans le cadre d'une augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission) ne bénéficient pas de droit de vote double conformément à l'article L. 22-10-46 et au dernier alinéa de l'article L.225-123 du Code de commerce.

B. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote attaché à chaque action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales, par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes de toute nature, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

C. Droits et obligations attachés aux actions

1. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par les Assemblées Générales.
2. Chaque action dispose de droits identiques dans l'actif social et dans les bénéfices, définis respectivement à l'article 31 "Dissolution- liquidation" et à l'article 30 "Fixation - Affectation et répartition des bénéfices" des présents statuts.

Chaque action donne le droit de participer, dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts, aux Assemblées Générales et d'y voter. Chaque action donne droit à une voix dans ces Assemblées Générales.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, motivés ou non par des pertes, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions ou de droits formant rompus nécessaires.

ARTICLE 11 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de :

- **3 au moins et 18 au plus** administrateurs élus par l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article L.225-18 du Code de commerce,
- **1 administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles**, désigné conformément aux dispositions de l'article L.512-49 du Code monétaire et financier ;
- **1 ou 2 administrateurs représentant les salariés**, désignés conformément aux dispositions de l'article L.225-27-1-III- 3° du Code de commerce,
- **1 administrateur représentant les salariés actionnaires**, conformément aux dispositions de l'article L.225-23 et L. 22-10-5 du Code de commerce, élu par l'Assemblée générale des actionnaires sur proposition des actionnaires visés à l'article L. 225-102.

Participant également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative :

- Le ou les censeurs désignés conformément à l'article 12 des présents statuts ;
- 1 membre titulaire du Comité Social et Economique de l'entreprise désigné par celui-ci.

En cas de vacance de l'un des postes des administrateurs représentant les salariés ou du poste de l'administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles, le conseil, constitué des membres élus par l'Assemblée Générale, pourra valablement délibérer.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions d'administrateur est fixée à 65 ans. Si un administrateur vient à dépasser l'âge de 65 ans, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

2. Administrateurs élus par l'Assemblée Générale

Les administrateurs élus par l'Assemblée Générale peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

La durée de leurs fonctions est de trois années. Toutefois, l'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer plus de quatre mandats successifs. Cependant, si un administrateur vient à cesser ses fonctions avant la fin de son mandat, l'administrateur nommé pour la durée restant à courir dudit mandat peut solliciter un cinquième mandat, dans la limite d'une durée correspondant à quatre mandats successifs. Il sera réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire suivant le douzième anniversaire de sa première nomination.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

A l'exception des administrateurs élus par les salariés et l'administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles, le renouvellement des administrateurs élus par l'Assemblée générale s'effectue de manière à favoriser, dans la mesure du possible, un échelonnement équilibré des dates d'expiration des mandats.

3. Administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles

La durée du mandat de l'administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles est de trois années. Ce mandat est renouvelable et il peut y être mis fin à tout moment par l'autorité qui a désigné cet administrateur.

4. Administrateurs représentant les salariés

Lorsqu'un seul administrateur représentant les salariés doit être nommé, celui-ci est désigné par l'organisation syndicale ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail dans la Société et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français. Lorsque deux administrateurs représentant les salariés doivent être nommés, ils sont désignés par chacune des deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour de ces élections.

Le nombre d'administrateurs représentant les salariés est égal à deux lorsque le nombre d'administrateurs mentionnés aux articles L.225-17 et L.225-18 du Code de commerce est supérieur à huit, et à un s'il est égal ou inférieur à huit. Si au cours d'un exercice, le nombre d'administrateurs mentionnés aux articles L.225-17 et L.225-18 du Code de commerce devient inférieur ou égal à huit, le mandat du second administrateur représentant les salariés se poursuivra jusqu'à son terme mais ne sera pas renouvelé si le nombre d'administrateurs demeure inférieur ou égal à huit à la date du renouvellement. Si le nombre d'administrateurs mentionnés aux articles L.225-17 et L.225-18 redevient supérieur à huit, un second

administrateur représentant les salariés devra être nommé dans les conditions prévues ci-dessus, dans un délai de six mois après la cooptation par le conseil d'administration ou la nomination par l'Assemblée Générale du nouvel administrateur, étant précisé que ce dernier entrera en fonction lors de la première réunion du conseil d'administration tenue après sa désignation.

Tout administrateur représentant les salariés est désigné pour une durée de trois ans. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En cas de vacance, par décès, démission, révocation, rupture du contrat de travail ou pour toute autre cause que ce soit, d'un siège d'administrateur représentant les salariés, le siège vacant est pourvu pour la durée restante du mandat conformément aux dispositions de l'article L.225-34 du Code de commerce. Jusqu'à la date de remplacement, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

Dans le cas où l'obligation de désignation d'un ou plusieurs administrateurs représentant les salariés deviendrait caduque (y compris en cas d'abrogation des dispositions légales la prévoyant), le mandat du ou des administrateurs représentant les salariés prendra fin à la première des deux dates suivantes : au terme du mandat en cours ou à l'issue de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle le conseil d'administration constate la sortie de la Société du champ d'application de la loi.

Sous réserve des dispositions du présent article ou de la loi, les administrateurs représentant les salariés ont le même statut, les mêmes pouvoirs et les mêmes responsabilités que les autres administrateurs.

En l'absence de désignation d'un ou des administrateurs représentant les salariés conformément à la loi et aux présents statuts, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

5. Administrateur représentant les salariés actionnaires.

a. Modalités de désignation du candidat au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires

Dans les conditions définies à l'article L.225-102 du Code de commerce, le candidat à la nomination au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires est désigné :

- 1) d'une part, par l'ensemble des membres élus des conseils de surveillance desdits FCPE pour les porteurs de parts de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) investis principalement en actions Crédit Agricole S.A., et ;
- 2) d'autre part, par des grands électeurs élus par toutes les personnes ayant acquis des actions en qualité de salarié lorsque ces dernières exercent directement les droits de vote attachés aux actions qu'elles détiennent en propre (étant précisé que les salariés visés par le présent paragraphe 2) sont ceux visés à l'article L.225-102 du Code de commerce, à savoir les salariés actionnaires de la Société et des entités ou groupements liés ou affiliés à la Société en application de l'article L.225-180 du Code de commerce).

Les membres des conseils de surveillance visés au paragraphe 1) et les grands électeurs visés au paragraphe 2) sont réunis au sein d'un collège (Collège) chargé de l'élection parmi eux du

candidat au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires et de son suppléant en vue de leur élection par l'Assemblée générale.

Les conditions de désignation des grands électeurs et du candidat, non précisées dans les présents statuts, sont arrêtées par le conseil d'administration, leur mise en œuvre étant assurée par toute personne et/ou direction de Crédit Agricole S.A. à qui il aura donné délégation, en accord avec le Directeur général.

En tout état de cause,

- le conseil d'administration, lorsqu'il arrête les conditions d'éligibilité à la candidature aux postes de grands électeurs, doit s'assurer que le nombre de grands électeurs sera tel que la composition du Collège sera raisonnablement représentative du poids respectif des actions dont le droit de vote est exercé directement par les personnes ayant acquis des actions en qualité de salarié et des actions dont le droit de vote est exercé par les conseils de surveillance des FCPE ;
- sera proposé à l'Assemblée Générale le candidat et son suppléant ayant reçu la majorité absolue des suffrages exprimés au sein du Collège, étant précisé que si, à l'issue du vote, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, alors les deux candidats ayant obtenu le plus de voix devront se présenter à un second tour, à l'issue duquel celui ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sera proposé à l'Assemblée Générale. L'identité du candidat et celle de son suppléant doivent figurer dans l'avis de convocation de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur sa désignation.

b. Statut de l'administrateur représentant les salariés actionnaires

La durée des fonctions de l'administrateur représentant les salariés actionnaires est identique à celle des administrateurs élus par l'Assemblée Générale conformément à l'article L.225-18 du Code de commerce. Toutefois, son mandat prendra fin de plein droit et l'administrateur représentant les salariés actionnaires sera réputé démissionnaire d'office en cas de perte de sa qualité d'actionnaire (individuellement ou par l'intermédiaire d'un FCPE), ou de salarié de la Société ou d'une société ou d'un groupement d'intérêt économique lié à la Société au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce.

Tout candidat doit se présenter avec un suppléant, qui est appelé à le remplacer en cas de cessation définitive, en cours de mandat, des fonctions d'administrateur du titulaire avec lequel il a été nommé. Le suppléant est dans cette hypothèse coopté par le conseil d'administration pour exercer le mandat d'administrateur représentant les salariés actionnaires jusqu'au terme fixé. La cooptation du suppléant par le conseil d'administration sera soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Jusqu'à la cooptation du suppléant, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

En cas d'empêchement définitif du suppléant, le remplacement de ce dernier s'effectuera dans les conditions prévues au paragraphe a. pour la désignation du candidat, au plus tard avant la réunion de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire ou, si celle-ci se tient moins de quatre mois après l'empêchement définitif du suppléant, avant l'assemblée générale ordinaire suivante. Jusqu'à la désignation du remplaçant, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

Dans l'hypothèse où en cours de mandat le rapport présenté annuellement par le conseil d'administration lors de l'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-102 du Code de commerce, établit que les actions détenues dans le cadre dudit article représentent un pourcentage inférieur à 3 % du capital de la Société, le mandat du membre du conseil d'administration représentant les salariés actionnaires prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale où sera présenté le rapport du conseil d'administration le constatant.

ARTICLE 12 - CENSEURS

Sur proposition du président, le conseil d'administration peut désigner un ou plusieurs censeurs.

Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Ils sont nommés pour une durée de 3 années, renouvelable quatre fois au plus. Il peut, à tout moment, être mis fin à leurs fonctions par le conseil.

Ils peuvent, en contrepartie des services rendus, recevoir une rémunération déterminée par le conseil d'administration.

ARTICLE 13 - ACTIONS DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'au moins une action. Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire d'au moins une action ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas regularisé sa situation dans le délai de trois mois.

ARTICLE 14 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. **Le conseil d'administration se réunit** aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son président, de toute personne mandatée à cet effet par le conseil d'administration ou, si la dernière réunion date de plus de deux mois, sur la convocation de son président à la demande d'un tiers au moins de ses membres et sur un ordre du jour déterminé.

Le cas échéant, le directeur général peut demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite au moins trois jours à l'avance par lettre ou tout autre moyen. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

2. **Pour la validité des délibérations**, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

A la demande du président, des collaborateurs exerçant des fonctions de responsabilité dans le groupe peuvent assister aux délibérations du conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration sont tenus à la discrétion en ce qui concerne les délibérations du conseil ainsi qu'à l'égard de toutes informations et de tous documents revêtant un caractère confidentiel et présentés comme tels par le président du conseil d'administration.

3. Les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises par consultation écrite des administrateurs, y compris par voie électronique, sous réserve qu'aucun d'eux ne s'y oppose.

Le Président du conseil d'administration (ou toute autre personne habilitée à le convoquer) invite les administrateurs à se prononcer par consultation écrite sur un projet de décision(s) qu'il leur transmet. Les administrateurs doivent se prononcer dans un délai de 5 jours à compter de l'envoi du projet de décision(s), sauf délai plus court fixé par le Président (en cas d'urgence et/ou au regard des décisions à prendre).

S'ils ne répondent pas dans ce délai et sauf extension de ce délai par le Président, ils sont réputés ne pas avoir participé à la consultation.

Si l'un des administrateurs s'oppose à ce que la décision soit prise par voie de consultation écrite, ce dernier doit faire part de son opposition au Président du conseil d'administration (ou à l'auteur de la consultation) par écrit, le cas échéant électronique ; ladite opposition devant être reçue par le Président dans un délai de 2 jours à compter de l'envoi de la consultation.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par la direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

Le Conseil d'administration peut décider de la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

ARTICLE 16 - PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à l'article L.512-49 du Code monétaire et financier, le conseil d'administration élit, parmi ses membres ayant la qualité d'administrateur de Caisse régionale de crédit agricole mutuel, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil d'administration peut élire un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Par dérogation aux dispositions de l'article 11-1 dernier alinéa des présents statuts, la limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration est fixée à 67 ans. Dans cette limite et par dérogation aux dispositions de l'article 11-2 3ème alinéa des présents statuts, le président en exercice peut solliciter un cinquième mandat consécutif d'administrateur.

ARTICLE 17 - DIRECTION GENERALE

A. Directeur général

Conformément à l'article L.512-49 du Code monétaire et financier, le conseil d'administration procède à la nomination du directeur général de la Société, il peut également mettre fin à ses fonctions.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées Générales et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

Il participe aux réunions du conseil d'administration.

Il nomme à tous emplois de la Société et détermine la rémunération des personnels, en conformité avec les dispositions du Code monétaire et financier.

Il a faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de délégataires qu'il avisera.

B. Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration procède à la nomination d'une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux directeurs généraux délégués.

À l'égard des tiers, les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du directeur général, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général.

ARTICLE 18 - DISPOSITION GENERALE RELATIVE AUX LIMITES D'AGE

Tout dirigeant atteint par une limite d'âge, fixée par les statuts ou par la loi, est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui suit cette date anniversaire.

ARTICLE 19 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale Ordinaire détermine et approuve l'enveloppe de rémunération des administrateurs.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes est exercé conformément à la loi par deux commissaires aux comptes nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Les commissaires aux comptes sortants sont rééligibles dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la durée de leurs mandats et au rythme de rotation.

Ils peuvent agir ensemble ou séparément, mais sont tenus d'établir un rapport commun sur les opérations de la Société. Ils rendent compte de leur mandat à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

ARTICLE 21 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives sont prises en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

ARTICLE 22 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

ARTICLE 23 - ORDRE DU JOUR ET PROCES-VERBAUX DES ASSEMBLEES GENERALES

L'ordre du jour des Assemblées Générales est arrêté par l'auteur de la convocation conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 24 - ACCES AUX ASSEMBLEES GENERALES

A. Pouvoirs

Tout porteur d'actions, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer, personnellement ou par mandataire, dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts, aux Assemblées Générales sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous réserve que les titres soient inscrits en compte à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris :

- pour les titulaires d'actions nominatives, dans les comptes de titres nominatifs tenus sur les registres de la Société ;
- pour les propriétaires de titres au porteur, dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, inscription ou enregistrement qui est constaté par une attestation de participation délivrée par celui-ci, le cas échéant par voie électronique.

Le porteur d'actions, à défaut d'assister personnellement ou par mandataire à l'Assemblée Générale, peut choisir entre l'une des deux formules suivantes :

- voter à distance ;

ou

- adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

B. Participation aux Assemblées Générales

Lorsque le porteur d'actions a demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation ou, le cas échéant, exprimé son vote à distance ou envoyé un pouvoir, il ne peut

plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale. Toutefois, il peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions.

Si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire habilité, teneur de compte, notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, n'est notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société.

Les propriétaires d'actions n'ayant pas leur domicile sur le territoire français peuvent être inscrits en compte et être représentés à l'Assemblée Générale par tout intermédiaire inscrit pour leur compte et bénéficiant d'un mandat général de gestion des titres, sous réserve que l'intermédiaire ait préalablement déclaré au moment de l'ouverture de son compte auprès de la Société ou de l'intermédiaire financier teneur de compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires, sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour compte d'autrui.

Les porteurs d'actions peuvent, sur décision du Conseil d'administration publiée dans l'avis de réunion et l'avis de convocation, participer aux Assemblées Générales par voie de visioconférence ou par tous moyens de télécommunication ou télétransmission, y compris Internet, dans les conditions des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Le Conseil d'administration fixe les modalités de participation et de vote correspondantes, en s'assurant que les procédures et technologies employées satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations et l'intégrité du vote exprimé.

Ceux des porteurs d'actions qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'Assemblée Générale, sont assimilés aux porteurs d'actions présents ou représentés. La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le Conseil d'administration et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1367 du Code civil, pouvant notamment consister en un identifiant et un mot de passe.

La procuration et le vote ainsi exprimé avant l'Assemblée Générale par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de transfert de propriété intervenant avant le deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

ARTICLE 25 - FEUILLE DE PRESENCE – BUREAU DES ASSEMBLEES GENERALES

1. À chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les porteurs d'actions présents et les mandataires et à laquelle sont annexés, les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas

échéant, les formulaires de vote à distance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée Générale.

2. Les Assemblées Générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'Assemblée Générale est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'Assemblée Générale, celle-ci élit son président.

Le bureau désigne un secrétaire qui peut ne pas être un porteur d'actions.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

ARTICLE 26 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX AUX ASSEMBLEES GENERALES

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions dans les Assemblées Générales, déduction faite dans chaque cas des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des statuts.

En cas de vote à distance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale, dans les conditions et délais fixés par les textes en vigueur.

En cas de vote par pouvoir sans indication de mandataire, le président émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration, mais défavorable à tous les autres projets de résolution.

Sauf dans les cas spéciaux prévus par la loi, chaque membre d'une Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède d'actions libérées des versements exigibles.

La Société est en droit de demander à l'intermédiaire inscrit pour le compte des porteurs d'actions n'ayant pas leur domicile sur le territoire français et bénéficiant d'un mandat général de gestion des titres de fournir la liste des porteurs d'actions qu'il représente dont les droits de vote seraient exercés à l'Assemblée Générale.

Le vote ou le pouvoir émis par un intermédiaire qui ne s'est pas déclaré comme tel conformément aux dispositions légales et réglementaires ou des présents statuts ou qui n'a pas révélé l'identité des propriétaires des titres ne peut être pris en compte.

ARTICLE 27 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1. L'Assemblée Générale Ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux ou réglementaires, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a notamment les pouvoirs suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
 - statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires ;
 - donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs ;
 - nommer et révoquer les administrateurs ;
 - approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;
 - autoriser le rachat d'actions dans le cadre de programmes de rachat d'actions mis en œuvre dans les conditions prévues par les articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce (ou de la réglementation équivalente applicable à la date de l'opération considérée) ;
 - nommer les commissaires aux comptes ;
 - statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration.
2. L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les porteurs d'actions présents, représentés ou ayant voté à distance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les porteurs d'actions présents ou représentés y compris les porteurs d'actions ayant voté à distance.

ARTICLE 28 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des porteurs d'actions, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.
2. L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les porteurs d'actions présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée Générale Extraordinaire peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les porteurs d'actions présents ou représentés y compris les porteurs d'actions ayant voté à distance.

3. Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de

réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 29 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 30 - FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BÉNÉFICES

1. Sur le bénéfice de l'exercice social diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué un prélèvement de 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale prescrit par la loi jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social.
2. Le solde, augmenté, le cas échéant, du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable que l'Assemblée Générale Ordinaire affecte afin de :
 - doter un ou plusieurs fonds de réserves facultatives, ordinaires, ou extraordinaires, avec ou sans affectation spéciale ;
 - distribuer un dividende aux porteurs d'actions .

L'Assemblée Générale Ordinaire peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

3. L'Assemblée Générale Ordinaire ou, en cas d'acompte sur dividende, le conseil d'administration, peut, au titre d'un exercice considéré, décider de distribuer ou de ne pas distribuer de dividende aux porteurs d'actions, notamment aux fins de respecter les obligations prudentielles de la Société.
4. L'Assemblée Générale Ordinaire a la faculté d'accorder à chaque porteur d'actions, dans les limites et conditions qu'elle détermine, pour tout ou partie du dividende distribué ou d'acompte sur dividende, une option pour le paiement du dividende soit en numéraire soit en actions à émettre.

ARTICLE 31 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1. La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de cette liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

À l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, celle-ci règle le mode de liquidation. Elle nomme un ou plusieurs liquidateurs aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs, du président, du directeur général et des directeurs généraux délégués.

L'Assemblée Générale conserve pendant toute la durée de la liquidation les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la Société.

2. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Il sera procédé au remboursement de la valeur nominale des actions au prorata de leur part dans le capital social, puis le cas échéant au partage du boni de liquidation.

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les porteurs d'actions, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les porteurs d'actions eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.



Evolution des risques juridiques

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole S.A. fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2024.

Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document et actualisés au deuxième trimestre 2025 dans le document AO3, les seules évolutions se trouvent :

- au dernier alinéa du paragraphe « O'Sullivan and Tavera »,
- aux deuxième et troisième alinéas du paragraphe « Action des porteurs de fond H2O ».

Le 8 septembre 2025, le Président du Tribunal judiciaire de Paris a validé la Convention Judiciaire d'Intérêt Public (CJIP) conclue entre le Parquet national financier (PNF) de Paris et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB), tel que précisé ci-après au paragraphe « Cum- Cum – Enquête du PNF ».

Par ailleurs, par suite d'une décision rendu le 1^{er} août 2025 par la cour suprême au Royaume-Uni, remettant en cause les modalités de rémunération des intermédiaires de crédit, la FCA (Financial Conduct Authority) au Royaume-Uni a, le 7 octobre 2025, publié un projet de plan de dédommagement des emprunteurs ayant souscrit un contrat de financement automobile entre le 6 avril 2007 et le 1er novembre 2024. Sont notamment concernés par ce projet de plan CA Auto Finance UK, filiale à 100% de Crédit Agricole Auto Bank ainsi que Ferrari Financial Services UK, tel que précisé ci-après au paragraphe « Crédit Agricole Auto Bank ».

Faits exceptionnels et litiges

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O'Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« *Tavera* »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire O'Sullivan I, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties -l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) («Freeman I»), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y.) («Freeman II») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y.).

Le 6 avril 2020, l'affaire O'Sullivan II a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire O'Sullivan I, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

Le 19 février 2019, l'affaire Tavera a également été suspendue en attendant la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens, suspension qui a été prolongée le 18 juillet 2025.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a mis en place en mai 2020 un plan de compensation au profit de clients emprunteurs qui tient compte des décisions de la KIFID précitées. D'autres établissements aux Pays-Bas ont mis en place des plans de compensation. Le Conseil de surveillance de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a décidé de clôturer ce plan de compensation le 1^{er} mars 2021.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises le 30 avril 2019 une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande portait sur un montant de 312 millions d'euros. Elle était assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6% l'an).

CACEIS Allemagne (CACEIS Bank SA) conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a déposé des recours auprès de l'administration fiscale pour, d'une part, contester sur le fond cette demande et d'autre part, solliciter un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS Bank SA a contesté cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS Bank SA qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des recours intentés, une créance d'un montant équivalent. Par une décision du 25 novembre 2022, les services fiscaux de Munich ont rejeté le recours de CACEIS Bank SA sur le fond. CACEIS Bank SA a saisi le 21 décembre 2022 le tribunal fiscal de Munich d'une action en contestation de la décision précitée des services fiscaux de Munich et de la demande de restitution d'impôts sur

dividendes précitée. Confiant dans ses arguments, CACEIS Bank SA n'a opéré aucune modification dans ses comptes.

CA Bank Polska

Entre 2007 et 2008, CA Bank Polska ainsi que d'autres banques polonaises ont accordé des prêts hypothécaires libellés ou indexés sur la monnaie suisse (CHF) et remboursables en PLN. L'augmentation significative du taux de change du CHF par rapport à la monnaie polonaise (PLN) a occasionné une augmentation importante de la charge de remboursement pour les emprunteurs.

Les tribunaux considérant que les clauses de ces contrats de prêts qui permettent aux banques de déterminer unilatéralement le taux de change applicable sont abusives, le nombre de litiges avec les banques est en constante augmentation.

En mai 2022, CA Bank Polska a ouvert un programme de règlement amiable des réclamations soulevées par les emprunteurs.

Action des porteurs de fonds H2O

Les 20 et 26 décembre 2023, 6077 personnes physiques et morales, membres d'une association dénommée « Collectif Porteurs H2O », ont assigné CACEIS Bank devant le tribunal des activités économiques de Paris aux côtés des sociétés Natixis Investment Managers et KPMG Audit, dans le cadre d'une action au fond introduite à titre principal à l'encontre des sociétés H2O AM LLP, H2O AM Europe SAS et H2O AM Holding.

Le 28 mai 2024, de nouvelles personnes sont intervenues dans la procédure pendante devant le tribunal des activités économiques de Paris, portant le nombre total de demandeurs à 9.004. Le 17 décembre 2024, le nombre de demandeurs a été réduit à 8.990. Le 10 mars 2025, celui-ci a été porté à 9.455. BPCE, Natixis SA et KPMG SA ont par ailleurs été attraites par les demandeurs dans la procédure. En octobre 2025, 355 demandeurs se sont désistés.

Les demandeurs se présentent comme des porteurs de parts de fonds gérés par les sociétés du groupe H2O dont certains actifs ont été cantonnés dans des « side pockets » en 2020, et des titulaires de contrats d'assurance-vie investis dans des unités de compte représentatives de ces fonds. Ils sollicitent la condamnation solidaire de l'ensemble des défendeurs à des dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'ils estiment lié au cantonnement des fonds concernés, qu'ils évaluaient à 824 416 491,89 euros le 28 mai 2024. Le 17 décembre 2024, cette estimation a été ramenée à 750 890 653,73 euros. Le 10 mars 2025, cette estimation a été portée à 761 984 557,39 euros. Les désistements intervenus en octobre 2025 devraient conduire à une diminution du montant des demandes de l'ordre de 142 millions d'euros sur la base de la dernière estimation produite par les demandeurs.

Pour rechercher la responsabilité « *in solidum* » de CACEIS Bank avec le groupe H2O et les autres codéfendeurs, les demandeurs allèguent qu'elle aurait manqué à ses obligations de contrôle en sa qualité de dépositaire des fonds.

Cum-Cum – Enquête du PNF

Crédit Agricole CIB, au même titre que d'autres établissements bancaires, a fait l'objet d'une enquête préliminaire initiée début 2023 par le Parquet National Financier dans le cadre du dossier dit « Cum Cum ».

Crédit Agricole CIB a coopéré à cette enquête, qui a permis de démontrer qu'elle n'avait instauré aucun système ou aucune politique visant à inciter ses clients étrangers à réaliser des opérations de prêts-emprunts de titres ou de dérivés sur titres dans un but de fraude fiscale, et qu'elle avait mis en place des règles internes afin d'encadrer

strictement les opérations autour du détachement du dividende dès l'introduction des dispositions de l'article 119 bis du code général des impôts issue de la loi de finances pour 2019.

Pour la période allant de 2013 à 2023, le Parquet National Financier a considéré qu'un certain nombre d'opérations de prêts-emprunts de titres et de dérivés sur actions conclues à des niveaux de prix fixés par le marché constitue de l'arbitrage de dividendes.

Dans ce contexte, le Parquet National Financier a proposé un règlement de ce dossier sous la forme d'une convention judiciaire d'intérêt public, aux termes de laquelle Crédit Agricole CIB a consenti à s'acquitter d'une amende d'intérêt public d'un montant de 88,2M€.

Cette convention, qui ne constitue pas une condamnation pénale et qui n'emporte aucune déclaration de culpabilité de Crédit Agricole CIB, a été validée par le président du tribunal judiciaire de Paris le 8 septembre 2025.

Le paiement de l'amende d'intérêt public n'affectera pas les comptes de Crédit Agricole CIB de l'exercice 2025, compte tenu des provisions constituées.

Crédit Agricole Auto Bank

Le 7 octobre 2025, la FCA (Financial Conduct Authority) au Royaume-Uni a publié un projet de plan de dédommagement des emprunteurs ayant souscrit un contrat de financement automobile entre le 6 avril 2007 et le 1er novembre 2024. Sont concernés les contrats qui, selon la FCA, auraient donné lieu à une relation inéquitable entre l'emprunteur et son établissement financier du fait des modalités de rémunération du distributeur automobile intermédiaire de crédit.

Cette publication fait suite à une décision du 1^{er} août 2025 de la cour suprême au Royaume-Uni concernant des établissements concurrents mis en cause par leurs clients s'agissant des conditions de leurs contrats de financement automobile. Dans cette décision, la cour a remis en cause les modalités de rémunération des intermédiaires de crédit estimant qu'elles conduisaient à un déséquilibre entre les parties.

Le projet de plan fait l'objet d'une consultation publique dont la date limite de réponse par les parties prenantes est le 18 novembre 2025. La FCA prévoit de confirmer les critères de ce plan en janvier 2026.

Sont notamment concernés par ce projet de plan CA Auto Finance UK, filiale à 100% de Crédit Agricole Auto Bank elle-même détenue intégralement par CA Consumer Finance SA ainsi que Ferrari Financial Services UK, entreprise détenue conjointement par Crédit Agricole Auto Bank et le constructeur automobile Ferrari.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Autres informations récentes

Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiques-de-presse-financiers>

Communiqué de presse du 28 aout 2025

L'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réservée aux 190 000 salariés et anciens salariés du groupe Crédit Agricole (ACR 2025), dont la période de souscription s'est déroulée du 24 juin au 8 juillet 2025, a été définitivement réalisée ce 28 août 2025. 37 533 personnes, en France et dans le monde, y ont souscrit, pour un montant global de 294,5 millions d'euros.

[AUGMENTATION DE CAPITAL 2025 RÉSERVÉE AUX SALARIÉS](#)

Communiqué de presse du 01 septembre 2025

Indosuez Wealth Management, la filiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, annonce que son entité en Suisse a finalisé l'acquisition de Banque Thaler dont elle détient désormais 100% du capital. [Indosuez Wealth Management finalise l'acquisition de Banque Thaler](#)

Communiqué de presse du 02 septembre 2025

[Crédit Agricole S.A. lance des offres de rachat de titres perpétuels](#)

Communiqué de presse du 09 septembre 2025

[Crédit Agricole S.A. annonce le résultat de son offre de rachat portant sur une série de titres perpétuels libellés en US dollars](#)

Communiqué de presse du 09 septembre 2025

[Crédit Agricole S.A. annonce le résultat de son offre de rachat portant sur une série de titres perpétuels libellés en livres sterling](#)

Communiqué de presse du 12 septembre 2025

[Crédit Agricole S.A. annonce le remboursement de ses Obligations Sociales Senior Non Préférées Remboursables à Taux Fixe devenant Variable émises le 12 octobre 2022 pour un montant nominal total de 1.000.000.000 EUR \(ISIN: FR001400D0Y0\)*](#)

Communiqué de presse du 30 septembre 2025

[Crédit Agricole S.A. lance un programme de rachat d'actions portant sur un maximum de 22 886 191 actions ordinaires de Crédit Agricole S.A.](#)

Communiqué de presse du 07 octobre 2025

[Crélan et le Crédit Agricole finalisent leur partenariat stratégique](#)

Communiqué de presse du 30 octobre 2025

[Résultats du 3e trimestre et des 9 premiers mois 2025](#)

Communiqué de presse du 30 octobre 2025

[CREDIT AGRICOLE S.A. ANNONCE LE REMBOURSEMENT DE SES Obligations Super Subordonnées perpétuelles Additional Tier 1 \(AT1\) à Taux Fixe Revisable USD en circulation émises le 19 janvier 2016](#)

Communiqué de presse du 31 octobre 2025

Le programme de rachat d'actions de Crédit Agricole S.A., qui a débuté le 1^{er} octobre 2025, a été entièrement achevé le 30 octobre 2025. <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/208041>

Communiqué de presse du 31 octobre 2025

Capital : notification du niveau de l'exigence additionnelle au titre du Pilier 2. <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/208043>

Communiqué de presse du 06 novembre 2025

Crédit Agricole S.A. annonce le remboursement de ses obligations senior non préférées remboursables émises le 7 décembre 2022 pour un montant nominal total de ¥17.700.000.000 JPY. <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/208062>

Communiqué de presse du 14 novembre 2025

Crédit Agricole S.A. annonce la réduction de son capital par voie d'annulation d'actions auto-détenues acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions. <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/208095>

Communiqué de presse du 18 novembre 2025

Crédit Agricole S.A. dévoile son plan stratégique ACT 2028.

<https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/208134>

Indicateurs Alternatifs de Performance¹

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

¹ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles, elle rapporte le RNPG annualisé, hors dépréciation d'immobilisation incorporelles et écart d'acquisition et nets des coupons AT1, aux Capitaux propres moyens part du Groupe retraités des intangibles, des réserves latentes, du stock de dettes AT1 et du projet de distribution en N+1.

Agenda financier

| | |
|-----------------|--|
| 04 février 2026 | Publication des résultats du quatrième trimestre et des résultats annuels 2025 |
| 30 avril 2026 | Publication des résultats du premier trimestre 2026 |
| 20 mai 2026 | Assemblée générale 2026 |
| 31 juillet 2026 | Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2026 |
| 30 octobre 2026 | Publication des résultats du troisième trimestre et des neufs mois 2026 |

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

| Forvis Mazars | PricewaterhouseCoopers Audit |
|--|--|
| Société représentée par Hervé Hélias et Jean Latorzeff | Société représentée par Bara Naija |
| 45, rue Kléber 92300 Levallois-Perret | 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine |
| Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre | Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre |

Forvis Mazars a été nommé Commissaire aux comptes sous la dénomination Mazars par l'Assemblée générale ordinaire du 22 mai 2024.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale ordinaire du 22 mai 2024. Conformément aux dispositions de l'article L. 821-45 du Code de commerce relatif à la rotation des cabinets de Commissaires aux comptes, ce mandat expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2028.

RESPONSABLE DE L'AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

M. Olivier Gavalda, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste que les informations contenues dans le présent Amendement n°4 au Document d'Enregistrement Universel 2024 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Montrouge, le 19 novembre 2025

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Olivier GAVALDA

Siège social : 12 place des Etats-Unis – 92127 MONTROUGE CEDEX
Tél. 01 43 23 52 02

Etablissement de crédit soumis aux articles L 225-1 et suivants du Code de commerce et aux articles L 512-47 et suivants du Code monétaire et financier - 784 608 416 RCS Nanterre - FR 77 784 608 416 - Capital 9 077 707 050 euros.

Table de concordance

Incorporation par référence

Le présent Amendement au Document d'enregistrement universel doit être lu et interprété conjointement avec les documents visés ci-dessous. Ces documents sont incorporés dans le présent Amendement et sont réputés en faire partie intégrante :

- le Document d'enregistrement universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 mars 2025 sous le numéro D.25-0137 (ci-après le « DEU 2024 ») qui inclut le rapport financier annuel, disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.
- son actualisation A01 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2025 sous le numéro D.25-0137-A01 (ci-après l'« A01 »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.
- son actualisation A02 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 7 mai 2025 sous le numéro D.25-0137-A02 (ci-après l'« A02 »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.
- son actualisation A03 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 août 2025 sous le numéro D.25-0137-A03 (ci-après l'« A03 »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.

Tous les documents incorporés par référence dans le présent document d'enregistrement ont été déposés après de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent document d'enregistrement. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

TABLE DE CONCORDANCE DE L'AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT ANNUEL

La présente table de concordance reprend les rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil abrogeant le règlement (CE) n° 809/2004 (annexe I) de la Commission et pris en application de la directive dite "Prospectus". Elle renvoie aux pages du Document d'enregistrement universel, ses amendements A01, A02, A03 et son présent amendement A04 où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

| | | Numéro de page du Document d'enregistrement universel (DEU) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A01) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A02) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A03) | Numéro de page du présent amendement au DEU (A04) |
|------------------|--|---|---|---|---|---|
| Section 1 | Personnes responsables | | | | | |
| 1.1 | Identité des personnes responsables | 692 | 481 | 107 | 269 | 133 |
| 1.2 | Déclaration des personnes responsables | 692 | 481 | 107 | 269 | 133 |
| 1.3 | Attestation ou rapport des personnes intervenant en qualité d'experts | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 1.4 | Informations provenant d'un tiers | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 1.5 | Déclaration relative à l'autorité compétente | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 2 | Contrôleurs légaux des comptes | | | | | |
| 2.1 | Identité des contrôleurs légaux | 692 | 481 | 106 | 270 | 132 |
| 2.2 | Changement éventuel | 692 | 481 | 106 | 270 | 132 |
| Section 3 | Facteurs de risque | 354-369 | 229-244 | N/A | 98 - 117 | 95 - 98 |
| Section 4 | Informations concernant l'émetteur | | | | | |
| 4.1 | Raison sociale et nom commercial | 418 ; 666 | 3 | N/A | 154 - 278 | 101 - 104 |
| 4.2 | Lieu, numéro d'enregistrement et LEI | 418 ; 666 | N/A | N/A | 154 - 278 | N/A |
| 4.3 | Date de constitution et durée de vie | 418 ; 666 | N/A | N/A | 154 | 101 - 104 |
| 4.4 | Siège social et forme juridique, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire, site web avec un avertissement | 40 ; 666-673 ; 703 | N/A | 32 ; 112 | 154 | 101 - 104 |
| Section 5 | Aperçu des activités | | | | | |
| 5.1 | Principales activités | 14-30 ; 330-339 ; 506-508 | 7-17 ; 203-205 ; 375-399 | 3-21 33-71 | 194 - 197 | 4 - 26 40 - 82 |
| 5.2 | Principaux marchés | 9 ; 14-30 ; 506-508 ; 629-630 | 6 ; 10-17 ; 375-399 | 12-21 33-47 | 194 - 197 | 14 - 26 48 - 54 |
| 5.3 | Événements importants dans le développement des activités | 16-30 ; 31 ; 32 ; 33 | 10-17 ; 328-329 | 3-4 34-35 | 4 - 6 | 4 - 5 41 - 43 |
| 5.4 | Stratégie et objectifs | 344-348 | 221-226 | 5-6 ; 40 | 111 - 115 | 6-7 ; 41 ; 47 |
| 5.5 | Dépendance à l'égard des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication | 409 | N/A | 87 | 138 | 126 |
| 5.6 | Déclaration sur la position concurrentielle | 7 | 5 | N/A | N/A | N/A |

| | | Numéro de page du Document d'enregistrement universel (DEU) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A01) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A02) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A03) | Numéro de page du présent amendement au DEU (A04) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5.7 | Investissements | | | | | |
| 5.7.1 | Investissements importants réalisés | 31-33 ; 430 ; 459-460 ; 576-599 ; 678 | 328-329 | 3 ; 34 | 4 - 46 ; 48 | 4 ; 41 |
| 5.7.2 | Principaux investissements en cours ou à venir | 678 | N/A | 3 ; 34 | 4 - 46 ; 48 | 4 ; 41 |
| 5.7.3 | Informations sur les co-entreprises et entreprises associées | 577-582 | 444-449 | 3 ; 34 | 4 - 46 | 4 ; 41 |
| 5.7.4 | Questions environnementales pouvant influer sur l'utilisation des immobilisations corporelles | 78-155 | 79-157 | N/A | N/A | N/A |
| Section 6 Structure organisationnelle | | | | | | |
| 6.1 | Description sommaire du Groupe | 5 | 3 | N/A | 194 - 197 | N/A |
| 6.2 | Liste des filiales importantes | 422-423 ; 584-599 ; 634-636 | 451-467 | N/A | 194 - 197 | N/A |
| Section 7 Examen de la situation financière et du résultat | | | | | | |
| 7.1 | Situation financière | 424-430 ; 612-613 | 292-298 | 3 ; 9-10 ; 34-35 ; 36-39 | 4 ; 11-27 ; 71 - 72 ; 154 - 162 | 4 ; 11-30 ; 42-48 60-67 |
| 7.1.1 | Évolution des résultats et de la situation financière comportant des indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant, extra-financière | 326-343 | 204-221 | 3 ; 9-10 ; 34-35 ; 36-39 | 4 ; 11-27 ; 71 - 72 ; 154 - 162 | 4 ; 11-30 ; 42-48 60-67 |
| 7.1.2 | Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement | 343-348 | 221-226 | 3 ; 34 | 4 ; 46 | 4 ; 41 |
| 7.2 | Résultat d'exploitation | 424 ; 613 | 292 | 3 ; 34 ; 36 ; 37 ; 38 | 4 ; 11-27 ; 45 - 53 | 4 ; 11-30 ; 42-48 66-67 |
| 7.2.1 | Facteurs importants, évènements inhabituels, peu fréquents ou nouveaux développements | 326-330 | 204-208 | N/A | N/A | N/A |
| 7.2.2 | Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 8 Trésorerie et capitaux | | | | | | |
| 8.1 | Informations sur les capitaux | 9-10 ; 427-429 ; 553 ; 612 ; 648 | 3 ; 6 ; 8-9 ; 219-220 ; 294-295 ; 368-374 | 22-23 ; 39 ; 72-77 | 28 - 29 ; 51 - 52 ; 159 - 160 | 27-30 ; 46 |
| 8.2 | Flux de trésorerie | 430 | 298 | 24-25 ; 40 ; 78-83 | 161 - 162 | 29-30 ; 47 ; 89-94 |
| 8.3 | Besoins de financement et structure de financement | 329-330 ; 399-400 ; 491-492 | 207-208 ; 271-278 ; 360-361 | 78-83 | 93 - 97 | 89-94 |
| 8.4 | Restrictions à l'utilisation des capitaux | 576-577 | 443 | 22-23 ; 39 ; 72-77 | 28 - 29 ; 87 - 92 | 28 ; 46 ; 83-88 |
| 8.5 | Sources de financement attendues | 678 | N/A | N/A | 87 - 97 | N/A |
| Section 9 Environnement réglementaire | | | | | | |
| | Description de l'environnement réglementaire pouvant influer sur les activités de la Société | 363-364 ; 432-460 | 236-239 ; 299-325 | N/A | 108 - 111 164 - 167 | N/A |
| Section 10 Informations sur les tendances | | | | | | |

| | | Numéro de page du Document d'enregistrement universel (DEU) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A01) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A02) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A03) | Numéro de page du présent amendement au DEU (A04) |
|-------------------|--|---|---|---|---|---|
| 10.1 | Description des principales tendances et de tout changement significatif de performance financière du Groupe depuis la fin du dernier exercice | 343-348 ; 679 | 221-226 | N/A | 11-27 | 11-26 |
| 10.2 | Événements susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives | 343-348 ; 679 | 221-226 | N/A | 32 - 35 | N/A |
| Section 11 | Prévisions ou estimations du bénéfice | | | | | |
| 11.1 | Prévisions ou estimations du bénéfice publiées | N/A | N/A | 3 ; 10 ; 34-35 ; | 4 ; 46 | 4 ; 41 |
| 11.2 | Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions | N/A | N/A | 10 ; 35 | N/A | N/A |
| 11.3 | Déclaration de comparabilité avec les informations financières historiques et de conformité des méthodes comptables | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 12 | Organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale | | | | | |
| 12.1 | Informations concernant les membres | 209-226 ; 235-259 | N/A | N/A | 139 - 150 | N/A |
| 12.2 | Conflits d'intérêts | 213-214 ; 218-219 ; 260 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 13 | Rémunération et avantages | | | | | |
| 13.1 | Rémunération versée et avantages en nature | 213-214 ; 261-304 ; 557-561 | 425-429 | 88-100 | N/A | N/A |
| 13.2 | Provisions pour pensions, retraites et autres avantages du même ordre | 626 ; 643 | 425-429 | 88-100 | N/A | N/A |
| Section 14 | Fonctionnement des organes d'administration et de direction | | | | | |
| 14.1 | Date d'expiration des mandats | 211 ; 215 ; 235-236 ; 237-257 ; 258 ; 259 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 14.2 | Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction | 260 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 14.3 | Informations sur les Comités d'audit et de rémunérations | 226-234 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 14.4 | Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur | 210-234 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 14.5 | Modifications futures potentielles sur la gouvernance d'entreprise | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 15 | Salariés | | | | | |
| 15.1 | Nombre de salariés | 157-158 ; 175 ; 656 ; 680-681 | 8-9 ; 425 | N/A | N/A | N/A |
| 15.2 | Participations et stock-options | 237-257 ; 263-264 ; 281-283 ; 284-302 ; 626 | 429 | N/A | N/A | N/A |
| 15.3 | Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital | 627 ; 676-677 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 16 | Principaux actionnaires | | | | | |

| | | Numéro de page du Document d'enregistrement universel (DEU) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A01) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A02) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A03) | Numéro de page du présent amendement au DEU (A04) |
|-------------------|--|---|---|---|---|---|
| 16.1 | Actionnaires détenant plus de 5 % du capital | 36-37 ; 553 | N/A | N/A | 223 | N/A |
| 16.2 | Existence de droits de vote différents | 36-37 ; 667-668 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 16.3 | Contrôle direct ou indirect | 5 ; 36-37 | 3 | N/A | N/A | N/A |
| 16.4 | Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 17 | Transactions avec les parties liées | 420-421 ; 577-582 ; 611-617 ; 649 | 289-291 ; 444-449 ; 480 | N/A | 244 | N/A |
| Section 18 | Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de la Société | | | | | |
| 18.1 | Informations financières historiques | | | N/A | | N/A |
| 18.1.1 | Informations financières historiques auditées pour les trois derniers exercices et rapport d'audit | 350 ; 416-608 ; 612-662 | 288-476 | N/A | 151 - 248 | N/A |
| 18.1.2 | Changement de date de référence comptable | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 18.1.3 | Normes comptables | 432-459 ; 618-627 | 300-328 | N/A | 164 - 167 | N/A |
| 18.1.4 | Changement de référentiel comptable | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 18.1.5 | Bilan, compte de résultat, variation des capitaux propres, flux de trésorerie, méthodes comptables et notes explicatives | 9 ; 612-658 | 6 ; 288-476 | N/A | 155 - 248 | 58-61 ; 66-67 |
| 18.1.6 | États financiers consolidés | 416-608 | 288-476 | N/A | 151 - 248 | N/A |
| 18.1.7 | Date des dernières informations financières | 424-430 ; 612-613 | 292-298 | N/A | 151 - 248 | N/A |
| 18.2 | Informations financières intermédiaires et autres (rapports d'audit ou d'examen le cas échéant) | N/A | N/A | N/A | 151 - 248 | N/A |
| 18.3 | Audit des informations financières annuelles historiques | | | | | |
| 18.3.1 | Audit indépendant des informations financières annuelles historiques | 659-662 | 471-476 | N/A | N/A | N/A |
| 18.3.2 | Autres informations auditées | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 18.3.3 | Informations financières non auditées | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 18.4 | Informations financières pro forma | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 18.5 | Politique de distribution de dividendes | | | N/A | | N/A |
| 18.5.1 | Description de la politique de distribution des dividendes et de toute restriction applicable | 37 | N/A | N/A | 224 - 225 | N/A |
| 18.5.2 | Montant du dividende par action | 10 ; 37 ; 340 ; 347 ; 350 ; 364-365 ; 554 | N/A | 32 | 224 - 225 | 46 ; 60 |
| 18.6 | Procédures administratives, judiciaires et d'arbitrage | 407-409 ; 541 ; 549-552 ; 643-644 | 418-421 | 84-87 | 135 - 138 | 122 ; 126 |

| | | Numéro de page du Document d'enregistrement universel (DEU) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A01) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A02) | Numéro de page de l'amendement au DEU (A03) | Numéro de page du présent amendement au DEU (A04) |
|-----------------------|---|---|---|---|---|---|
| 18.7 | Changement significatif de la situation financière | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 19 | Informations complémentaires | | | | | |
| 19.1 | Informations sur le capital social | | | | | |
| 19.1.1 | Montant du capital souscrit, nombre d'actions émises et totalement libérées et valeur nominale par action, nombre d'actions autorisées | 36-37 ; 674-675 ; 554 ; 648 ; 666-668 | N/A | N/A | 66 ; 223 - 225 | N/A |
| 19.1.2 | Informations relatives aux actions non représentatives du capital | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.1.3 | Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la Société | 36-37 ; 676-677 | N/A | N/A | 66 ; 223 - 225 | N/A |
| 19.1.4 | Valeurs convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.1.5 | Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.1.6 | Option ou accord conditionnel ou inconditionnel de tout membre du Groupe | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.1.7 | Historique du capital social | 36-37 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.2 | Acte constitutif et statuts | | | N/A | N/A | N/A |
| 19.2.1 | Registre et objet social | 666-673 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.2.2 | Droits, priviléges et restrictions attachées à chaque catégorie d'actions | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| 19.2.3 | Dispositions ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle | 36-37 ; 666-673 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 20 | Contrats importants | 679 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Section 21 | Documents disponibles | 679 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| N/A : non applicable. | | | | | | |

En application de l'annexe I du règlement européen 2017/1129, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 784 à 834 et 576 à 775, aux pages 835 à 839 et 776 à 782 et aux pages 316 à 345 du Document de référence 2023 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 22 mars 2024 sous le n° D.24-0156. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/202577>.
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 610 à 658 et 416 à 602, aux pages 659 à 663 et 603 à 609 et aux pages 324 à 351 du Document de référence 2024 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 24 mars 2025 sous le n° D.25-0137. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/206105>.

Les parties des Documents de référence n° D.24-0156 et n° D.25-0137 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document d'enregistrement universel.

Tous les documents incorporés par référence dans le présent Document d'enregistrement ont été déposés après de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent Document d'enregistrement. Ces documents sont publiés sur le site interne et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-dessus. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.

<https://www.credit-agricole.com/finance>

Crédit Agricole S.A.

Société anonyme au capital de 9 077 707 050 euros

RCS Nanterre 784 608 416

12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France

Tél. (33) 1 43 23 52 02

Relations avec les actionnaires individuels : 0 800 000 777

Relations avec les investisseurs institutionnels : + 33 (0) 1 43 23 04 31

www.credit-agricole.com